



Le magazine du deuxième conflit mondial  
et du devoir de mémoire

Octobre 2013



**GRZYWACZ**  
JUIF POLONAIS  
2 ATTENTATS



**ELEK**  
JUIF HONGROIS  
8 DÉRAILLEMENTS



**WASJBROT**  
JUIF POLONAIS  
1 ATTENTAT - 3 DÉRAILLEMENTS



**WITCHITZ**  
JUIF POLONAIS  
15 ATTENTATS



**FING**  
JUIF  
3 ATTENTATS



**BOCZOV**  
JUIF HONGROIS  
CHEF DÉRAILLEUR  
20 ATTENTATS

**FONTANOT**  
COMMUNISTE ITALIEN  
12 ATTENTATS



**MANOUCHIAN**  
ARMÉNIEN  
CHEF DE BANDE  
56  
ATTENTATS  
150 MORTS  
600 BLESSÉS



**RAYMAN**  
JUIF POLONAIS  
13 ATTENTATS

**ALFONSO**  
ESPAGNOL ROUGE  
7 ATTENTATS



## Les Résistances Communistes

ISSN 2260-197X

# LA LIBÉRATION! PAR L'ARMÉE DU CRIME

Avec la participation de : Roger Lenevete, Francis Liesse, Jean Huon,  
Krisztian Bene, Dávid Ferenc, Ray Douglas & Robert Lyman

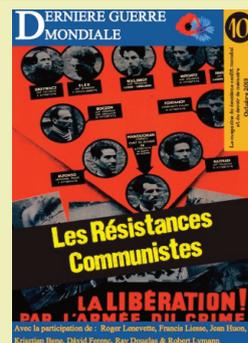


## L'histoire de la Seconde Guerre mondiale à la portée de tous.

Géré par une équipe d'amateurs enthousiastes, mais bénéficiant de l'aide amicale d'historiens professionnels, la publication bimestrielle en ligne **DERNIERE GUERRE MONDIALE** a pour objectif de contribuer à la préservation de la mémoire liée à cette période terrible en devenant un pont entre les thèses universitaires d'une approche parfois difficile et les manuels scolaires qui pèchent souvent par simplicité, mais aussi en permettant à tout acteur qui en aurait l'envie de rendre public son témoignage.

Professionnels de l'écriture, témoins de cette époque, passionnés de tous âges, se voulant sans prétention, notre publication serait heureuse d'accueillir vos contributions, contactez-nous...

[derniereguerremondiale@hotmail.fr](mailto:derniereguerremondiale@hotmail.fr)



**Photos de couverture : L'affiche rouge** - Cette affiche a été placardée le 21 février 1944, sur les murs de Paris. Elle annonçait l'exécution des hommes appartenant au "groupe Manouchian".

**Que toutes les petites rues soient partiellement obstruées par des barricades en chicanes. Organisez-vous, par maison et par rue pour garantir votre défense contre toute attaque ennemie. Dans ces conditions, le boche sera isolé et cerné dans quelques centres. Il ne pourra plus exécuter de représailles.**

**TOUS AUX BARRICADES !**

Le Colonel, Chef du Grand PARIS : **ROL-**

**AVIS**

Le couvre-feu est primé à dater du 22 AOUT 1944 et jusqu'à nouvel ordre. Les portes des boches doivent être ouvertes aux combattants français et fermées aux boches sous peine de sanctions graves.

## DERNIERE GUERRE MONDIALE Numéro 10 - Octobre 2013

### SOMMAIRE

Editorial - <i>Par Daniel Laurent</i> .....	3
Dossier : Les Résistances communistes	
Introduction - <i>Par Thierry Decool</i> .....	4
Charles Tillon - <i>Par Roger Lenevette et Daniel Laurent</i> .....	7
Porzûs, tragédie de la Résistance italienne - <i>Par Alexandre Sanguedolce</i> ..	9
Résistance communiste en Hongrie - <i>Par Krisztian Bene</i> .....	14
Combattants hongrois de la Résistance française - <i>Par David Ferenc</i> .....	19
L'Armée Rouge, le meilleur et le pire - <i>Par Roland Binet</i> .....	25
Les résistants communistes allemands - <i>Par Daniel Laurent</i> .....	33
La Sten, l'arme de la Résistance - <i>Par Jean Huon</i> .....	38
Gabriel Péri - <i>Par la Fondation Péri</i> .....	41
L'appel du PCF du 10 juillet 1940 - <i>Présenté par Daniel Laurent</i> .....	43
Le pacte germano-soviétique - <i>Par Daniel Laurent</i> .....	47
Le programme du CNR - <i>Présenté par Daniel Laurent</i> .....	53
Les communistes anglo-saxons - <i>Par Ray M. Douglas et Robert Lyman</i> ..	57
Coup d'oeil sur un autre conflit .....	59
Le parti communiste algérien - <i>Par Jean-Pierre Risgalla</i>	
Livres / Interviews :	
Les secrets du IIIème Reich - de François Kersaudy .....	63
Et si Hitler ? Le Reich de 1000 ans - de Jordan Proust .....	66
Modélisme - Hawker Typhoon Mk1B du 439 RCAF Sqn .....	69
<i>Par Michel Wilhelme et Alexandre Prétot</i>	
Matériel - Beobachtungskraftwagen & Munitieustransportkraftwagen ..	75
<i>Par Claude Foulon</i>	
Militaria - Une radio clandestine .....	77
<i>Par Christophe Hurtaud</i>	
Rubrique Marine - Baker-Cresswell contre Lemp .....	80
<i>Par feu Francis Liesse</i>	

Fondateurs : Germaine Stephan, Thierry Decool, Daniel Laurent, Alexandre Prétot

Comité de rédaction : Daniel Laurent, Thierry Decool, Alexandre Prétot

Responsable rédaction : Daniel Laurent - Corrections et relecture : Pierre Bascou, Théo Cunin et

Thierry Decool - Maquette, couverture et illustrations : Alexandre Prétot - ISSN 2260-197X



## Editorial

Par Daniel LAURENT

Chères lectrices, chers lecteurs,

C'est avec un grand plaisir que je vous présente le numéro 10 de votre magazine **Dernière Guerre Mondiale**.

L'équipe s'est attaquée à un sujet difficile, très poil à gratter comme nous disons : La résistance communiste en Europe occupée.



Certains éléments sont quasiment indiscutables : nombreux furent les communistes et sympathisants qui firent actes de résistance au péril de leur vie souvent perdue.

Des Français bien sûr mais aussi d'autres, notamment les Partisans soviétiques, des Italiens, des Hongrois et, soulignons-le, des Allemands qui osèrent se lever contre les nazis !

Nous vous les faisons découvrir.

Il convient aussi d'admettre que c'est à l'Armée Rouge que la Wehrmacht doit environ 80% de ses pertes.

Mais la question critique reste : quand ont-ils com-

Et bien oui, certains le firent, dont des Français.

Oh, peu nombreux et qui ne manquèrent pas d'avoir des soucis avec leur Parti après la Libération. Mais ils méritent qu'on leur rende hommage.

Hélas, leurs combats, pour utiles qu'ils furent dans la destruction du Reich nazi, débouchèrent après la guerre sur un autre conflit, la guerre froide. Mais ceci est une autre histoire.

Afin d'élargir le sujet, des historiens anglo-saxons nous parlent de l'attitude des communistes de leurs pays et Jean Huon nous présente les armes en usage dans la résistance en France.

Signalons aussi la présentation d'une radio clandestine par Christophe Hurtaud et un article au sujet du Parti Communiste Algérien de J.P. Risgalla.

Enfin, j'attire votre attention sur notre rubrique « Marine » qui est toujours signée par feu Francis Liesse,



article qui provient du stock dont nous disposons. Voici donc 2 articles, avec celui au sujet de Charles Tillon cosigné par Roger Lenevette, provenant d'amis disparus.

Ils ne sont plus là mais le magazine DGM ne les oublie pas.

Une petite surprise, la Gendarmerie Française s'intéresse à notre magazine et un lien vers DGM est désormais en ligne sur leur site :

<http://www.assogendarmesetcitoyens.fr/>

Non, non, ils n'ont pas de service pour faire sauter vos PV de stationnement interdit, pas la peine de nous demander.

Et encore une nouveauté DGM : Une rubrique modélisme ou Alexandre Prétot nous parle de l'engin, du vrai, et Michel Wilhelme nous le colle en plastique.

Une remarque ? Une critique ? Une demande ? Un projet ? N'hésitez pas à nous contacter par email ou sur la rubrique concernée du forum *Les héros oubliés*.

A bientôt !



mencés ? Furent-ils tous obéissants aux ordres de Moscou exigeant le respect du fameux Pacte Germano-soviétique ou certains prirent-ils les armes avant le 21 juin 1941, avant le déclenchement de Barbarossa ?



## La résistance communiste

Par Thierry DECOOL

### L' AUTEUR



**Thierry Decool**, passionné d'Histoire et particulièrement d'histoire militaire et de stratégie, parmi de nombreux autres centres d'intérêt, vit en région parisienne. Membre actif de plusieurs forums d'His-

toire, ou il est parfois connu sous le pseudo de Chef Chaudart, il a rejoint l'équipe de Dernière Guerre Mondiale où, entre deux articles, il contribue au respect académique de la langue française.

C'est au XIX<sup>ème</sup> siècle que naît le concept de communisme, idéal égalitaire d'une société sans classes, sans nationalités, ou le bonheur de chacun participe au bonheur de tous.

En 1917, les Bolcheviks prennent le pouvoir en Russie, qui devient l'Union Soviétique. L'homme fort du régime est Vladimir Ilitch Oulianov, dit « Lénine ». Mis au banc de la communauté internationale, l'URSS est alors le seul pays à se réclamer du communisme, son nouveau chef n'hésitant pas à faire usage de la terreur, ayant théorisé et mis en place la « dictature du prolétariat » basée sur la toute-puissance du Parti et la lutte contre la « bourgeoisie ».

La III<sup>ème</sup> Internationale, ou « Komintern », va voir la scission de « l'Internationale Ouvrière » sous l'influence des Bolcheviks et de Lénine. De fait, les Partis communistes de tous les pays vont être mis sous la coupe du Parti Communiste de l'Union Soviétique et de son nouveau chef, qui succède à Lénine à sa mort en 1924, Joseph Vissarionovitch Djougachvili dit « Staline ». Devenu un autocrate omnipotent, il doit compter avec un ennemi extérieur encore plus redoutable que les démocraties occidentales: Adolph Hitler, qui prend le pouvoir en Allemagne en 1933, et qui n'a pas caché dans son oeuvre « Mein Kampf » son désir d'éradiquer le communisme en général et d'annexer la Russie en particulier.

Staline entreprend de se doter des chars, des canons et des avions qui vont lui permettre de mettre sur pied une armée à même de vaincre ses ennemis. Isolé dans le concert des Nations, il va accueillir favorablement les avances hitlériennes d'un traité de non-agression qui va lui permettre de gagner le temps dont il a besoin et de créer un glacis protecteur à l'URSS : mariage de la carpe et du lapin, le pacte germano-soviétique est signé le 23 août 1939. Une clause secrète prévoit le partage de la Pologne entre les deux complices.

1 : Les Allemands tentent de manoeuvrer les communistes. Des contacts ont ainsi été pris pour la réparation des journaux communistes « Ce Soir » et « l'Humanité ». Moscou interdit néanmoins toute compromission avec l'Occupant. « Les Archives du communisme », Mikhail NARINSKI, l'Age d'Homme, 1993 p.24.

2 : Voir à ce propos l'appel du 10 juillet 1940 dans ce numéro.

3 : Rien à voir avec l'actuel « Front National », bien sûr.

L'Angleterre et la France déclarent la guerre à l'Allemagne en septembre 1939, respectant leur accord avec les Polonais. Au printemps suivant, en juin, après une courte campagne, la France, la Belgique, la Hollande, le Danemark, succombent à la « Blitzkrieg », la guerre-éclair initiée par la Wehrmacht. La Norvège a déjà été avalée par les troupes du Reich .

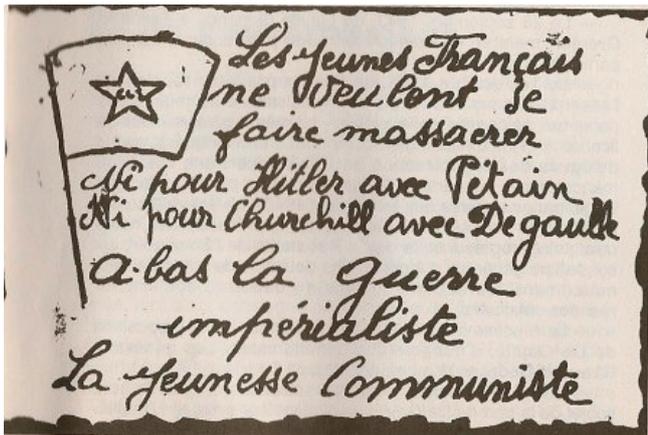
C'est quasiment toute l'Europe occidentale que les Nazis vont occuper progressivement dans les années suivantes, à l'exception de quelques pays neutres.



Le Pacte germano-soviétique a pris de court les communistes français. Le Parti ménage ses « alliés » Allemands et, en juillet et août 1940, essaie même brièvement de voir ce qu'il peut tirer de cette alliance, mais sans trop s'impliquer<sup>1</sup>.

Les explications officielles et tortueuses, qui prônent la nécessaire fraternité entre les ouvriers de tous les pays, le pacifisme à tous crins, le rejet d'une guerre qui ne concerne que les « capitalistes impérialistes » et la nécessité de relever le pays, évoquant la satisfaction de voir le Pacte créer un « Front de la Paix » tout en évitant soigneusement de parler de l'envahisseur<sup>2</sup>, ne convainquent toutefois pas une partie de militants et sympathisants, qui haïssent les Nazis et veulent lutter contre l'Occupant. A la veille de l'invasion de l'URSS, le Parti a néanmoins pris du champ : le mécontentement croissant, le soutien allemand au régime de Vichy et les relations germano-soviétiques qui se gâtent suite aux rivalités dans les Balkans ont raison de la politique de neutralité suivie. Le PCF fait un « Appel à la constitution d'un Front National » en mai 1941<sup>3</sup>.

Quoiqu'il en soit, l'attaque de l'URSS par la Wehrmacht le 22 juin 1941 coupe court à toutes les ambiguïtés. Dans tous les pays, comme en France, en Italie, en Grèce, en Yougoslavie, en Roumanie les Communistes sont en guerre contre le « fascisme ». Staline a donné ses instructions : s'attaquer aux routes et voies de communication, au personnel, saboter l'industrie de



guerre de l'ennemi. En URSS même, des groupes de partisans se forment sur les arrières des Allemands composés de soldats piégés derrière les lignes, de membres de la population locale révoltés par le com-

## NI LONDRES, ni BERLIN !

Le 'National Zeitung' rélicite Laval et vante Pétain. Les dirigeants anglais utilisent de Gaulle et Catroux.

Seul le Parti Communiste lutte contre tous les Capitalistes fauteurs de guerre.

**A la porte les forbans de Vichy, valets de Pétranger !**

**La France aux Français !**

**THOPEZ au pouvoir !**

Tracts période juillet 1940- juin 1941  
Parti Communiste Français (S.F.I.C.)

portement barbare de l'envahisseur ou cherchant à échapper à ses réquisitions. Moscou envoie bien un peu de matériel et d'armement, des conseillers politiques et militaires, mais ces maquisards manquent de tout : tentes, explosifs, médicaments et, surtout, nourriture. A cela s'ajoutent des luttes d'influences avec les autres groupes, Polonais et nationalistes. Réfugiés dans les bois et traqués, affamés, les maquis doivent d'abord assurer leur survie avant de pouvoir espérer frapper l'adversaire.

En France, le premier attentat contre un membre des forces ennemies a lieu le 21 août 1941. Pierre Georges, dit « Frédo » puis « Colonel Fabien », commissaire militaire de « l'Organisation Spéciale » émanation du PCF en lutte, abat un aspirant de la Kriegsmarine au métro Barbès-Rochouard.



Pierre Georges, dit « Colonel Fabien » (1919 - 1944)

D'autres actions vont suivre : sabotages, exécutions, embuscades sont perpétrés par les Francs-Tireurs et Partisans (FTP ou FTPF), le mouvement de résistance communiste dirigé par Charles Tillon créé fin 1941, l'un des plus actifs de la Résistance. La réaction des autorités d'occupation est terrible. De nombreux otages sont assassinés, souvent des sympathisants communistes arrêtés par la police française aux ordres de Vichy, comme le jeune Guy Môquet qui sera fusillé le 22 octobre 1941. Des réseaux sont démantelés, comme le « groupe

## BEKANNTMACHUNG

1. Der Kapitänleutnant **Henri Louis Honoré COMTE D'ESTIENNES D'ORVES**, französischer Staatsangehöriger, geb. am 5. Juni 1901 in Verrières,
2. der Handelsvertreter **Maurice Charles Émile BARLIER**, französischer Staatsangehöriger, geb. am 9. September 1905 in St. Dié,
3. der Kaufmann **Jan Louis-Guillaume DOORNIK**, holländischer Staatsangehöriger, geb. am 26 Juni 1905 in Paris,

sind wegen Spionage zum Tode verurteilt und heute erschossen worden.

Paris, den 29. August 1941.

En France, le premier attentat contre un membre des forces ennemies a lieu le 21 août 1941, il conduit à une exécution d'otages dont le LV D'Estiennes D'Orves

## AVIS

1. Le lieutenant de vaisseau **Henri Louis Honoré COMTE D'ESTIENNES D'ORVES**, Français, né le 5 juin 1901 à Verrières,
2. l'agent commercial **Maurice Charles Émile BARLIER**, Français, né le 9 septembre 1905 à St-Dié,
3. le commerçant **Jan Louis-Guillaume DOORNIK**, Hollandais, né le 26 juin 1905 à Paris,

ont été condamnés à mort à cause d'espionnage. Ils ont été fusillés aujourd'hui.

Paris, le 29 Août 1941.

Der Militärbefehlshaber in Frankreich.

# DERNIERE GUERRE MONDIALE



Manouchian » des FTP-MOI (Main d'Oeuvre Immigrée), composé d'étrangers. Les membres, exécutés par les Nazis, seront représentés sur la célèbre « Affiche rouge ». Sensée effrayer et dégoûter le passant, elle immortalise en fait le sacrifice terrible consenti par ces combattants et étale l'inhumanité de leur bourreau.



**Georges Guingouin**  
(1913 - 2005)

Le général de Gaulle va parvenir à unifier la résistance intérieure, créant les Forces Françaises de l'Intérieur (FFI), bien que les actions des FTP contredisent les instructions de Londres. L'action constante et tous azimuts des partisans communistes est jugée contre-productive, coûtant la vie à de nombreux « civils »

innocents, attirant l'attention des autorités d'occupation, exposant les membres de l'organisation sans atteindre aucun objectif tactique d'importance. de Gaulle préférerait limiter les opérations au renseignement et filières d'évasion, que les maquis et réseaux se terrent en attendant le moment propice pour se soulever, le débarquement allié. Ce « jourjisme », qui est bien une réflexion de militaire, passe à côté de plusieurs choses : les Résistants brûlent d'en découdre – ils se sont de toutes façons bien engagés pour ça – et ne sauraient rester l'arme au pied durant des mois ou des années. D'autre part, on imagine mal comment ils auraient pu se structurer, affiner leurs techniques, se cacher sans donner l'éveil et sans la dure réalité du combat.

A la Libération, les FFI comptent de nombreux mouvements d'origine communiste. Certains ont réussi à noyauter des régions entières, comme la Haute-Vienne sous les ordres de Georges Guingouin, le « premier Maquisard de France ».

En Yougoslavie, ce sont même des parties du territoire qui sont libérées, les effectifs se comptant en centaines de milliers d'hommes - on les estime à 800 000 hommes à la fin de la guerre. Josip Broz Tito a pris la tête dès le 10 avril 1941 du mouvement de résistance du Parti Communiste, qui deviendra l'Armée populaire de libération et détachements de Partisans de Yougoslavie (NOVJ) après 1942, dont les troupes sont majoritairement Serbes. La résistance non communiste, les Tchethniks de Mihailovïæ, les résistants fidèles à la royauté, aidés initialement par les Britanniques, sont d'abord alliés aux partisans de Tito, mais les dissensions au sein de ce mouvement conduisent à son éclatement. Certains vont combattre les communistes, voire se rallier à l'envahisseur. L'aide alliée va alors se reporter sur les partisans de Tito.

A la fin de la guerre, les Partis Communistes des pays libérés, auréolés de gloire, bénéficient d'un prestige

inégalé. Le Parti Communiste Français, faisant partie du gouvernement, devient le « Parti aux 75 000 fusillés - on ira même jusqu'à « arrondir » à 100 000 - alors qu'il n'y a jamais eu autant de martyrs, dont beaucoup n'étaient d'ailleurs pas communistes ! Les luttes d'influence n'ont toutefois pas cessé durant la guerre avec les groupes résistants non communistes, malgré les accords de circonstance. Le monde est redécoupé par les Grands réunis à Yalta. Staline va profiter dans certains cas (avec le concours) des cadres issus de la Résistance communiste pour organiser la prise de pouvoir dans sa zone d'influence, comme Tito en Yougoslavie ou Enver Hoxha en Albanie. Dans l'Europe occidentale, les encombrants communistes sont écartés du pouvoir et marginalisés petit à petit, avec l'accord du maître du Kremlin. En Grèce, les Britanniques puis les USA vont même aider militairement à réduire l'EAM-ELAS, le mouvement de résistance et son bras armé, en guerre civile de 1946 à 1949.

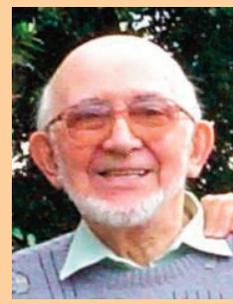
La lutte armée contre l'envahisseur nazi a été sanglante, sans merci. Partout dans les pays occupés, des hommes et des femmes de tous âges et de tous horizons se sont élevés contre la barbarie. Composés de militants soudés et déjà habitués à la clandestinité dans bien des cas, les mouvements communistes vont rapidement monter réseaux et maquis. Ils vont mener une guerre totale au mépris des pertes, qu'elles soient dans leurs rangs, combattants ou sympathisants, ou pas. Certains ont mis en doute l'efficacité de cette guerre à mort, les résultats militaires obtenus ne valant pas les lourds sacrifices. Mais force nous est d'admirer le courage de ceux qui ont risqué leur vie et la grandeur de ce qu'ils ont accompli.





## Charles Tillon (1897-1993)

Par feu Roger Lenevete et Daniel Laurent



### L'AUTEUR

Roger Lenevete, ex-FTP et membre de la 25ème D.I. devant Saint Nazaire, nous a quittés début 2011. C'est donc à titre posthume qu'il est cité ici comme auteur.

Ce Breton mobilisé dans la marine dirige la mutinerie de son croiseur lors des incidents dits de la mer Noire en 1919, ce qui lui vaut un an de détention très dure au Maroc.

Il anime des grèves en Bretagne dans les années 1920 puis devient, à Paris l'un des hommes de confiance de Benoît Frachon, le principal responsable syndical communiste.

Il ravit à Laval son siège de député d'Aubervilliers en 1936 et remplit plusieurs missions dans l'Espagne républicaine.

Chargé à la fin de 1939 de maintenir les structures du Parti communiste clandestin dans la région de Bordeaux, il réagit au premier discours de Pétain, le 17 juin 1940, par un tract immédiatement diffusé qui dénonce, au nom du PCF, la livraison de la France « au fascisme ».



Charles Tillon - ministre de l'air en 1944

Créant aussitôt des groupes clandestins, il est appelé à Paris par la direction du parti à la fin de 1940 et rejoint, à la suite d'un entretien avec Jacques Duclos en mars, le « triangle de direction » du PCF en France (le troisième homme étant Frachon).

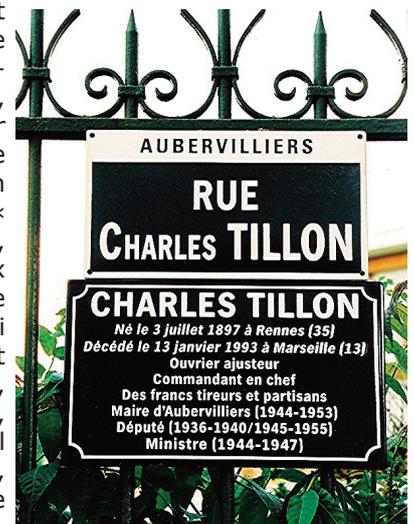
Après avoir créé et dirigé les FTP, il est dès la Libéra-

tion nommé ministre (en même temps que maire d'Aubervilliers) et dirige successivement les départements de l'Air, de l'Armement et enfin, en 1947, de la Reconstruction.

Ses rapports avec la direction du PCF deviendront difficiles (rétrogradation en 1952, exclusion en 1970).

1940 : 17 juin - Il est condamné par contumace à cinq ans de prison, pour « reconstitution de ligue dissoute ».

Alors que l'URSS est liée à l'Allemagne par le pacte germano-soviétique, Tillon, après avoir entendu à la radio le discours de Pétain demandant de « cesser le combat », rédige à Bordeaux un tract qu'il signe au nom du « Parti communiste » et qui, après la guerre, a pu être présenté, sous le nom d'appel du 17 juin 1940, comme un véritable « Appel » à la résistance au fascisme hitlérien, mais qui, selon Yves Santamaria, n'est que « modérément décalé par rapport aux analyses kominterniennes », dénonce la guerre comme impérialiste et rejette l'alliance avec l'Angleterre.



Pour leur part, Jean-Pierre Besse et Claude Pennetier<sup>1</sup> sont sensibles à la différence de ton entre ce tract, offensif envers l'hitlérisme, et les comportements plus ambigus à la même période d'autres membres de la direction du parti (dont Jacques Duclos). Le tract de Charles Tillon leur semble symptomatique de la pensée d'un dirigeant proche des milieux syndicalistes, davantage en prise avec la classe ouvrière, et qui ne s'est rendu qu'une fois (en 1931) en Union soviétique. Il y affirme avec conviction que « le peuple français ne veut pas de l'esclavage, de la misère, du fascisme, pas plus qu'il n'a voulu de la guerre des capitalistes. Il est le nombre. Uni, il sera la force ».

« Peuple des usines, des champs, des magasins et des bureaux, commerçants, artisans et intellectuels, soldats, marins, aviateurs encore sous les armes, unissez-vous dans l'action ». Il publiera un second texte le 18 juillet, invitant « à l'union pour chasser à la fois les capitalistes, leur tourbe de valets et de traîtres, et les envahisseurs. »

### Les problèmes de datation

Si l'authenticité du tract dit « Appel de Charles Tillon du 17 juin » ainsi que le « Manifeste de Bordeaux »

1 : J.P. Besse, Claude Pennetier, Juin 1940, la négociation secrète, Editeur Atelier Ed De L', décembre 2006 ISBN 2708238663.



ne fait guère de doute, ce serait plutôt la date du 17 juin qui fait l'objet de controverses houleuses.

Pour s'y retrouver au sujet du probable fac-similé de l'appel, dans un entretien accordé, en 1981, à la revue *Histoire magazine* Charles Tillon relate :

« Pétain parle le 17 juin. Moi, en juillet, je fais une déclaration contraire, expliquant qu'il faut tenir, face au fascisme et à l'hitlérisme. Une déclaration de vingt pages transformée en tract, reprise par la presse de Bordeaux »

Cette phrase laisse à penser que le tract serait un condensé du Manifeste de Bordeaux daté du 18 juillet.

A propos de cette phrase : « après avoir livré les armées du Nord et de l'Est ... »

Il faut relever que les armées de l'Est ont opposé une belle résistance aux Allemands et ont combattu jusqu'à la signature de l'armistice le 22 juin 1940. « Le sort de ces armées fut effectivement scellé par la signature de l'armistice dans la clairière de Rethondes qui prévoyait que toutes les troupes françaises, encerclées à l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, devaient déposer les armes et se constituer prisonnières »<sup>2</sup>

L'appel serait dès lors postérieur au 22 juin.

A propos d'un texte publié sur un site proche du Parti communiste :

Après la dissolution du Parti communiste, le 26 septembre 1939 - il (Charles Tillon) sera condamné par contumace à cinq ans de prison en mars 1940, - il passe dans la clandestinité. Chargé de réorganiser le parti dans le Sud-ouest, où, fait exceptionnel, un appel contre les fascistes hitlériens est lancé après l'entrée des troupes allemandes à Bordeaux.

A la lecture de cette phrase, « l'appel » ne peut être antérieur au 29 juin, date de l'entrée des troupes allemandes à Bordeaux.

La question reste entière ! Le Parti communiste a-t-il antidaté l'appel de Charles Tillon au 17 juin, pour devancer celui du général de Gaulle ?

## APPEL DE CHARLES TILLON (17 juin 1940)

*Les gouvernants bourgeois ont livré à Hitler et à Mussolini : l'Espagne, l'Autriche, l'Albanie et la Tchécoslovaquie... Et maintenant, ils livrent la France. Ils ont tout trahi.*

*Après avoir livré les armées du Nord et de l'Est, après avoir livré Paris, ses usines, ses ouvriers, ils jugent pouvoir, avec le concours de Hitler, livrer le pays tout entier au fascisme. Mais le peuple français ne veut pas de l'esclavage, de la misère, du fascisme. Pas plus qu'il n'a voulu de la guerre des capitalistes. Il est le nombre : uni, il sera la force.*

*\* Pour l'arrestation immédiate des traîtres;*

*\* Pour un gouvernement populaire s'appuyant sur les masses, libérant les travailleurs, établissant la légalité du Parti communiste, LUTTANT CONTRE LE FASCISME HITLERIEN et les 200 familles, s'entendant avec l'U.R.S.S. pour une Paix équitable, luttant pour l'indépendance nationale et prenant des mesures contre les organisations fascistes.*

*Peuple des usines, des champs, des magasins et des bureaux, commerçants, artisans et intellectuels, soldats, marins, aviateurs encore sous les armes, UNISSEZ-VOUS DANS L'ACTION !*

### Sources

Archives et souvenirs de Roger Lenevette qui fut l'un des FTPF de Tillon.

Echanges au sujet des dates sur le forum « Livres de guerre »

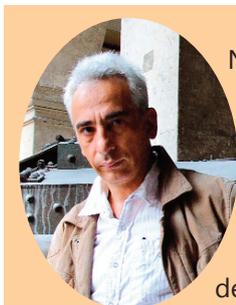
<http://www.livresdeguerre.net/accueil/index.php>

2 : Selon Bruno Roy-Henri sur un forum.



## PORZÛS, tragédie de la Résistance italienne

Par Alexandre SANGUEDOLCE



### L'AUTEUR

Né à Rome, de parents qui émigrèrent en France quand il n'avait que trois ans, Alexandre attribue volontiers sa vocation d'historien à ses racines italiennes. Un pays où le fascisme, antérieur de presque dix ans à l'avènement du nazisme, laisse encore aux historiens d'aujourd'hui nombre d'éléments politiques, militaires et idéologiques à explorer. Avec, entre autre, à son actif, une étude sur les persécutions antisémites du régime mussolinien, puis une autre sur la participation des Chemises Noires à l'opération Barbarossa, qui vit les forces de l'Axe attaquer l'URSS au printemps 1941. Cette Campagne l'a aussi amené à s'intéresser à l'engagement militaire des dictatures roumaine et hongroise contre l'Union soviétique, c'est pourquoi. Il participe activement à la vitalité du forum « La Hongrie en guerre »

<http://hongrie2gm.creer-forums-gratuit.fr/forum>

Le Parti Communiste d'Italie (section italienne de la IIIe Internationale) est né le 21 janvier 1921 lors du congrès de Livourne, le pendant italien du congrès de Tours (25 au 30 décembre 1920). Il rassemble les diverses tendances bordigistes (d'Amedeo Bordiga) ou ordinovistes (tendance Amedeo Gramsci du nom de son hebdomadaire : *L'Ordine Nuovo*) et compte dans ses rangs Nicolo Bombacci, instituteur romagnol (comme Mussolini) et qui finira exécuté au bord du lac de Garde avec les hiérarques fascistes.

Dès l'année suivante, il compte 43.000 inscrits. A partir de 1925 et le début des lois dites fascistissimes (un dossier du DGM 6 sur l'antifascisme traite ce sujet), Mussolini fait interdire les partis politiques et les organisations syndicales. Les leaders sont envoyés en exil (confinement dans les îles) ou se réfugient à l'étranger (les *fuoriusciti*). Le PCI continue de fonctionner clandestinement et Palmiro Togliatti en prend la direction.



Communistes et socialistes italiens, malgré leurs profondes divergences signent un pacte d'action antifasciste. La guerre d'Espagne est le terrain de militarisation du PCI: Luigi Longo (nom de guerre Gallo) devient l'inspecteur général des Brigades Internationales. Dans le 2eme bataillon Garibaldi de la XII B.I., composé d'Italiens, 38% des volontaires sont membres du PCI.

En Italie, malgré la décapitation du parti, les membres réussissent à se réunir clandestinement, faisant circuler un journal clandestin: *Il Quaderno del Lavoratore* (le Cahier du Travailleur).

Le 9 septembre 1943, au lendemain de l'annonce de la capitulation italienne, le PCI ressort de l'ombre et prend le nom de Partito Comunista Italiano après la dissolution de la IIIe Internationale le 15 mai 1943. Il adhère au CLN (Comitato di Liberazione Nazionale) organisation regroupant les partis antifascistes (dont les Démocrates-Chrétiens, les Socialistes, le Parti d'Action) avec Ivanoé Bonomi à sa tête pour son *retour* en politique. Il permet d'assurer la coordination des différents mouvements de partisans avant la création du CVL (Corpo Volontari della Liberta) regroupant en un commandement unique, reconnu par les Alliés, tous les divers groupes de résistants.

### Les unités Garibaldiennes

Luigi Longo, après son séjour dans les geôles françaises du Camp de Vernet est remis par les autorités vichystes aux Italiens qui l'enferment en confinement à Ventotenne. Libéré, il arrive à Milan, chargé de créer le comité militaire du PCI pour structurer les unités de partisans en des brigades Garibaldi, bras armé du PCI. Il est secondé par Pietro Secchia, commissaire politique de toutes les brigades.

La dénomination « brigade » évoque les souvenirs de la guerre d'Espagne où Longo était commissaire politique à la XIIe Brigade Internationale. L'expérience de Longo est très utile, car pour l'instant, les résistants sont regroupés en bandes, mal armés et désorganisés.

Reconnaissables au foulard rouge noué autour du cou, avec une étoile rouge porté sur le couvre-chef, les communistes représentent 50% des effectifs d'une brigade garibaldienne, un commissaire politique seconde le chef de l'unité. Tous les commandants ne seront pas communistes tel le plus célèbre, chef de la 52a *Brigata Garibaldi* «Luigi Clerici», Pier Luigi Bellini



Luigi Longo  
(1900 - 1980)



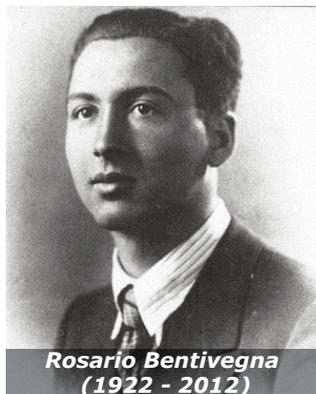
Pier Luigi Bellini  
(1920 - 1984)

delle Stelle (Pedro) qui procédera à l'arrestation de Mussolini le 27 avril 1945. Un autre chef non communiste est Mario Mussolesi (Lupo), tué lors des combats autour de Marzabotto, zone-martyr avec 955 civils exécutés par un détachement de la 16. *SS-Panzergranadier-Division Reichsführer SS*.

Des soldats débandés, ayant échappé à l'interne-ment en Allemagne, des



réfractaires à la conscription ou au travail forcé pour le compte de l'Organisation Todt se joignent aux communistes au sein des brigades. Ils vont se montrer très actifs dans les régions montagneuses alpines: Piémont et Lombardie ou dans les Apennins: Toscane et Emilie-Romagne. Des ex-prisonniers de guerre soviétiques rejoignent les rangs des brigades garibaldiennes (environ 5.500 hommes), une unité des plus célèbres est le bataillon *Stalin*.



Rosario Bentivegna  
(1922 - 2012)

Dans les villes, les résistants communistes agissent en groupes très restreints (3 à 5 hommes) appelés GAP (Gruppi Azione Patriotica), menant des actions de sabotages, d'attentat et d'éliminations de fascistes provoquant la réaction brutale de l'occupant allemand. Ainsi lors de l'attentat de la via Rasella à Rome le 23 mars 1944, Rosario Bentivegna

(Paolo) en allumant la mèche de la bombe de 18 kg de trinitite caché dans un chariot de ramassage d'ordures, tuant 32 SS, provoquera de terribles représailles: 335 Italiens seront fusillés dans les carrières de la via Ardeatina, proches de la via Appia antica. C'est aussi un commando de *gappisti* (nom donné aux membres des GAP) qui assassinera le philosophe Giovanni Gentile le 15 avril 1944 à Florence.

Enfin, les SAP (*Squadre di Azione Patriottica*) comprenant entre 15 à 20 hommes mènent des actions identiques aux GAP.

## La tragédie de Porzûs

Après l'annonce de l'armistice du 8 septembre 1943, des régions du nord-est de l'Italie sont annexées au Reich et administrées par des haut-commissaires:

-OZAK (*Operationszone Adriatisches Küstenland*) ou zone d'opérations littoral Adriatique, comprenant les régions italiennes de Vénétie-Julienne, du Frioul, d'Istrie, ainsi que de la province annexée de Ljubjana par l'armée italienne en 1941. Elle est administrée par le *Gauleiter* Friedrich Rainer, secondé par le *Höhere SS-und Polizeiführer* (HSSPF) Odilo Globocknik pour le maintien de l'ordre.

- OZAV (*Operationszone Alpenvorland*) ou zone d'opérations préAlpes, rassemblant les provinces de Bolzano (germanophone), Trento et Belluno, administrées par le *Gauleiter* Franz Höfer.

Pour mettre fin aux activités des différentes bandes de partisans dans le Frioul et en Vénétie-Julienne, Rommel à la tête du *Heeresgruppe B*, entreprend de reprendre en main la région avec l'opération de ratisage «*Wolkenbruch*».

D'importants moyens sont mis en oeuvre pour arriver à l'éradication de la Résistance:

- SS *Panzer Regiment 1* de la 1. *SS Panzer-Division* «*Leibstandarte Adolf Hitler*»
- 71.*Infanterie-Division*
- 44.*Panzergranadier Division* «*Hoch-und-Deutschmeister*»

- 162.*Turkestan-Division*
- 24.*Panzer-Division*

À la fin de l'opération, 2.500 résistants ont été tués, la zone «nettoyée» obligeant les unités de partisans italiens et slaves du IXe Corps à se retirer dans les montagnes du Frioul. La 71.*Inf-Div.* reste cantonnée dans cette région afin de protéger les cols alpestres.



Partisans de la brigade Osoppo

Fin 1943, des résistants d'inspiration laïque, chrétienne, libérale, gielliste (GL= Giustizia e Liberta, du Parti d'Action) ou socialiste s'unissent dans la brigade Osoppo (nom d'une rivière du Frioul) et luttent en collaborant avec les divisions Garibaldi. Cette brigade Osoppo est commandée par des ex-officiers du Regio Esercito, l'armée italienne, qui ont fui l'internement en Allemagne ou l'incorporation dans la nouvelle armée de la République Sociale Italienne: l'ENR (Esercito Nazionale Repubblicano). Leurs membres sont reconnaissables à leur foulard vert noué autour du cou. Ils luttent à la fois contre l'occupation allemande mais aussi contre les forces de la République de Salò. Ils combattent aussi pour préserver l'intégralité du territoire italien car les Slovènes entendent occuper toute la région à l'est du fleuve Tagliamento pour l'intégrer à la future République Populaire de Yougoslavie et mettre les Alliés devant le fait accompli, sans attendre que les frontières soient redessinées après la guerre. Ceci, malgré un accord passé entre le Parti communiste italien et le Parti communiste slovène renvoyant à plus tard la question des territoires ethniquement mixtes.

En juillet 1944, la brigade Osoppo s'unit à la division Garibaldi-Natisone pour former la division Garibaldi-Osoppo, unité hétéroclite qui rassemble 3.000 hommes environ. La brigade parvient à libérer deux zones pour créer deux Républiques partisans:

-la zone libre du Frioul, 70 km<sup>2</sup> et 20.000 habitants dans six communes, qui sera annihilée par les forces mixtes germano-cosaques le 27 septembre 1944

-la zone libre de la Carnia, 2.580 km<sup>2</sup> et 90.000 habitants ce qui fait d'elle une des plus grandes d'Italie avec la République partisane de l'Ossola (voir l'article concernant cet épisode dans DGM 2).

Elle cessera d'exister le 8 octobre 1944.

Fin août 1944, un nouveau danger se présente pour les partisans: l'arrivée d'un premier contingent de Cosaques (du Don, Terek, Kouban...) et de Caucasiens avec familles, armes et bagages. Ils sont 20.000, puis 40.000, commandés par un ex-chef tsariste, le pres-

# DERNIERE GUERRE MONDIALE



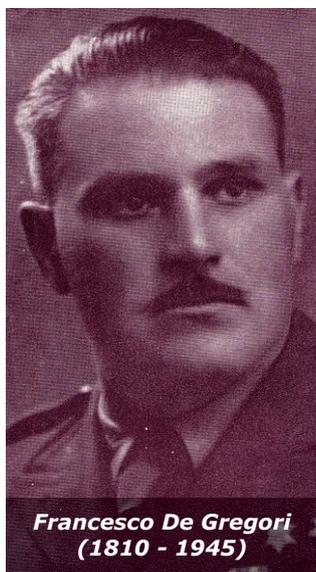
tigieux ataman Krasnov. Ils occupent une grande partie de la Carnia pour former un *Kosakenland in Nord-Italien*, leur «terre promise» pour leur collaboration avec le Reich. Les premiers contacts avec la population locale sont très hostiles, chevaux et fourrage confisqués, vol de bétail, maisons réquisitionnées, paysans chassés de leurs terres. Les Cosaques mènent la vie dure aux partisans, brûlant leurs abris, installant partout dans la région des postes avancés, contrôlant les routes et les chemins de montagne grâce à leurs montures adaptées à ce type de terrain.



**Piotr Nikolaïevitch  
Krasnov (1869 - 1947)**

Malgré les accords pris entre le CLN italien et le commandement yougoslave, celui-ci décide que les territoires sous contrôle de ses troupes, - ici, il s'agit du IX. Corps, - sont de *facto* annexés à la Yougoslavie. Edvard Kardelj, bras droit de Tito et chef des forces slovènes, exige également que les unités italiennes intègrent l'armée de libération yougoslave sous un commandement unique. C'est ce que les partisans de la brigade Garibaldi-Natisone s'empressent à faire le 6 novembre 1944, sur ordre de Palmiro Togliatti, secrétaire national du PCI. 1.500 garibaldiens traversent à gué le fleuve Isonzo pour rejoindre leurs frères d'armes communistes slovènes. Pour les *osoviani* (nom donné aux combattants de la Brigade Osoppo), il n'en est pas question, ils refusent de se mettre aux dépendances du IX. Corps malgré la pression du commandement de la brigade Garibaldi-Natisone.

Ils sont considérés comme «traîtres au peuple italien, valets des réactionnaires anglais et ennemis de la démocratie populaire de Tito». La division Decima Mas du prince Borghese tente de trouver un terrain d'accord pour mener une lutte commune contre les forces titistes, demande toujours rejetée par la brigade Osoppo.



**Francesco De Gregori  
(1810 - 1945)**

Après un automne très dur, pourchassés sans trêve par les forces mixtes germano-cosaques et les unités de la RSI dont un bataillon de la division Decima Mas et le régiment alpin Tagliamento, les hommes du *Gruppo Brigada Est-Osoppo*, commandés par le capitaine Francesco De Gregori (Bolla), se réfugient dans les pâturages du lieu-dit Porzûs, (ou Topli Uork), près de Faedis. A la suite de l'appel du maréchal Alexander demandant une pause des opérations durant l'hiver 1944/45, les combattants ont été démobilisés, une poignée occupe les chalets de montagne avec le capitaine De Gregori et le délégué politique (équivalent du commissaire politique) Gastone Valente

(Enea), membre du Parti d'Action, et son état-major. Le capitaine De Gregori dit Bolla est un vétéran de la campagne de Grèce, combattant au sein du 8° *reggimento alpino*, et il a été instructeur à l'école-militaire des *Alpini*. Il connaît bien le combat alpestre. Après l'armistice du 8 septembre 1943, il dirige la brigade Est-Osoppo. Il a refusé catégoriquement de faire passer son unité sous dépendance du IX Corps, conscient des visées annexionnistes slovènes, il veut préserver l'intégrité territoriale italienne.

Le 7 février 1945, un groupe d'une centaine d'hommes, membre des GAP, commandés par Mario Toffanin (Giacca), s'approche du chalet, PC du *Gruppo Est-Osoppo*.



**PC de la brigata Est-Osoppo**

Mario Toffanin est un personnage singulier. Né le 9 novembre 1912 à Padoue, il s'inscrit au Parti communiste (clandestin) en 1929. Fuyant la conscription, il s'installe à Zagreb en 1939 comme maçon. Il rejoint la Résistance croate en 1941, lors de l'occupation par les troupes de l'Axe et devient membre du Parti Communiste Yougoslave, dirigé par Tito. Capturé, il doit être déporté en Allemagne mais réussit à s'échapper du convoi. Il se réfugie à Trieste où il dirige le GAP local. Par la suite, il devient responsable de tous les GAP qui opèrent dans le Frioul.



**Mario Toffanin  
(1912 - 1999)**

Il reçoit la mission de «liquider le problème des *osoviani* » par la fédération communiste d'Udine, ordre délivré le 28 janvier 1945.

Ce 7 février, deux sentinelles viennent avertir De Gregori qu'une colonne composée d'environ une centaine d'hommes se dirige vers les bâtisses, c'est un mélange de *garibaldini*, de prétendus *osoviani* et de partisans slovènes qui affirment

avoir besoin de ravitaillement. Gastone Valente va à leur rencontre sans se douter du piège. Il est saisi et ligoté. Toffanin attend l'arrivée de De Gregori et procède également à son arrestation. Frappé, le chef des *osoviani* est ligoté. Pendant ce temps, les autres *gappisti* ratissent toute la zone et procèdent à l'arrestation des autres membres de l'unité de De Gregori, une



vingtaine d'hommes en tout. Le capitaine Aldo Bricco, (Centina), frappé lui aussi au visage, profite d'un instant d'inattention pour s'échapper, zigzagant dans la neige alors que les hommes de Toffanin ont ouvert le feu. Touché à six reprises, il est miraculeusement indemne, aucun organe vital n'a été atteint. Une chasse est l'homme est organisée, infructueuse.



**Elda Turchetti**  
(1923 - 1945)

erreurs) et elle est lavée de tout soupçon. Enrôlée, elle prend comme nom de guerre Livia.

De Gregori est assassiné le premier à coups de couteaux pour éviter que les détonations attirent l'attention. Ensuite c'est au tour de Valente et d'Elda Turchetti.

Pendant que ces meurtres sont commis, les autres membres du commando s'emparent des armes, munitions, vivres, radios et pillent tout ce qui leur tombe sous la main. Ils emmènent les prisonniers pour être jugés pour haute-trahison, collusion avec l'occupant et ennemis du peuple. Un jeune partisan se présente à ce moment-là pour rejoindre l'unité de De Gregori, il ne sait pas qu'un drame est en train de se dérouler. Giovanni Comin (Tigre) est abattu sur le champ.

Durant cette journée du 7 février, quatre personnes ont été barbaquement exécutés. Après un procès sommaire, les treize autres *osoviani* sont condamnés à mort. Seuls deux sont épargnés qui rejoignent les rangs des *garibaldini*. Les condamnés doivent creuser leur propre tombe, l'un deux en profite pour s'échapper. Il s'agit de Guido Pasolini (Ermes), frère du futur cinéaste Pier-Paolo Pasolini. Blessé, il trouve refuge dans un village où il se fait soigner. Croyant bien faire, le médecin le consigne au responsable du CLN local qui le livre aux *gappisiti*. Ermes est assassiné d'une balle dans la nuque.

Ainsi, entre le 7 et le 12 février, dix-sept combattants de la brigade Osoppo ont payé de leur vie le refus de se joindre aux unités slo-vènes.



**Guido Pasolini**  
(1925 - 1945)

## Les responsabilités

Dans le livre-interview : *Intervista al Commandante Giacca*, Toffanin ne regrette en rien son geste criminel. Il dit: « c'étaient tous des réactionnaires fils à papa...Des traîtres aux combattants de la liberté...Je ne les (la brigade Osoppo) ai jamais vu en action...Ils s'approprièrent les actions des autres». D'autres *gappisti* ont prétendu que De Gregori est mort en tendant le bras et criant « Vive le fascisme ! ».



**Découverte des corps**

Quelques jours après les meurtres, les corps des suppliciés de Porzûs, sommairement ensevelis sont découverts, les autres le seront après la guerre. Les *garibaldini* avaient fait courir le bruit que l'exécution était l'oeuvre des SS italiens, déguisés en partisans. Mais le 10 février, Toffanin fait parvenir une lettre à la fédération communiste d'Udine, indiquant qu'il a accompli la mission qu'on lui a confiée. Une commission d'enquête déléguée par le CLN du Frioul pointe du doigt la responsabilité du PCI. Pour se défendre, les dirigeants locaux communistes attribuent le massacre à un « coup de tête de Toffanin ».

Juste après la fin de la guerre, les autres corps sont retrouvés et une instruction judiciaire est menée par le parquet d'Udine. 51 personnes sont recherchées pour homicide aggravé, destruction de biens.

Le procès est transféré à Lucques en septembre 1951. Dix-huit des principaux protagonistes dont Mario Toffanin ont trouvé refuge en Yougoslavie ou en Tchécoslovaquie. Le 26 avril, le tribunal rend un premier



**Plaque commémorative**

# DERNIERE GUERRE MONDIALE



verdict: Toffanin et deux complices sont condamnés à la prison à perpétuité pour crimes, trahison et atteinte à la sécurité de l'État. Après un pourvoi en cassation, les peines infligées sont diminuées mais les principaux responsables sont hors d'Italie.

Mario Toffanin a continué à vivre sans être inquiété en Slovénie, bénéficiant d'une retraite versée par l'Italie. Il est mort le 22 janvier 1999.

Pour l'historienne Elena Aga Rossi, après avoir mené des recherches dans les archives soviétiques, Porzûs n'est pas un coup de tête de Toffanin, l'ordre est venu du plus haut sommet de la hiérarchie communiste. Togliatti - disposé sans en avoir le pouvoir - à livrer l'Isrie et Trieste aux Yougoslaves, avait autorisé l'élimination des adversaires politiques à l'annexion de ces territoires (*Togliatti e Stalin*, d'Elena Aga Rossi).



**Réconciliation ?**

Le 9 février 2003, Giovanni Padoan (Vanni), ancien commissaire politique de la division Garibaldi-Natisone s'est rendu à Porzûs demander pardon. Il s'étreint avec don Redendo Bello (Candido), aumônier de la Brigade Osoppo, Federico Tacoli, président des anciens combattants des *osoviani*, se contentant d'une stricte et froide poignée de main.

En 1997, un film réalisé par Renzo Martinelli reprend les faits de Porzûs, créant des polémiques entre la Slovénie et l'Italie, la première qualifiant le film de falsification historique.

## Sources :

*Antonio Gramsci and the Origins of Italian Communism*, de J.M. Cammett

*Le Brigate Garibaldi nella Resistenza* : Claudio Pavone. Feltrinelli.

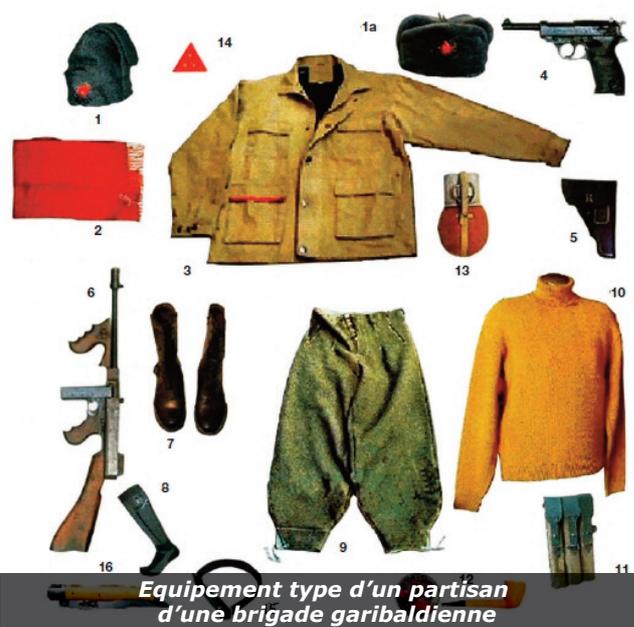
*Intervista al Commandante Giacca, la verità su Porzûs* : Quaderni di Rivoluzione.

Archivio Storico « Corriere della Sera ».

*Critica Sociale*: divers articles

*Patria Indipendente* du 29 octobre 2006.

*Archives de l'ANPI* : Association Nationale des Partisans Italiens.



**Equipement type d'un partisan d'une brigade garibaldienne**



**Equipement type d'un partisan de la brigade Osoppo**





## La résistance communiste en Hongrie

Par Krisztian BENE

### L'AUTEUR



Krisztian Bene est enseignant-chercheur à l'Université de Pécs en Hongrie. Historien, il partage son temps entre les départements de français et d'histoire. Sa spécialité, et pour tout dire sa passion, est la

Seconde Guerre mondiale. Il consacre la plupart de son temps à des recherches concernant l'histoire militaire française et hongroise. Il a récemment publié un ouvrage « la collaboration militaire française » qui deviendra certainement une référence sur ce sujet.

### Les communistes hongrois dans les années 1930

La situation du communisme est très particulière en Hongrie pendant les années 30. Les premiers communistes arrivent au pays à la fin de la Première Guerre mondiale, étant donné que parmi les prisonniers de guerre de l'armée austro-hongroise renvoyés en Hongrie sont un nombre de personnes ayant une sympathie vers le communisme, ainsi ils sont les outils idéaux pour propager l'idéologie de l'URSS.

Au début, le pouvoir les poursuit et arrête leur plupart comme des éléments dangereux pour l'ordre public, ainsi en 1918 ils ne peuvent pas influencer les événements révolutionnaires. Par contre, ils participent activement à la création de la *République des conseils de Hongrie* existant entre le 21 mars et le 6 août 1919. Malgré le fait que ce régime fait des efforts considérables pour la protection des frontières hongroises contre l'intervention des Etats voisins, les atrocités commises contre la population par leurs représentants qui causent la mort de plusieurs centaines de victimes civils a un écho négatif, ainsi le sentiment anticommuniste devient un des principes du nouveau gouvernement établi après les événements guerriers.

Ce sentiment explique la période suivante pendant laquelle une terreur blanche a lieu quand les troupes du gouvernement éliminent les représentants, majoritairement communistes, de l'ancien régime. Pendant l'entre-deux-guerres, le communisme reste toujours l'ennemi public numéro un, par conséquent il est obligé de fonctionner dans la clandestinité. La grande majorité des chefs du parti doivent émigrer vers l'URSS, ainsi l'effectif et l'influence du mouvement

communiste ne peut être que largement limité pendant les premières années de cette période<sup>1</sup>.

Le *Parti des communistes de Hongrie* fondé quelques mois plus tôt est interdit déjà en 1919, mais l'organisation subsiste sous la direction d'un Comité central établi à Vienne qui reçoit les instructions du *Komintern*, le fameux mouvement communiste international. Cette survie est difficile. La police nationale établit une section politique dont le seul objectif est l'élimination complète des communistes. Ceux qui sont arrêtés peuvent être condamnés à de lourdes peines de prison pour un tel simple acte aussi comme la distribution de tracts<sup>2</sup>.

Les communistes en essayant d'éviter ce sort établissent leur nouveau mouvement en clandestinité, cependant cette structure cellulaire empêche le travail politique efficace, comme par exemple la propagation des idées et le recrutement de nouveaux membres. Par conséquent, l'influence du parti communiste reste insignifiante, le nombre de ses membres ne dépasse pas les quelques milliers. Cette situation pénible connaît un changement en 1925 avec la fondation du *Parti des travailleurs socialistes de Hongrie* par les communistes qui peut fonctionner comme un parti-parement pour ces derniers, mais il est capable de représenter les principes communistes devant le grand public. Cette nouvelle organisation regroupe une dizaine de milliers de personnes qui provoquent la réaction du régime politique conservateur déjà en 1927 : les autorités interdisent le fonctionnement du parti<sup>3</sup>.

Le parti communiste hongrois ayant reçu des instructions de Moscou, reconnaît le danger nazi déjà lors de la prise de pouvoir de Hitler en 1933. La situation est aggravée par le fait qu'une évolution semblable a lieu en Hongrie. Les communistes ont l'intention d'organiser un front commun d'ouvriers et de paysans contre le gouvernement tourné vers le fascisme. Cependant la section politique de la police arrête les membres du secrétariat communiste en juillet 1932, ainsi le parti perd ses chefs dont deux (Imre Sallai, Sándor Fürst) sont exécutés quelques semaines plus tard.



1 : Ormos, Mária, *Magyarország a két világháború korában*, pp. 46-74.  
2 : Romsics, Ignác, *Magyarország története a XX. században*, p. 228.  
3 : Sipos, Péter, *Legális és illegális munkásmozgalom (1919-1944)*, pp. 114-147.



En manquant de l'activité communiste, le *Parti social-démocrate de Hongrie*, représentant des classes populaires, est obligé d'animer la résistance aux excès gouvernementaux. Faute de moyens légaux pour agir d'une manière efficace contre les autorités, ils font des préparations pour réaliser des actions clandestines. En même temps, pour exprimer leur position par rapport aux mesures du régime politique, ils mènent une campagne de sensibilisation de grande envergure dans les médias contre les réformes annoncées par le gouvernement. Ces actions n'apportent pas de résultats concrets, mais ralentissent la fascisation du pays et de son administration<sup>4</sup>.

Au milieu des années 1930, le *Komintern* conseille aux partis communistes des pays européens à participer aux luttes antifascistes d'une manière plus active. L'outil idéal proposé est l'organisation des fronts nationaux qui peuvent regrouper les différents mouvements politiques contre le fascisme de plus en plus fort. Cependant le mouvement communiste hongrois est dans une situation impossible parce que la direction du parti vient d'être remplacée par Moscou et la nouvelle gestion n'a pas encore les moyens de nouer de bonnes relations et d'établir une coopération efficace avec les autres représentants de la palette politique. Faute de réels secours, les meilleurs éléments du parti optent pour quitter le pays pour participer à la guerre civile espagnole aux côtés des forces républicaines. Leur nombre est tellement élevé (environ 1 200 hommes) qu'ils sont capables de créer leur propre bataillon au sein des *Brigades internationales*<sup>5</sup>.



## 1939-1941, la période de l'attente

Après le déclenchement de la guerre (qui ne touche pas directement la Hongrie qui ne devient belligérant qu'en 1941), la direction du parti communiste doit décider comment répondre aux exigences de la nouvelle situation. Après une hésitation, elle opte pour la continuation de la tactique entreprise auparavant, notamment l'organisation d'une base politique et sociale solide qui permettra le renforcement de l'arrière-plan nécessaire pour le combat armé, ainsi la résistance ne peut avoir lieu que bien plus tard. Pour comprendre cette décision apparemment surprenante, il faut analyser les circonstances et les facteurs principaux des

politiques intérieure et extérieure.

Le premier facteur d'importance est la situation du parti communiste lui-même qui a subi un choc à la fin des années 30 dont l'effet est encore vivant. L'état-major désorganisé du mouvement n'est pas dans l'état pour organiser et démarrer une résistance armée contre le gouvernement, car ni l'effectif, ni l'armement nécessaire ne lui sont pas disponibles. En plus, la police surveille de près le mouvement communiste considéré comme ennemi public numéro un et réalise des arrestations de masse (plusieurs milliers de personnes pendant les années de la guerre) de temps en temps qui affaiblissent le camp du parti.

Bien évidemment, ces éléments pourraient permettre la réalisation des actions sporadiques et moins ambitieuses, mais la position du *Komintern* est bien claire dans cette question : au lendemain de la signature du pacte germano-soviétique, il représente une politique antimilitariste par rapport à son nouveau allié, l'Allemagne nazie. Par conséquent, le facteur le plus important, notamment la volonté du mouvement communiste fait défaut pendant cette période qui empêche la naissance d'un mouvement de résistance<sup>6</sup>.

En même temps, la situation politique devient encore plus compliquée. La politique internationale connaît une évolution souhaitée par la Hongrie, mais peu probable pendant longtemps. Le Troisième Reich joue l'arbitre dans les débats territoriaux des pays de l'Europe centrale qui entraîne la révision partielle des frontières de la Hongrie. Grâce à ces décisions, connues comme des arbitrages de Vienne ayant lieu en 1938 et en 1940, le Royaume de Hongrie récupère une partie de ses territoires perdus après la Première Guerre mondiale, notamment la lisière méridionale de la Tchécoslovaquie, la Ruthénie subcarpathique et la partie septentrionale de la Transylvanie en Roumanie.

Etant donné que plus de 2 millions de Hongrois peuvent regagner leur patrie par ces changements, pratiquement la totalité de la population ayant revendiqué la révision des frontières auparavant est satisfaite de la politique du gouvernement qui a contribué à ce succès spectaculaire. Donc, les sentiments antifascistes diminuent considérablement au sein de toutes les couches sociales, car l'intervention de l'Allemagne nazie était indispensable pour la victoire pacifique des intérêts hongrois. Il faut admettre que la grande majorité de la population hongroise se sent récompensée par les gains territoriaux, ainsi elles refusent les autres idéologies politiques que celle gouvernementale qui empêche efficacement toutes les tentatives antifascistes<sup>7</sup>.

Pour comprendre la position de la société hongroise, on peut comparer son niveau avec celui avant la guerre. D'une manière apparemment paradoxale, il connaît une évolution considérable. Tandis que la Hongrie souffre des effets de la Grande Dépression pendant l'entre-deux-guerres, le projet de réarmement de l'armée hongroise connu sous le nom de *programme de Győr* entrepris en 1938 entraîne une conjoncture positive, car l'économie du pays dopée par des investissements d'importances offre un grand nombre d'emplois et des salaires compétitifs. Ainsi, la classe

4 : Ördög, Piroska, *A szakszervezetek antifasiszta tevékenysége a Gömbös-kormány idején*, pp. 26-110.

5 : Kállai, Gyula, *A magyar függetlenségi mozgalom, 1936-1945*, pp. 30-33.

6 : Filyó, Mihály, *Magyarok az európai antifasiszta ellenállási mozgalmakban*, pp. 138-139.

7 : Dombrády, Lóránt-Nagy, Gábor (sous la rédaction de), *Fegyverrel a hazáért*, p. 19.



ouvrière normalement ouverte pour la propagande communiste reste indifférente aux appels de cette dernière, car ses besoins sont satisfaits<sup>8</sup>.

Finalement, en dernière position, il faut considérer une spécificité du système politique hongrois. Pour déclencher un mouvement de résistance, on a besoin d'un ennemi commun qui constitue un danger pour la majorité de la société. Cependant cette image d'ennemi manque complètement en Hongrie pendant cette époque intermédiaire. D'une part, les troupes allemandes n'occupent pas le pays, même ne sont pas présentes sauf une courte période (celle des préparations pour l'invasion de Yougoslavie en 1941), ainsi l'Allemagne ayant contribué aux gains territoriaux de la Hongrie n'incite pas les Hongrois à la résistance. D'autre part, même le gouvernement hongrois semble plus sympathique qu'auparavant, car il assure la réintégration des anciens-nouveaux territoires hongrois, en plus il évite le conflit armé et les ravages de la guerre jusqu'en 1941.

Bien que le régime soit autoritaire, il garde son caractère parlementaire, ainsi le parlement reste le lieu où les partis de l'opposition peuvent exprimer leur mécontentement. Par conséquent, ni les classes populaires, ni les classes aisées n'ont pas la motivation pour participer à une telle entreprise risquée comme la résistance armée<sup>9</sup>.

Pour conclure, le parti communiste affaibli par sa clandestinité, pourchassé par la police et freiné par le *Komintern* ne peut pas et ne veut pas se lancer dans la résistance armée qui serait certainement vouée à l'échec à cause de l'indifférence de la population.

## 1941-1944, les années de la résistance pacifique

La déclaration de guerre contre l'Union soviétique en juin 1941 modifie la situation, car le parti communiste abandonne sa position pacifique et commence à orga-

niser la résistance contre le régime hongrois. En même temps, les circonstances matérielles (l'effectif et l'armement) ne connaissent pas d'évolution, ainsi cette résistance doit être avant tout politique et basée sur la coopération avec les autres mouvements politiques de l'opposition comme les sociaux-démocrates et les socialistes. Selon cette logique, le parti communiste fait l'appel aux autres groupes politiques démocratiques en septembre 1941 pour unir leurs forces afin de terminer la guerre le plus tôt possible<sup>10</sup>.

Cette initiative a quelques modestes résultats. Les différents mouvements politiques organisent des manifestations communes pour exprimer leur mécontentement par rapport à la politique du gouvernement. La première organisée par Endre Ságvári, membre du parti communiste, a lieu le 6 octobre 1941 quand 300 jeunes sociaux-démocrates déposent une gerbe au lampion de Batthiány à Budapest avec une bande sur laquelle on peut lire : *Pour la liberté hongroise - la jeunesse hongroise*. D'autres actions similaires la suivent dont la plus importante est la démonstration du 15 mars 1942 (le 15 mars est la fête de la révolution hongroise de 1848) devant la statue de Petöfi (un poète de la révolution de 1848) à la-



Manifestation du 15 mars 1942

quelle plusieurs milliers de gens participent.

Cependant l'effet de cette activité est plutôt néfaste, car les militants organisateurs de ces événements

8 : Pintér, István, *A magyar kommunisták szerepe a fegyveres ellenállás előkészítésében és megszervezésében*, p. 10.

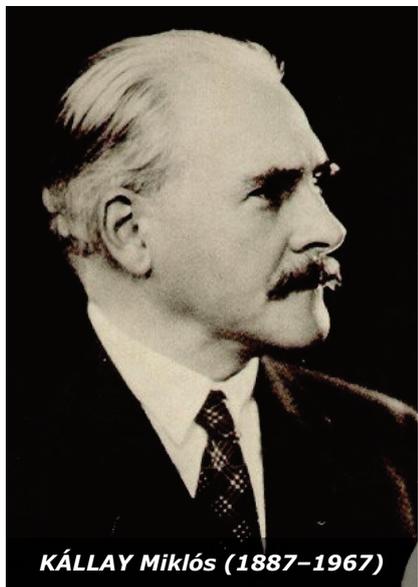
9 : Dombrády, Lóránt-Nagy, Gábor, *Fegyverrel a hazáért*, p. 20.

10 : Harsányi, János, *Magyar szabadságharcosok a fasizmus ellen*, pp. 67-69.



sont soit arrêtés, soit mobilisés et envoyés au front de l'Est où ils meurent dans des compagnies de travail sans armement. En plus, on attire l'attention de la police sur le danger communiste qui lance une campagne extrêmement cruelle contre l'organisation clandestine entraînant l'arrestation de plusieurs chefs qui cause l'affaiblissement des communistes. L'action publique est prématurée et désastreuse pour le *Parti des communistes de Hongrie*<sup>11</sup>.

Avec l'évolution de la guerre, la plupart des forces politiques hongroises comprennent que le pays se trouve dans le camp des futurs vaincus, ainsi, d'une manière logique, ils cherchent la voie pour quitter l'Allemagne et terminer la guerre avec les conditions les plus avantageuses. Cependant, le parti communiste n'est pas bienvenu dans ce projet, car son idéologie révolutionnaire est trop radicale pour les partis traditionnels de l'opposition. En plus, après les arrestations, son influence semble tellement minimale que la coopération ne promet pas de grands résultats. Par conséquent, ces forces conservatrices représentant les grands propriétaires et les gros capitalistes exercent leur influence sur le gouverneur qui établit un nouveau gouvernement sous les ordres du premier ministre Miklós Kállay. La mission de ce nouveau cabinet est l'ouverture vers les puissances alliées et la négociation d'un traité de paix. Malgré les premiers résultats encourageants (un traité d'armistice secret signé avec le Royaume-Uni en septembre 1943), cette politique échoue, car les Allemands sont informés de tous les détails et finalement décident d'intervenir directement. Cette intervention a lieu le 19 mars 1944 quand



**KÁLLAY Miklós (1887–1967)**

les troupes allemandes occupent le pays et remplacent Kállay par un autre politicien à la tête du gouvernement, Döme Sztójay, auparavant ambassadeur de Hongrie en Allemagne. Le résultat de cet échec pousse les communistes vers la résistance armée qui semble la seule voie possible pour atteindre leurs objectifs. Donc, le parti communiste commence les préparations pour faire éclater une révolte populaire<sup>12</sup>.

## 1944-1945, la résistance armée

Pour acquérir l'armement et les hommes compétents pour le combat, le parti communiste entame un travail minutieux de rapprochement avec l'armée hongroise. Le responsable de ce travail est György Pálffy, ancien officier de carrière, directeur du Comité militaire du parti, qui établit de bonnes relations avec les membres

de l'armée. L'objectif de ce travail est l'utilisation de l'armée contre le gouvernement et surtout contre l'Occupant dans le cadre d'une action coordonnée qui pourrait permettre le changement de camp de la Hongrie. Pálffy est en contact avec le chef de l'état-major hongrois et fait des efforts considérables en faveur de ce projet. Ce dernier semble réalisable, car même Horthy, le gouverneur du pays, travaille sur un plan similaire. Cependant le manque de confiance entre les deux forces empêche la véritable coopération, ainsi le gouverneur essaye de réaliser ce projet seul. Sa tentative de changement de camp a lieu le 15 octobre 1945, mais cette action mal préparée qui n'est soutenue ni par l'armée, ni par les partis politiques (parce qu'ils ne sont pas informés), échoue très rapidement. Les Allemands bien préparés et informés des événements par leurs services de renseignements interviennent par armes, arrêtent les personnages politiques et militaires concernés et transfèrent le pouvoir au *Parti des Croix fléchées*, une formation fasciste et pro-allemande, dirigée par Ferenc Szálasi. Cette défaite est l'échec des communistes aussi qui se trouvent en face des fascistes occupant les positions principales du gouvernement et des autorités, ainsi leur position se dégrade considérablement. En même temps, ce changement inattendu pousse les communistes vers la



**Groupe de résistants**

lutte armée, car leur survie dépend de cette décision<sup>13</sup>.

Les communistes et les autres partis politiques se sentent menacés par le nouveau régime qui n'hésite pas à commettre des atrocités pour stabiliser son pouvoir dans un pays moitié déjà emparé par les troupes soviétiques, moitié occupé par celles allemandes. Ce comportement brutal facilite la conversation parmi les mouvements de l'opposition qui décident d'unir leurs forces combattantes au sein du *Comité libérateur de révolte nationale hongroise*. Cette organisation récemment créée (le 9 novembre 1944) est placée sous les ordres de Endre Bajcsy-Zsilinszky, un personnage reconnu de l'opposition parlementaire, et commence à organiser une révolte armée qui pourrait ouvrir une brèche sur le front se trouvant déjà devant la capitale hongroise. Cette brèche donnerait la possibilité pour les troupes de l'Armée rouge d'occuper Budapest sans de longs combats coûteux en vies humaines. Cependant le plan prometteur échoue à cause d'une trahison : l'état-major de l'organisation est arrêté par les autorités le 22 novembre, ainsi la révolte devient impos-

**11 :** Filyó, Mihály, *Magyarok az európai antifasiszta ellenállási mozgalmakban*, pp. 140-144.

**12 :** Kun, József, *Magyarország német megszállása és a katonai ellenállás lehetősége*, pp. 75-98.

**13 :** Pintér, István, *A magyar kommunisták szerepe a fegyveres ellenállás előkészítésében és megszervezésében*, pp. 25-29.

**14 :** Harsányi, János, *Magyar szabadságharcosok a fasizmus ellen*, p. 41.



sible<sup>14</sup>.

En restant seul, le parti communiste organise des gardes d'action composées de 3-6 personnes qui sont destinées à réaliser des attentats contre les bâtiments occupés par des troupes fascistes et des lignes de ravitaillement se trouvant dans le centre-ville de Budapest. Le nombre de ces gardes est limité, il est autour d'une douzaine, mais l'influence de leurs actions est importante, car elles causent des dégâts dans les zones considérées comme les plus sûres. Leurs actions les plus connues sont les dynamitages de la statue de Gömbös (ancien premier ministre sympathisant avec le fascisme aux années 1930) et d'un théâtre où la grande assemblée des croix gammées a eu lieu.

En même temps, on établit des groupes de résistants (de plusieurs douzaines de personnes) plus nombreux dans les banlieues habitées par des ouvriers qui réalisent des sabotages sur les lignes de communication et luttent directement contre les troupes régulières hongroises et allemandes pendant les derniers mois de 1945. Leur nombre est estimé à une quinzaine avec un effectif qui ne dépasse pas 700 personnes<sup>15</sup>.

A côté de la capitale, certaines régions du pays connaissent l'activité des résistants, notamment les grands centres industriels et miniers où le nombre des ouvriers est élevé, ainsi l'influence des communistes est plus importante. Il faut mentionner en premier lieu la partie du Nord-Est du pays où les mineurs font une activité considérable contre le régime fasciste. Ils aident la désertion des soldats hongrois voulant quitter l'armée, collectent des armes et des explosifs, font exploser des bâtiments et véhicules militaires et lancent des attaques contre les troupes allemandes moins nombreuses. Le résultat le plus important de cette activité est le ralentissement de l'évacuation des équipements des mines et des usines vers l'Allemagne, ainsi la production peut recommencer peu de temps après la libération du territoire. L'action efficace est freinée par le nombre limité des participants car ce dernier est autour de 600 hommes<sup>16</sup>.

En réalité, ces groupes organisés sur place ont une importance secondaire après ceux « officiels » créés et instruits en Union soviétique pour être parachutés et déployés en Hongrie. La gestion politique soviétique recrute des communistes et des prisonniers de guerre hongrois volontaires pour une activité clandestine derrière le front. Les engagés reçoivent une instruction spéciale dans une école de partisans qui accueille quatre compagnies hongroises pendant son existence. Les membres de ces unités sont organisés en petits groupes de 8-12 personnes sous les ordres de partisans soviétiques expérimentés qui sont finalement parachutés au-dessus du territoire hongrois. Leur influence reste modérée parce que les autorités hongroises et les troupes régulières des différentes armées réagissent rapidement avec des forces considérables contre ces incursions jugées dangereuses pour la sécurité publique. Sur les 38 groupes instruits en URSS, 14 sont déployés en Hongrie dont l'effectif, après les recrutements locaux, est autour de 1 300 hommes<sup>17</sup>.

Si on essaye d'établir le bilan de la résistance communiste en Hongrie pendant la Seconde Guerre mondiale,

on peut constater qu'il commence avec un retard considérable à cause des caractéristiques locales (la faiblesse du parti communiste, la vigueur des autorités, l'indifférence de la population, etc.) et même malgré le soutien reçu de la part de l'Union soviétique, il n'est pas capable de gagner de l'ampleur. Le court combat de ces quelques milliers hommes mal instruits et mal équipés ne peut pas être comparé avec celui des résistants français ou des partisans soviétiques dont l'étendue et les effets sont bien plus importants. Par conséquent, la résistance armée commencée et dirigée par le parti communiste en Hongrie a plutôt une importance symbolique qu'un réel résultat mili-



taire.

## Bibliographie

### Livres

Dombrády, Lóránt-Nagy, Gábor (sous la rédaction de), *Fegyverrel a hazáért*, Kossuth-Zrínyi, 1980.

Filyó, Mihály (sous la rédaction de), *Magyarok az európai antifasiszta ellenállási mozgalmakban*, Móra Ferenc Könyvkiadó, 1986.

Harsányi, János (sous la rédaction de), *Magyar szabadságharcosok a fasizmus ellen*, Zrínyi Katonai Kiadó, 1966.

Kállai, Gyula, *A magyar függetlenségi mozgalom, 1936-1945*, Kossuth, 1965.

Ormos, Mária, *Magyarország a két világháború korában, 1914-1945*, Csokonai, 1998

Ördögh, Piroska, *A szakszervezetek antifasiszta tevékenysége a Gömbös-kormány idején*, Akadémiai Kiadó, 1977.

Pintér, István, *Magyar kommunisták a Hitler-ellenes nemzeti egységért*, Kossuth Könyvkiadó, 1968.

Romsics, Ignác, *Magyarország története a XX. században*, Osiris, 1999.

Sipos, Péter, *Legális és illegális munkásmozgalom (1919-1944)*, Gondolat, 1988.

### Articles

Korom, Mihály, *A magyarországi partizánmozgalom a második világháború idején* in *Fegyverrel a fasizmus ellen*, Zrínyi Katonai Kiadó, 1968.

Kun, József, *Magyarország német megszállása és a katonai ellenállás lehetősége* in *Fegyverrel a fasizmus ellen*, Zrínyi Katonai Kiadó, 1968.

Pintér, István, *A magyar kommunisták szerepe a fegyveres ellenállás előkészítésében és megszervezésében* in *Fegyverrel a fasizmus ellen*, Zrínyi Katonai Kiadó, 1968.

15 : Korom, Mihály, *A magyarországi partizánmozgalom a második világháború idején*, pp. 108-109.

16 : Filyó, Mihály, *Magyarok az európai antifasiszta ellenállási mozgalmakban*, pp. 173-176.

17 : Korom, Mihály, *A magyarországi partizánmozgalom a második világháború idején*, pp. 122-133.



## Les combattants hongrois de la Résistance française

Par Dávid FERENC

### L'AUTEUR



Dávid Ferenc est enseignant-chercheur de l'Université Nationale de Service Public et chargé de cours de l'Institut d'Histoire de l'Université de Pécs en Hongrie. Il est spécialiste de l'histoire militaire du 20e siècle, particulièrement des événements militaires

hongrois de la Seconde Guerre mondiale.

Texte original en hongrois traduit en français par Krisztian Bene.

### Les Hongrois en France

La France constitue une des destinations privilégiées pour les immigrés européens depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Leur nombre y augmente très rapidement : ils sont 800 000 en 1880, 1 150 000 en 1911 et 3 500 000 en 1930. Cette émigration s'explique d'une part par les conditions de vie précaires de ces gens dans leurs pays nats, d'autre part par le manque de main-d'œuvre dans l'industrie française, à même d'employer ce personnel dont les prétentions sont bien plus modestes que celles de leurs homologues français<sup>1</sup>. Le nombre de Hongrois se trouvant en France commence à s'accroître considérablement pendant la période de l'entre-deux-guerres car de nombreuses personnes quittent la Hongrie pour des raisons politiques et optent pour l'Hexagone comme nouvelle patrie. Les changements de régime au lendemain de la Première Guerre mondiale créent une situation délicate pour ceux qui ont soutenu le gouvernement communiste éphémère en 1919, car le nouveau régime nationaliste les pourchasse dans le cadre d'une campagne appelée « la Terreur blanche ». Ces circonstances politiques aggravées par les difficultés économiques de la Grande Dépression poussent beaucoup de gens vers l'Ouest. Pour ces hommes ayant majoritairement une sympathie pour les doctrines socialistes, la France semble un bon choix politiquement et économiquement, ainsi leur nombre oscille autour des 30 000 au début de la Seconde Guerre mondiale<sup>2</sup>.

La plupart de ces immigrés sont concentrés dans les régions industrielles de la France, dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais et autour de Paris (Billancourt, Puteaux, Suresnes...). Les réfugiés politiques choisissent souvent la capitale, terrain idéal pour des intellectuels : vingt pour cent des Hongrois se trouvent dans le département de la Seine. Grâce à

leur activité professionnelle et à leur proximité avec la gauche, les ouvriers hongrois militent activement dans les mouvements syndicaux. Ils sont présents aux manifestations antifascistes, participent aux grèves lancées lors de la victoire du Front populaire. Ils publient plusieurs journaux pour diffuser leurs idées et envoient plusieurs centaines de volontaires aux Brigades internationales lors de la guerre d'Espagne<sup>3</sup>.

Le pacte de non-agression que l'Union soviétique signe avec l'Allemagne nazie (le fameux pacte Molotov-Ribbentrop) le 23 août 1939, qui provoque l'interdiction du Parti communiste français par le gouvernement le 26 septembre, pose un cas de conscience aux communistes hongrois. En dépit de la position de l'URSS et malgré la désorganisation du mouvement communiste, l'Association des Hongrois francophiles incite ceux vivant en France à rejoindre l'armée française et à lutter contre l'Allemagne pour, par ce geste de sacrifice, remercier le peuple français de sa généreuse hospitalité<sup>4</sup>.



Volontaires hongrois pour servir dans l'armée française

### Les volontaires hongrois dans la bataille de France

Le nombre de Hongrois engagés volontairement dans l'armée française est relativement élevé : 3 000 citoyens hongrois se sont présentés dans les bureaux de recrutement à l'automne 1939. Au début du mois d'octobre, les engagés sont convoqués à la caserne de Clignancourt de Paris. La plupart d'entre eux sont affectés aux Régiments de Marche de Volontaires Etrangers (RMVE), créés au sein de la Légion étrangère après le déclenchement de la guerre entre octobre 1939 et mai 1940 pour accueillir les volontaires étrangers désireux combattre sous le drapeau français. L'instruction a lieu dans le Camp du Barcarès où une dizaine de milliers d'étrangers, essentiellement des Espagnols (mais on y trouve 47 nationalités différentes), forment les 21<sup>e</sup>, 22<sup>e</sup> et 23<sup>e</sup> RMVE. Ces unités créées hâtivement manquent de cadres professionnels

1 : Anna Pécsi, *Magyar antifasiszták a francia és a belga ellenállási mozgalomban*, p. 248.

2 : Ágnes Godó, *Magyarok az európai népek antifasiszta harcában*, p. 19.

3 : Anna Pécsi, *Magyar ellenállók és partizánok Franciaország és Belgium antifasiszta küzdelmeiben*, pp. 285-288.

4 : Mihály Filyó, *Magyarok az európai antifasiszta ellenállási mozgalmakban*, pp. 52-53.



Défilé des volontaires étrangers à Barcares

de la Légion et d'armes, mais leurs membres sont enthousiastes et désireux de se battre. Les 21<sup>e</sup> et 22<sup>e</sup> RMVE terminent leur instruction et occupent des dispositifs défensifs en mai 1940<sup>5</sup>.

Le 21<sup>e</sup> RMVE est déployé dans les Ardennes autour de Buzancy face à l'ennemi. Suite à l'attaque allemande, il est obligé de battre en retraite mais continue le combat jusqu'à l'armistice. Ses derniers éléments sont faits prisonniers par les assaillants le 23 juin à Pont-Saint-Vincent. Le 22<sup>e</sup> RMVE se trouve en Alsace d'où il est transféré, en mai, dans le département de la Somme pour tenir le secteur Fresnes-Mazancourt, Misery et Marchépot et défendre la route de Paris.

L'unité est pratiquement anéantie par les chars allemands, il n'y a que très peu de survivants. Le 23<sup>e</sup> RMVE est créé plus tard que les deux autres régiments, il ne quitte le camp d'instruction qu'en mai pour participer à la bataille de Soissons le 7 juin. A la fin des hostilités, la plupart des soldats de l'unité, éprouvés par une dure succession de combats, sont faits prisonniers en Haute-Vienne. Les trois régiments sont officiellement dissous en juillet<sup>6</sup>.

De nombreux Hongrois ont lutté dans d'autres unités françaises pendant la campagne, comme dans les 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> Régiments étrangers d'infanterie et le 2<sup>e</sup> Régiment étranger de cavalerie<sup>7</sup>. Le destin de ces soldats est varié : beaucoup sont tombés au champ d'honneur, mais la plupart d'entre eux sont capturés et dirigés vers les camps de prisonniers allemands où ils resteront internés pour le reste de la guerre<sup>8</sup>.

## La Résistance hongroise

Le 22 juin 1940 commence l'Occupation de la France par les troupes allemandes. La majorité de la population est ouvertement hostile aux autorités d'occupation, l'organisation de la résistance commence aussitôt<sup>9</sup>. Le général de Gaulle appelle les Français à

rejoindre les troupes qui deviendront les Forces françaises libres - la Résistance extérieure, alors que plusieurs mouvements et réseaux naissent qui constitueront la Résistance intérieure. Nombre d'étrangers participeront à ces différents groupes et contribueront à la libération de la France.

Les Hongrois sont parmi les premiers qui essayent d'agir. Une douzaine de personnalités hongroises, ayant des rôles importants dans le mouvement syndicaliste et dans le parti communiste, organisent une réunion clandestine dans la forêt de Saint-Cloud en juillet 1940 pour définir une position commune face à la nouvelle situation. Leur

décision à la fin de la discussion est unanime : ils participeront au combat contre l'occupant et essayeront de convaincre le plus de Hongrois possible d'entrer en résistance. Cette action est liée au Mouvement des ouvriers immigrés (MOI) qui existait déjà avant la guerre et dont l'activité clandestine va se poursuivre pendant le conflit.

Les leaders hongrois, comme Lajos Papp, János Weisz et Péter Mód, agissent en coopération étroite avec le MOI qui fournit une aide précieuse pour la création des cellules clandestines dans les villes et pour l'instruction de leurs membres.<sup>10</sup> Au début, cette activité clandestine est strictement non combattante, car les résistants hongrois ont comme mission de publier une feuille clandestine, le « Bulletin » devant informer la population française des nouvelles diffusées par les radios étrangères. Ce « Bulletin » hebdomadaire est édité en plusieurs milliers d'exemplaires et diffusé au sein des membres de la Résistance<sup>11</sup>.

Une mission similaire, appelée « Travail Anti-allemand », basée sur la connaissance des langues par les Hongrois, a pour objectif de diffuser des informations auprès des membres de l'armée d'occupation destinées à les convaincre que la lutte est inhumaine et qu'ils devraient cesser les hostilités. Ce travail est dirigé par János Weisz. Il va connaître un succès spectaculaire quand plusieurs soldats d'origine hongroise désertent l'armée d'occupation et rejoignent la Résistance. Cependant, il s'agit d'une activité dangereuse, comme le montre l'exemple de Weisz qui est arrêté par la Gestapo le 23 septembre 1943 et tué lors des interrogatoires<sup>12</sup>.

L'année 1943 constitue un tournant dans l'histoire de la guerre, car les Alliés commencent à dominer sur les champs de bataille après les victoires décisives de Stalingrad, de Koursk, de Tunisie, etc. Ce changement suscite un regain favorable pour la Résistance inté-

5 : Pierre Montagnon, *La Légion étrangère de 1831 à nos jours*, pp. 211-215.

6 : Ágnes Godó, *Magyarok az európai népek antifasiszta harcában*, p. 20.

7 : Pierre Montagnon, *La Légion étrangère de 1831 à nos jours*, pp. 212-213.

8 : Anna Pécsi, *Magyar antifasiszták a francia és a belga ellenállási mozgalomban*, p. 251.

9 : Il y aura néanmoins une période d'incertitude, de désarroi et d'abattement dans la population suite à la stupeur provoquée par la défaite française (NDLR)

10 : HL. HM. 1945. eln. 29.144.

11 : Ágnes Godó, *Magyarok az európai népek antifasiszta harcában*, pp. 20-21.

12 : Mihály Filyó, *Magyarok az európai antifasiszta ellenállási mozgalmakban*, pp. 56-58.



rière dont l'activité sera dirigée et coordonnée par le Conseil national de la Résistance créé le 27 mai 1943.

L'élargissement et les succès de la Résistance permettent l'établissement du Mouvement pour l'indépendance hongroise (MIH, *Magyar Függetlenségi Mozgalom*) à l'été 1943 qui regroupe tous les Hongrois, sans préférences idéologiques ou politiques, se trouvant en France avec l'intention de lutter pour la libération de la France et de la Hongrie. Malgré tout, l'influence communiste reste toujours considérable au sein de l'organisation. De nombreuses personnes et plusieurs groupes apparaissent indépendants adhérent au mouvement ce qui lui donne une certaine importance. Parmi eux, il faut mentionner l'Association des femmes hongroises (*Magyar Asszonyok Egyesülete*) et le Phénix (*Főnix*). Le rôle du mouvement féminin est particulièrement important, car les femmes peuvent réaliser plusieurs missions (transport de journaux et d'informations, renseignements, etc.) avec moins de risque que les hommes. Une efficacité attestée par le fait qu'en juillet 1944 il y aura 28 groupes féminins au sein MIH.

Phoenix, placé sous la direction de László Gereblyés et László Dobossy, rassemble pour sa part des intellectuels hongrois, apportant également une contribution importante à la rédaction et l'édition de « Bulletin ». Comptant des médecins dans ses rangs, un autre rôle majeur est d'assurer les soins médicaux des résistants blessés. La popularité du MIH est tellement grande qu'il peut compter sur 70 nouveaux groupes entre juin 1943 et juin 1944. Le nombre des membres actifs de cette organisation est estimé à 1 000 personnes, mais celui des sympathisants est beaucoup plus important<sup>13</sup>.

L'édition est une activité majeure des résistants hongrois dès la fondation du mouvement. Parmi les périodiques publiés et distribués par le MIH, c'est la « Revue hongroise » (*Magyar Szemle*) qui est la plus importante en donnant des informations fiables sur les événements hongrois et français ainsi que sur les combats en cours. Parallèlement, on publie plusieurs

autres journaux : « Femme combattante » (*Harcos Nő*), « Phénix » (*Főnix*), « Alarme » (*Riadó*), « Recruteur » (*Toborzó*). Cette presse clandestine joue un rôle fondamental, car elle informe la communauté des immigrés hongrois sur les réalités du moment et mobilise les membres potentiels du mouvement d'indépendance : « Hongrois de France ! N'oubliez pas même pour un moment que tu dois aider toi aussi ! Si tu contribues à la lutte libératrice du peuple français contre Hitler, tu agiras pour la liberté et l'indépendance de ta patrie et de toi-même.<sup>14</sup> » « Nous, les Hongrois vivant en France, devons aider le combat pour la libération du peuple français avec toutes nos forces. D'une part, la France est devenue notre patrie, d'autre part, c'est la voie par laquelle on peut accomplir notre mission pour la liberté et l'indépendance de la Hongrie, pour la cause sacrée de l'honneur et du développement du peuple hongrois. Tous les coups contre le fascisme en France contribuent à la libération de la Hongrie et du peuple hongrois !<sup>15</sup> »



quelques chapitres de cette épopée à ce jour largement inconnue.

## Les résistants hongrois de Paris

L'activité des Hongrois dans la capitale est très intense dès les premiers temps de l'Occupation. On compte déjà environ vingt groupes clandestins à Paris en 1941. Etant les premiers, ce sont les résistants de Paris qui ont la charge d'organiser et encadrer un mouvement clandestin hongrois unis, apte à réunir tous les efforts hongrois en France. Leur contribution est importante dans ce domaine, surtout qu'ils entretiennent et coordonnent les relations entre les groupes de campagne. Sous la menace de la Gestapo qui est particulièrement active dans la capitale, c'est un travail difficile et dangereux. Déjà en septembre 1940, deux Hongrois sont arrêtés pour participation à une

13 : Anna Pécsi, *Magyar antifasiszták a francia és a belga ellenállási mozgalomban*, p. 257-258.

14 : Revue hongroise du 25 septembre 1943 citée par Anna Pécsi, *Magyar ellenállók és partizánok Franciaország és Belgium antifasiszta küzdelmeiben*, p. 297.

15 : Revue hongroise du 15 mars 1944 citée par Anna Pécsi, *Magyar ellenállók és partizánok Franciaország és Belgium antifasiszta küzdelmeiben*, p. 297.



action de sabotage. En novembre 1943, la Gestapo arrête 200 résistants à Paris dont 23 seront condamnés à mort dans le cadre du procès Manouchian (d'après Missak Manouchian, un résistant d'origine arménienne). Par ce procès, la propagande des autorités d'occupation essaye de faire croire à l'opinion que la Résistance est composée de terroristes étrangers, bien que les accusés soient exclusivement des membres étrangers de la Résistance<sup>16</sup>. Parmi les condamnés, on trouve trois Hongrois : József Boczor, Tamás Elek, Imre Békés qui sont exécutés avec les autres le 21 février 1944. Un grand nombre d'émigrés hongrois récents rejoignent la Résistance, mais leur manque de connaissance du terrain leur coûte cher : la majorité disparaît au combat<sup>17</sup>.

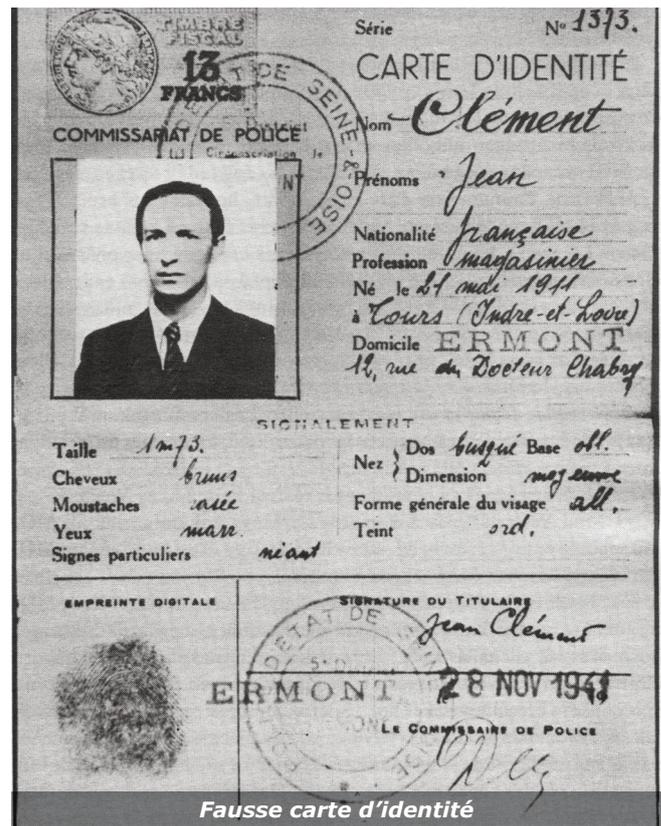
Selon des statistiques, 97 résistants hongrois participent régulièrement à des actions armées contre l'Occupant dont 33 luttent sous les ordres directs des Francs tireurs et partisans français (FTP). En 1944, ces derniers entament l'organisation des Milices patriotiques qui doivent participer directement à la libération du pays après le débarquement des Alliés par un soulèvement armé. Pour ce projet, on constitue des groupes chargés d'opérations de guérilla urbaine de grande envergure. Le MIH crée plusieurs groupes spéciaux dont le nombre exact est inconnu, mais nous savons qu'il y en a 20 dans un seul arrondissement de Paris. On peut ainsi supposer que plusieurs centaines de résistants hongrois y participent. Ces groupes prennent une part active à la libération de Paris avec la prise de plusieurs bâtiments<sup>18</sup>.



Août 1944, des barricades dans Paris

## Les résistants hongrois de la zone libre

L'activité des groupes de résistants hongrois de la zone libre est dirigée par le MIH. Ce réseau s'étend à neuf villes de la zone - ce sont, entre autres, Grenoble, Toulouse, Lyon, Marseille, Montpellier, Nice, Bordeaux. Il s'occupe au départ de la collecte de provisions en faveur des combattants de la guerre civile espagnole gardés dans les camps d'internement. Plus tard, ils vont organiser la fuite de plusieurs douzaines de combattants hongrois des camps des Milles et de Vernet. Les hommes ainsi libérés, hongrois, français et d'autres nationalités<sup>19</sup>, majoritairement communistes, sont munis de documents d'identité et participent à l'acti-



tivité clandestine de la Résistance. Vétérans aguerris de la guerre d'Espagne, ils fournirent un renfort précieux<sup>20</sup>.

Le travail de solidarité est suivi par une activité de renseignements et de diffusion d'informations par des tracts imprimés. Le fait que la majorité de ces missions, malgré leur nature clandestine, soient pacifiques s'explique par le manque d'armes. Par conséquent, les groupes hongrois de la zone libre envoient leurs membres souhaitant participer aux actions militaires vers les détachements français des FTP, « Carmagnole » et « Liberté », opérant aux environs de Grenoble et de Lyon. Ces unités, qui fusionnent peu de temps après, sont en relation étroite avec le MOI, ainsi le taux des résistants étrangers est très élevé dans leurs rangs. Parmi leurs membres polonais, roumains, italiens, espagnols, on dénombre 10 combattants hongrois. Ce détachement mène environ 400 actions de sabotage entre septembre 1943 et juillet 1944. L'armement manque, au lieu d'attaques directes contre les troupes allemandes ce sont les attentats à l'explosif qui sont préférés.

Leur action la plus réussie est un attentat à la bombe, en pleine rue, contre une unité allemande le 31 janvier 1944 qui inflige des pertes importantes à l'Occupant : 15 morts, 50 blessés. En même temps, ils luttent contre les membres de la Milice française dont les arrestations et les interrogatoires brutaux, constituent une menace réelle pour les membres de la Résistance (la Légion étrangère est depuis longtemps le point de rassemblement de toutes les nationalités, y compris les Hongrois, dont le nombre est traditionnellement élevé au sein de cette unité prestigieuse<sup>21</sup>).

16 : La propagande édite également à ce sujet la célèbre « Affiche rouge ».

17 : HL. (Hadtörténeti Levéltár) Tgy. (Tanulmánygyűjtemény) 292. d. (doboz) 3065. (Páricsi Ernő : Visszaemlékezés munkásmozgalmi életemről))

18 : Mihály Filyó, *Magyarok az európai antifasiszta ellenállási mozgalmakban*, pp. 61-66.

19 : HL. Pers. 113/a. Németh József katonai iratai ; HL. HM. 1947. eln. 204.193.

20 : Ágnes Godó, *Magyarok az európai népek antifasiszta harcában*, p. 21.

21 : Krisztián Bene, *La Milice française, l'armée de collaboration*, Cahiers Francophones d'Europe Centre-Orientale, pp. 333-335.



## Organigramme de la M.O.I. Été 1943



vers notre patrie, cependant nous considérons la France comme notre seconde patrie. Malgré le petit nombre de nos compatriotes vivant en Algérie, à l'heure actuelle 50 Hongrois servent volontairement dans les différents corps des armées alliées<sup>23</sup>. La situation oblige tous les Hongrois vivant dans des pays démocratiques à s'unir aux côtés des Alliés pour participer au combat<sup>24</sup>. »

Selon les recherches réalisées dans ce domaine, le nombre de Hongrois participant aux différents détachements du MIH peut être estimé à mille personnes. Cependant, ceux qui rejoignent d'autres unités de la Résistance ou qui participent à l'activité clandestine d'une manière indirecte sont bien plus nombreux. Le prix de cette participation est aussi élevé, car on dénombre 112 Hongrois identifiés qui sont tombés dans la lutte contre l'envahisseur. Leur mémoire est perpétuée par une plaque commémorative inaugurée dans la Maison hongroise de Paris le 6 mai 1948<sup>25</sup>.

### L'unité Petöfi

En organisant des Milices patriotiques, la direction du MIH a l'idée de créer une unité militaire régulière basée sur l'engagement de volontaires hongrois capables de lutter dans les rangs de l'armée française après la Libération de Paris, dans le but de chasser les Allemands de France et, plus tard, de Hongrie. Ce projet est évo-

qué pour la première fois dans les pages du journal clandestin hongrois « Recruteur ». Ce seront finalement les membres hongrois de la Résistance du Nord de la France qui revendiqueront le droit de mettre sur pied une telle unité à l'automne 1944 : « Nous, les ouvriers hongrois des départements du Nord et du Pas-de-Calais, vivons en France depuis 18 à 20 ans, travaillons ensemble avec le peuple français, avons subi l'Occupation pendant quatre ans et avons participé au combat contre les bandes fascistes allemandes. Maintenant que le Gouvernement provisoire de la République française, uni aux troupes alliées, utilise toutes ses forces pour donner le coup de grâce aux bandes à la croix gammée, nous, ouvriers hongrois,

Le résultat des opérations est spectaculaire, le bataillon « Carmagnole-Liberté » en coopération avec les autres détachements de la région est parvenu à libérer sa zone d'action après le Débarquement<sup>22</sup>.  
D'une manière curieuse, on rencontre des groupes de résistants hongrois même à Alger. Ces Hongrois d'Algérie collectent des provisions et les font parvenir aux treize Hongrois internés dans le camp de Djelfa (150 kg par mois). Ils maintiennent des relations avec le MIH de la zone libre qui coordonne leur activité. Leur position est bien définie dans le tract suivant publié le 4 juillet 1943 : « Nous, Hongrois, en vivant en Algérie, avons toujours gardé nos sentiments patriotiques en-

22 : Anna Pécsi, *Magyar antifasiszták a francia és a belga ellenállási mozgalomban*, p. 267-268.

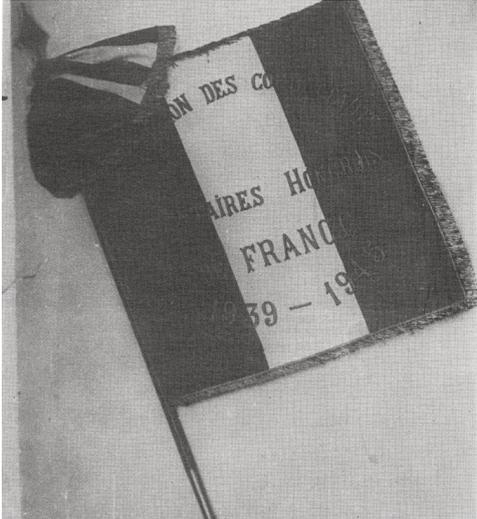
23 : Krisztián Bene, *A Francia Idegenlégió észak-afrikai harcai a tengelyhatalmak ellen*, Fejezetek a hadtörténelemből, pp. 33-54.

24 : Cité par Anna Pécsi, *Magyar ellenállók és partizánok Franciaország és Belgium antifasiszta küzdelmeiben*, p. 303.

25 : Ágnes Godó, *Magyarok az európai népek antifasiszta harcában*, p. 25.



ne pouvons pas être absents dans cette lutte. Nous voulons participer à ce combat pour que le peuple hongrois puisse trouver sa place dans la communauté harmonieuse des peuples européens, dans un nouveau monde sans Hitler, Mussolini et Horthy. Par conséquent, nous demandons au Gouvernement provisoire de la République française d'utiliser son influence sur les gouvernements alliés afin d'obtenir la possibilité, pour ceux parmi nous qui ont l'intention de combattre, de pouvoir rejoindre les unités hongroises déjà engagées dans le combat en Yougoslavie<sup>26</sup>. »



« La remise de son fanion a lieu le 19 octobre à Paris... »

Imre Palotás.<sup>27</sup> La remise de son fanion a lieu le 19 octobre à Paris, cérémonie lors de laquelle elle devient officiellement « la Compagnie Petőfi ». La Compagnie est rattachée au 3<sup>e</sup> bataillon du 51-22<sup>e</sup> régiment international et envoyée à la caserne de Reuilly puis à celle de Coulommiers. Bien que l'armée allemande occupe encore une partie de la France, la Compagnie hongroise n'est pas envoyée au front. Elle est chargée d'opérations de sécurisation des lignes de communications (ponts, chemins de fer) et de bases militaires. Cette décision s'explique par l'aversion de l'armée

régulière pour les formations issues des Forces françaises de l'intérieur qui ne sont que des civils armés. Finalement, l'unité hongroise est démobilisée à l'automne 1945 avec les autres troupes internationales sans avoir participé à aucune action au Front<sup>28</sup>.

Malgré cette fin moins glorieuse, la contribution des membres de la

Pour donner suite à cet appel, le MIH a annoncé l'établissement d'une unité hongroise au sein de l'armée régulière française. Au début, cette formation compte 61 personnes sous les ordres de László Marschall et

communauté hongroise pour la Libération de la France est relativement importante et certainement digne d'être connue dans les deux pays.

## Bibliographie

### Sources d'archives

HL (Archives militaires) HM. 1945. eln. 29.144.  
HL. (Archives militaires) Pers. (Personalia) 113/a. Németh József katonai iratai  
HL. (Archives militaires) Tgy. (Recueil d'études) 292. d. (boîte) 3065. (Ernö Páricsi : Mémoires de l'époque du mouvement ouvrier)]  
HL. HM. (Ministère de la Défense) 1947. eln. 204.193.

### Livres

Mihály Filyó (sous la rédaction de), *Magyarok az európai antifasiszta ellenállási mozgalmakban*, Móra Ferenc Könyvkiadó, 1986.  
Ágnes Godó, *Magyarok az európai népek antifasiszta harcában*, Zrínyi Katonai Kiadó, 1980.  
Pierre Montagnon, *La Légion étrangère de 1831 à nos jours*, Pygmalion, 1999.

### Articles

Krisztián Bene, *A Francia Idegenlégió észak-afrikai harcai a tengelyhatalmak ellen* in Fejezetek a hadtörténelemből I, Magyar Hadtudományi Társaság, 2011.  
Krisztián Bene, *La Milice française, l'armée de collaboration* in Cahiers francophones d'Europe Centre-Orientale 14, Université de Pécs, 2011.  
Anna Pécsi, *Magyar antifasiszták a francia és a belge ellenállási mozgalomban* in Fegyverrel a fasiszmus ellen, Zrínyi Katonai Kiadó, 1968.  
Anna Pécsi, *Magyar ellenállók és partizánok Franciaország és Belgium antifasiszta küzdelmeiben* in Fegyverrel a hazáért, Kossuth Kiadó-Zrínyi Katonai Kiadó, 1980.



la Compagnie Petőfi

26 : Cité par Mihály Filyó, *Magyarok az európai antifasiszta ellenállási mozgalmakban*, pp. 71-72

27 : HL. HM. 1945. eln. 29.144.

28 : Anna Pécsi, *Magyar antifasiszták a francia és a belge ellenállási mozgalomban*, p. 270-271.



## L'Armée Rouge, le meilleur et le pire

Par Roland BINET

### L'AUTEUR



Né en 1945 en Belgique. Très tôt il côtoie des survivants de la Shoah et en 1970 il effectue un voyage en URSS, deux faits qui l'aiguilleront vers un intérêt marqué pour les guerres du XXe siècle et les crimes que commirent des dictateurs et leurs affidés, tant fascistes que communistes.

Hormis l'histoire militaire, il s'intéresse aux voyages, à la musique et la littérature qu'il pratique également en amateur. Il parle et lit en 5 langues. Il a eu un article publié dans « La Libre Belgique » en 2008 et un autre dans « le Monde » en 2009, au sujet de la manière dont la Lettonie appréhende son propre rôle dans la Seconde guerre mondiale; en mars 2012, il était présent lors du défilé à Riga/Lettonie des anciens des divisions SS lettones et a publié un article en anglais à ce sujet. D'autres articles en anglais sur la Shoah ont été publiés sur le site antifasciste et antirévisionniste DefendingHistory.

*'L'homme est le Capital le plus précieux' - Staline (4/5/1935)*

Août 1970. Leningrad. Cimetière des victimes civiles du blocus. Notre accompagnateur Jos – un communiste flamand d'Alost - se tourne vers moi et me dit «*Tu sais Roland, si nous sommes libres en Belgique, c'est aussi à eux que nous le devons*». L'Union soviétique paya un tribut immense pour vaincre la 'bête nazie', 20 millions de victimes en tout dont entre 1 million et 1,5 million de civils rien qu'à Leningrad. Mais ce chiffre global est-il juste ? Alan Bullock parle de 13,5 millions de soldats et partisans soviétiques tués. Par comparaison, selon le 'World Almanac', les États-Unis perdirent 292.131 soldats et marins. Néanmoins si l'U.R.S.S. subit tant de pertes militaires, ce ne fut pas uniquement imputable aux Allemands. Staline assumait la conduite de l'Armée rouge et menait une guerre impitoyable contre les Allemands mais aussi contre 'son propre peuple'. Lui et son aréopage de chiens endoctrinés incitèrent à la haine tant et plus que quand l'Armée rouge pénétra sur le territoire allemand, elle s'y conduisit comme les hordes de Gengis Khan. Et pour le prouver, je me fonderai essentiellement sur des écrits non susceptibles d'antisoviétisme rabique.

### L'armée rouge du 23 février 1918 au 22 juin 1941

Au cours de la longue lutte fratricide et des combats contre des forces d'intervention militaire étrangères,

- 1 : «*Kindheit in Gefangenschaft*» par Peter Jakir
- 2 : «*The Road to Stalingrad* » par John Erickson, Cassel,
- 3 : Chiffres et citations par Alan Bullock dans «*Hitler und Stalin – Parallele Leben*»

entre 1918 et 1922, certains noms de dirigeants efficaces de l'Armée rouge émergèrent : Trotski, Boudienny, Frounze (il battit notamment Wrangel et les troupes de Petlioura), ainsi que ceux de futurs 'héros' de la 'Grande Guerre Patriotique', tels Joukov, Rokossovski, Koniev, Tchouikov et Yeremenko. En 1937 et 1938, Staline eut l'idée de décapiter sa propre Armée rouge. Il fit arrêter et exécuter pour trahison 8 officiers supérieurs, commandants de zones militaires, dont Yakir et Toukhachevski (Boudienny, Blioukher et Chapojnikov faisaient partie du Tribunal spécial du Collège militaire ayant décrété la peine capitale).<sup>1</sup> Les maréchaux Blioukher et Yegorov, 8 amiraux sur 9, tous les 16 commissaires politiques de corps d'armée, disparurent aussi, victimes de la 'Grande Terreur'. Parmi les maréchaux, commandants d'armée et de corps, trois hommes sur cinq furent victimes de ces purges.<sup>2</sup> Au total, près de 43.000 officiers supérieurs furent ainsi arrêtés entre 1937 et 1941, une partie exécutée, une partie envoyée au goulag, une autre partie démise de ses fonctions. L'écrivain Roï Medvedev put ainsi écrire «*Aucune armée n'a, en temps de guerre, jamais perdu autant d'officiers supérieurs comme l'Armée rouge en temps de paix.* »<sup>3</sup>



Lors d'un discours d'octobre 2012, le 1<sup>er</sup> Ministre actuel de la Fédération de Russie, Dmitry Medvedev a ainsi dit clairement en se référant aux crimes staliens «*Cela doit rester dans les annales de l'histoire afin que cela ne se reproduise plus jamais. Parce que faire la guerre contre son propre peuple est un crime grave.* »

Dans l'entre-deux guerres, il y eut les conflits limités de 1939. À Khalkin-Gol contre les Japonais au cours duquel Joukov se montra à son meilleur niveau militaire. Contre la Finlande, un effroyable fiasco, car en dépit d'une victoire l'U.R.S.S. perdit plus de 100.000 hommes et son prestige. En septembre 1939, l'U.R.S.S. annexa une partie de l'est de la Pologne, puis en juin 1940 les trois États baltes, conformément aux annexes secrètes du Pacte Ribbentrop-Molotov



(points 1 et 2 du protocole secret additionnel au pacte du 23 août 1939).

## **Crimes de Staline et du haut commandement soviétique**

Pour rappel, l'U.R.S.S. n'avait jamais ratifié la convention de Genève du 27 juillet 1929 relative au traitement des prisonniers de guerre.

Le 5 mars 1940, Beria, le chef du NKVD, adressa une lettre à Staline, proposant d'appliquer la 'punition la plus sévère' aux 14.700 militaires polonais enfermés dans des camps pour prisonniers de guerre et 11.000 ennemis polonais de l'État (espions, saboteurs mais aussi des commerçants, fabricants, etc.). Ce fut là un des premiers crimes de guerre, connu sous l'appellation de 'Katyn', imputable à Staline personnellement puisque, de fac-similés rendus publics on peut y voir sa signature pour accord ainsi que celles des autres membres du Comité central du parti.



**Charnier de Katyn, découvert par les Allemands en 1943**

Dès janvier 1941, Staline reçut des rapports concordants (*Sorge*, *Rote Kapelle*, etc.) indiquant que l'Allemagne projetait d'attaquer l'U.R.S.S. Qu'il taxa de désinformation.<sup>4</sup> En juin 1941, l'Armée rouge n'était pas en état de faire la guerre, elle souffrait d'une incurie militaire difficilement imaginable et cela à cause d'un seul homme, Staline, 'soutenu par des incompetents et des conseils maladroits d'hommes tels Koulik et Mekhlis {auxquels on peut ajouter Beria, le patron du NKVD et Vorochilov le génial stratège de la guerre contre la Finlande-RB}, Staline choisit de défendre les frontières avancées de l'Union soviétique.' Une stratégie de défense qu'on peut qualifier de criminelle dans la mesure où l'U.R.S.S. manquait de blindés efficaces pour les combats contre les chars allemands et de corps de blindés en nombre suffisant (KV et T-34), de réserves d'obus et de réserves de munitions pour les troupes chargées de la protection des frontières. Ces zones frontalières manquaient aussi

d'ouvrages de défenses antichars, de bases aériennes situées hors de rayon d'action de la Luftwaffe, et de plans opérationnels pour une défense échelonnée en profondeur.<sup>5</sup>



**« Il est faux de dire que les soldats soviétiques ne mirent aucune ardeur à combattre... »**

Lorsque l'Allemagne attaqua l'URSS le dimanche 22 juin 1941 dès l'aube, ce fut là une opération d'une ampleur militaire sans précédent, 3.200.000 soldats allemands soit 148 divisions (dont 19 de *Panzer*), 3.350 blindés, 7.184 pièces d'artillerie, 2.000 avions, 600.000 camions et 600.000 chevaux<sup>6</sup>, mis en branle afin de réaliser le vieux rêve d'Hitler: éradiquer le bolchevisme et créer de l'espace vital (*Lebensraum*) pour l'Allemagne colonisatrice.

D'emblée, il convient de démystifier deux mythes tenaces. Un, il est faux de dire que Staline fut absent du Kremlin durant près de trois semaines au début du conflit comme le prouvèrent deux auteurs russes se fondant sur les feuilles de présence à des réunions militaires tant au Kremlin qu'à la datcha du *Vojd'* (Chef).<sup>7</sup> Il tout aussi faux de dire que les soldats soviétiques ne mirent aucune ardeur à combattre, des centaines de milliers d'entre eux sacrifièrent leur vie non pas pour Staline mais pour la Mère Patrie, par pur patriotisme dénué de toute idéologie.<sup>8</sup>



**«...des centaines de milliers d'entre eux sacrifièrent leur vie...»**

Staline assumait d'emblé la supervision de la *Stavka* (État-major) et, à sa manière paranoïaque, il prit les choses en main tant au niveau stratégique qu'opérationnel.<sup>9</sup> Mais même s'il fut bien présent à l'entame du conflit, il réagit d'une manière dénuée de tout bon

4 : 80 en tout d'après le livre « *A writer at war – Vasily Grossman* » (Un écrivain au combat – Vassily Grossman) conçu et traduit par Antony Beevor et Luba Vinogradova au départ du journal personnel de l'écrivain soviétique, ses lettres et écrits publiés. Vassily Grossman fut l'auteur de 'Vie et Destin' et coauteur du 'Livre Noir'

5 : Toutes informations de ce paragraphe extraites de « *The road to Stalingrad* » opus cité

6 : Idem

7 : « НЕИЗВЕСТНЫЙ СТАЛИН » (Staline inconnu) par Roï et Jores Medvedev, anciens activistes

8 : Cf. par exemple des récits de témoins allemands, soldats, tels le '*Journal de guerre*' de F. von Bock et « *La guerre à l'Est* » de August von Kageneck

9 : Dans ses « *Mémoires* », le maréchal Joukov décrit bien, par le biais, cette manière obsédante et avide de contrôle absolu qu'afficha Staline tout au long du conflit tant en personne qu'au téléphone, Staline qui ne se rendit qu'une seule fois sur le 'front', un front bien exempt de tout danger et protégé par les troupes du NKVD



sens militaire. Par exemple, les directives 2 et 3 ordonnent aux troupes frontalières d'attaquer l'ennemi et de le détruire et 'de passer à l'offensive sur une distance de 70/100 kilomètres', alors qu'en réalité, outre les percées de Panzers et d'infanterie allemande, tous les avions opérationnels soviétiques au sol avaient déjà été détruits et que l'artillerie se trouvait sans obus.<sup>10</sup> Staline n'hésita jamais à faire exécuter tout haut gradé jugé coupable de 'trahison', tel par exemple le Commandant en chef du front occidental, le général D.G. Pavlov, « le bouc émissaire principal pour le refus de Staline de s'être préparé à la guerre. »<sup>11</sup>

Les exemples d'incompétence militaire – la guerre contre son propre peuple –, quant à la conduite de la guerre abondent. Dès la 1<sup>ère</sup> semaine, outre le refus d'autoriser des replis stratégiques des unités menacées d'encerclement sous l'effet de la Blitzkrieg allemande, deux ordres fondamentaux sont lancés, à l'initiative de Staline, 'se battre jusqu'à la dernière cartouche' et 'pratiquer la politique de la terre brûlée' (cf. la campagne napoléonienne de 1812).

Après sa réapparition pathétique à la radio du 3 juillet où le *Vojd'* joue la carte de la fraternité retrouvée (il commence par 'Mes Frères, mes Soeurs...'), Staline et les responsables militaires additionnent les bévues militaires parce que la panique est généralisée. On forme en hâte 4 divisions d'*opolcheniye* (milices populaires) sur le front de Leningrad, faiblement formées, entraînées et armées, qu'on envoie tout droit à la destruction complète. Le 6 juillet, Staline en personne ordonne que les 5<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> Corps de blindés (± 400 chars) attaquent le *Panzergruppe 3* sur les rives occidentales de la Drina, sans supports aériens ou d'artillerie et avec un minimum d'obus de chars. Après 72 heures de combat héroïque, ces deux corps soviétiques furent détruits.



En 1941, la « stratégie » de Staline conduit à la perte de centaines de milliers de soldats russes, morts ou prisonniers

Le 20 juillet Staline ordonne que 'toutes les unités doivent être purgées des éléments peu fiables et tous les officiers et soldats s'échappant d'encerclement doivent être interrogés par les sections spéciales du NKVD afin d'éradiquer les espions allemands'. Fin juillet, Vorochilov embrigade de 30 à 35.000 femmes et adolescents pour fortifier les défenses de Leningrad et 30.000 civils à Kolpino, un lourd labeur qui se fait sous les bombardements et mitraillages d'avions allemands.

Staline en tant que stratège militaire ne perçut jamais

les dangers d'encerclement que représentait la *Blitzkrieg*. Ainsi à la mi-juillet, 3 armées soviétiques furent encerclées sur le front ouest (région de Smolensk) et des centaines de milliers de Soviétiques durent se rendre.

Le 29 juillet déjà, Joukov proposait d'abandonner la défense de Kiev, il fut démis de son poste de chef d'état-major. Le 4 septembre, sur ce front, Boudienny demanda d'urgence des renforts pour ne pas être enfoncé sur ses flancs, puis le 7, il pria la *Stavka* d'autoriser un repli de la 5<sup>e</sup> Armée de Kirponos menacée d'encerclement. La réponse positive date du 9, trop tard car la 5<sup>e</sup> armée fut prise au piège. Le 14 septembre, toujours pour la bataille de Kiev, le chef d'état-major de Kirponos avertit Chapojnikov (chef d'état-major de la *Stavka*) que 'si on ne repliait pas d'urgence les troupes stationnées dans cette ville, on allait à la catastrophe'. La réponse fut reçue le 17 à 23 heures 40 mais n'indiquait rien quant à une position de repli. 655.000 soldats soviétiques furent capturés. L'auteur Erickson impute en partie la faute à Chapojnikov qui cachait certaines nouvelles désastreuses à Staline.

Le même immobilisme militaire, le même manque de



« Dès après la réussite de la contre-offensive soviétique devant Moscou de décembre 41, Staline crut que la partie était gagnée... »

flexibilité vis-à-vis de la réalité de terrain, se produisirent lors de la défense de Moscou en automne 41. Là, ce fut Yeremenko qui, le 6 octobre, demanda l'autorisation d'adopter une défense flexible à Bryansk, trois armées étant menacées d'encerclement. Quelques jours plus tard, les Allemands annoncèrent la capture de 665.000 soldats soviétiques. Sur le même front moscovite, on embrigada 250.000 civils (75 % de femmes) pour renforcer et creuser des ouvrages de défense antichars et autres.<sup>12</sup>

Dès après la réussite de la contre-offensive soviétique devant Moscou de décembre 41, Staline crut que la partie était gagnée. Contre l'avis de certains généraux, il opta pour des offensives à outrance qui, de janvier à mars 42, sacrifièrent inutilement des centaines de milliers de vies humaines. Selon Erickson, 'les offensives de janvier à mars 42 ont démontré deux faiblesses fondamentales, la sous-estimation des forces ennemies et l'incapacité (ou mauvaise volonté) de mener les forces soviétiques selon des axes décisifs'.<sup>13</sup> Timochenko – pourtant partisan, comme

10 : « The road to Stalingrad », opus cité

11 : « A Writer at War », ouvrage cité

12 : « The road to Stalingrad », ouvrage cité

13 : Toutes informations, faits, noms, chiffres extraits de « The road to Stalingrad » opus cité

# DERNIERE GUERRE MONDIALE



d'autres dirigeants militaires, d'une pause en 1942 pour réarmer et former de nouvelles unités - jeta, en mai 1942, 640.000 soldats dans une bataille au sud de Kharkov pour libérer le 'saillant' de Barvenkovo. Opération désastreuse car deux armées soviétiques furent détruites avec 250.000 prisonniers.<sup>14</sup>

Le 28 juillet 1942 fut publié l'ordre 227 'Ni shagou nazat' (pas un pas en arrière) alors que l'Armée rouge en pleine déroute reflétait vers Stalingrad et risquait de perdre le Caucase. À Stalingrad et sur ordre de Staline, le NKVD empêchait les civils de quitter la ville. On y forma des milices de travailleurs non entraînés sous le commandement du NKVD.<sup>15</sup> À Leningrad - une ville que Staline détestait - la population civile mourait de famine et sous les bombardements allemands, elle dut parfois recourir à l'anthropophagie pour survivre. Force des choses, choix délibéré de Staline ou incurie ?



« À Leningrad - une ville que Staline détestait - la population civile mourait de famine... »

Tout au long de ce conflit particulièrement sanglant ni Staline ni les principaux généraux (maréchaux) soviétiques n'eurent jamais à coeur de protéger leur capital le plus précieux ni par ailleurs celui des nations 'amies'. Arrivés près de Varsovie en (à) été 44, les Soviétiques incitèrent l'*Armia Krajowa*<sup>16</sup> à se révolter. Ce qu'elle fit, se faisant exterminer tandis que les troupes soviétiques à Praga (faubourg de Varsovie au-delà de la Vistule) assistaient de loin au spectacle. Mais Staline détestait les Polonais (le maréchal soviétique Rokossovski, d'origine polonaise, fut surveillé par le NKVD tout au long du conflit) et il avait ses propres vues sur l'avenir de la Pologne.

Lors de l'assaut final de Berlin, Staline - craignant que les Alliés s'emparent les premiers de la capitale nazie - mit Joukov, du 1<sup>er</sup> front biélorusse, et Koniev, du 1<sup>er</sup> front ukrainien, en concurrence, exerçant sur eux une pression inouïe. Joukov, qui désirait être le premier au Reichstag et au Bunker d'Hitler, décida ainsi d'attaquer de front, à Seelow, une hauteur fortement retranchée et défendue par des Allemands décidés à défendre leur peau chèrement. Des fantassins furent ainsi envoyés en premier lieu dans des champs de mines non déminés. Une pratique courante qui était une des tâches principales des 'chtrafrotzy' (bataillons disciplinaires, 422.700 de ces soldats furent tués durant la guerre,

d'après des sources militaires russes).<sup>17</sup> Les troupes de Joukov mirent 24 heures pour conquérir cet objectif inutile (on aurait pu l'ignorer et percer via les flancs latéraux). Autre point important, le traitement des blessés: «*La seule ombre au tableau fut l'évacuation 'insupportablement lente' des blessés vers l'arrière, mais Koniev, comme la plupart des chefs militaires so-*



Attaque frontale des hauteurs de Seelow...

viétiques ne semblait pas s'en soucier outre mesure». Joukov, encore, mit tant de pression sur Tchouïkov que celui-ci se sentit contraint d'envoyer des blindés en plein centre urbain de Berlin, avançant en ligne au milieu des rues et avenues! Il ne se rappelait même plus sa longue et douloureuse expérience à Stalingrad et l'usage intelligent qu'il y fit de la guérilla urbaine! Plus tard, Tchouïkov poussa son flanc gauche en travers de la route de la 3<sup>e</sup> Armée de la Garde (de Koniev) pour l'empêcher d'arriver le premier au centre de Berlin, avec le résultat que nombre de ses propres soldats fut victime de tirs d'artillerie et d'obus de tanks 'amis'.<sup>18</sup> L'âpreté des combats se lit dans les chiffres: selon Mark Solonin, l'Armée rouge perdit en moyenne 6.200



... et combats de rue dans Berlin

soldats par jour et une centaine de blindés, en 1945. À la fin de la guerre, le terme de 'crime contre l'humanité' était inconnu. Les 'réduction en esclavage', 'déportation', 'le traitement inhumain', furent repris par la suite dans la définition de crimes contre l'humanité que s'approprièrent les juges et procureurs du procès de Nuremberg de 1945/1946. Il y avait ainsi l'esclavage forcé des civils allemands. Dès le 6 février 45, ordre fut donné, à l'instigation de Staline, de 'mobiliser tous les Allemands de 18 à 50 ans en bon état physique pour former des bataillons de travailleurs de 1.000 à 1.200 chacun devant être envoyés en Biélo-

14 : « A writer at war », ouvrage cité

15 : Dito

16 : Armée secrète polonaise sous le commandement du gouvernement polonais en exil à Londres

17 : « A writer at war », opus cité

18 : « La chute de Berlin » par Antony Beevor



*russe et en Ukraine afin de réparer les dégâts causés par la guerre.* 59.536 hommes furent envoyés en Ukraine et 20.000 autres affectés au démontage des usines de Silésie. De Prusse orientale, on expédia la plupart des femmes en U.R.S.S. La moitié d'entre elles périt dans les deux années, l'autre moitié revint avec les séquelles de viols individuels ou collectifs (tuberculose, maladies vénériennes). *'Tout ce qui portait un semblant d'uniforme, pompiers et cheminots compris, était systématiquement raflé et allait rejoindre les colonnes de prisonniers destinés à être envoyés à l'est.'*<sup>19</sup>

Le NKVD kidnappa des scientifiques allemands spécialisés dans la recherche atomique et les déporta vers l'U.R.S.S. pour aider à la recherche soviétique dans cette matière de même que nombre de scientifiques spécialisés dans les V1 et V2 parce que, après la déclaration de Churchill sur 'le Rideau de Fer' Staline savait déjà qui seraient ses prochains ennemis idéologiques.

Encore quelques chiffres indiquant dans quelle estime Staline tenait son capital le plus précieux: 135.056 officiers et soldats de l'Armée rouge furent condamnés par des tribunaux, durant la guerre, pour 'crimes contre-révolutionnaires'. Quant aux culs-de-jatte soviétiques 'après la guerre, les culs-de-jatte furent rassemblés et envoyés dans des villes du cercle arctique pour les soustraire à la vue des Moscovites.'<sup>20</sup>

3 millions de soldats allemands devinrent prisonniers et échouèrent dans le goulag. Ils ne furent libérés qu'entre 1954 et 1956. On estime qu'il y eut entre 350.000 et 1 million de prisonniers allemands qui moururent durant leur captivité. Par exemple, sur 91.000 prisonniers à Stalingrad, seuls 6.000 d'entre eux survécurent à la captivité de près de 12 ans dans le goulag. Les historiens font aussi souvent état de massacres de troupes allemandes, individus ou groupes, se rendant à l'Armée rouge car pour les soldats soviétiques tous les Allemands étaient des SS et puis combien de fois Staline n'avait-il pas répété qu'il fallait 'attaquer et détruire' l'ennemi de la Mère Patrie (cf. Directive no. 2). Beevor cite l'exemple d'un SS prisonnier que les soldats soviétiques contraignirent à jouer du piano jusqu'à épuisement. Après 16 heures, le SS arrêta et pleura, effondré de fatigue. Les soldats soviétiques lui donnèrent des tapes amicales dans le dos pour le féliciter d'avoir tenu le coup aussi longtemps, puis ils l'amènèrent dehors et le tuèrent. Comportement différent de ce que faisaient les SS

eux-mêmes vis-à-vis des Juifs, des communistes en U.R.S.S.? Cependant, d'un point de vue anecdotique, le NKVD ne découvrit qu'au bout de six mois à l'issue de la guerre que les SS avaient un tatouage de leur groupe sanguin sous l'aisselle! Et pour les partisans soviétiques combattant sur les arrières des Allemands, hormis des interrogatoires, garder des ennemis en vie pouvait s'avérer dangereux pour leur propre sécurité et survie.

Que disent des historiens du bilan militaire de Staline et de sa responsabilité dans la mort de millions de soldats soviétiques? Alan Bullock: *«Il n'est pas inconsidéré de penser qu'une partie des pertes inouïes (dans lesquelles les 10 millions de blessés ne sont pas inclus) est à imputer au refus de Staline de contrer l'attaque allemande par des mesures adéquates, une autre partie est imputable aux directives erronées qu'il dicta durant les 18 premiers mois de la guerre.»*<sup>21</sup>

Harrison E. Salisbury: *«La force combattive de l'U.R.S.S. avait été mise à l'épreuve la plus rude (...) En fin de compte, elle triomphait, malgré bien des conditions défavorables: la folie de son chef qui avait démantelé les cadres supérieurs de l'armée rouge trois*



**Soldat de l'Armée de Staline...  
Une situation dangereuse**

*ans seulement avant la Seconde guerre mondiale, son incurie après la signature du pacte avec Hitler (...) l'incroyable aveuglement qui lui fit méconnaître tant d'avertissements d'une justesse et d'une précision exceptionnelles sur les plans de Hitler et la date de l'agression allemande, les fautes inexcusables commises pendant les premiers mois de cette guerre, quand une armée courageuse fut menée à la boucherie sur les champs de bataille de Kiev, Leningrad et Moscou.»*<sup>22</sup>

## **Viols, vols, meurtres de civils, mises à sac**

Le 6 novembre 1941, Staline dit, d'une manière prophétique, *«S'ils {les Allemands} veulent une guerre d'extermination, ils l'auront.»*<sup>23</sup> Mais il ne fut pas le seul à inciter à la haine et à la vengeance: *«Les appels à la vengeance régulièrement lancés par Ilya Ehrenbourg {écrivain, poète, journaliste de guerre, coauteur du 'Livre Noir' avec Vassily Grossman} dans ses articles de Krasnaïa Zvezda {l'Étoile Rouge}, le journal de l'Armée rouge, avaient un grand succès auprès des frontoviki - les combattants de première ligne.»*<sup>24</sup> Le résultat ne se fit pas attendre. Cela faisait

19 : Faits, chiffres, citations, dito

20 : «A writer at war», ouvrage cité

21 : «Hitler und Stalin - Paralle Leben», ouvrage cité

22 : «1941-1945 - la Campagne de Russie» par Harrison E. Salisbury

23 : Discours prononcé à la station de métro Maïakovski, cf. «The Road to Stalingrad», ouvrage cité.

24 : «La chute de Berlin», ouvrage cité

# DERNIERE GUERRE MONDIALE



deux ans et demi que les soldats de l'Armée rouge attendaient ce moment, emplis d'un sentiment de haine inouï envers l'ennemi, attisé certes par les conditions de combat effroyables, la nourriture parfois médiocre, l'abondance de vodka, l'étroite surveillance politico-militaire qu'exerçaient sur eux les *Politrouk* et le NKVD, la brutalité – et parfois l'incompétence – des officiers supérieurs, le manque de repos et de permissions, de femmes et de moyens de décompression, l'angoisse au sujet des proches.



**Très peu de prisonniers allemands reverront un jour leur pays**

Dès leur entrée en Prusse orientale, puis lorsqu'elle étendit ses tentacules militaires vers la Poméranie et la Silésie, ensuite vers Berlin, les soldats soviétiques se conduisirent comme une horde sauvage, se rendirent coupables de crimes de guerre au sens où l'entendent la Convention de La Haye sur le traitement des populations civiles et la convention de Genève de 1929 sur le traitement des prisonniers de guerre,

l'U.R.S.S., elle se rendit coupable de crimes contre l'humanité au sens où les définit le Tribunal de Nuremberg en 1945/1946).<sup>25</sup> Dès l'occupation de l'Allemagne, l'U.R.S.S. entreprit de démonter du territoire allemand tout ce qui pouvait l'être à titre de 'réparations'. Officiers et soldats, eux, raflaient tout ce qui était démontable. On voyait parfois des soldats soviétiques arborant six ou sept montres à leur poignet ou s'emparant de force de bicyclettes.

L'historien britannique Antony Beevor, le témoin so-

viétique Vassily Grossman, l'historien russe contemporain Mark Solonin, citent de multiples exemples d'exactions contre des civils, de mises à sac, de vols, de tueries, de viols individuels ou collectifs perpétrés par des soldats de l'Armée rouge sur territoire allemand.

Quelques exemples parmi des milliers, Vassily Grossman: «*Quand Grossman arriva {à Schwerin, à l'est de Berlin}, il trouva la 8<sup>e</sup> Armée de la Garde, qu'il avait tant admirée à Stalingrad, occupée à piller et violer (...)* Tout est en feu. Le pillage est à son comble (...) Le colonel {soviétique} est magnifique. Une belle tête russe. Toute la nuit, nous entendons des bruits de la chambre où le colonel fatigué réside (...) Nous allons dans sa chambre : le chaos, le colonel a vidé toutes les armoires comme un vrai pillard. » «*D'horribles choses se produisent avec les femmes allemandes. Un Allemand éduqué, dont la femme a reçu de 'nouveaux visiteurs' - des soldats de l'Armée rouge - explique avec des gestes expressifs et en russe rudimentaire qu'elle a déjà été violée par dix hommes aujourd'hui (...)* On peut entendre des cris de femmes d'une fenêtre ouverte. Un officier juif dont la famille a été tuée par les Allemands, loge dans l'appartement d'un membre de la Gestapo qui s'est échappé. Les femmes et filles,



**Combien de ces colonnes de réfugiés furent écrasées sous les chenilles des blindés soviétiques ?**

abandonnées là, sont en sécurité tant que l'officier restera. Quand il part, elles hurlent et l'implorant de rester. (...) Une histoire au sujet de la mère allaitant

**25** : «L'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation et tout acte inhumain contre des populations civiles, avant et pendant la guerre» (définition, cf. « *Lettres de Nuremberg* » par Christopher J. Dodd



son nouveau-né violée dans une grange. Ses proches vinrent dans la grange et demandèrent aux assaillants de lui laisser le temps d'allaiter son enfant car celui-ci, affamé, n'arrêtait pas de pleurer durant tout ce temps. »<sup>26</sup>



Petits pillages quotidiens

Mark Solonin : «En Prusse orientale, dans une zone non encerclée, vers la fin janvier {1945}, une longue colonne de réfugiés {allemands} a aussi été rattrapée par les troupes de pointe d'une unité de blindés soviétiques. Comme l'ont raconté quelques femmes survivantes 'les soldats ont jeté les charrettes sur les bas-côtés et se sont jetés sur les femmes ; quant aux enfants qui venaient les défendre, ils furent tués. Le colonel présent ordonnait les rangs des violeurs, et pendant ce temps, un autre officier tuait les enfants et vieux rendus hystériques. (...) De même, dans le rayon de Plonen à la fin janvier des blindés de la 5<sup>e</sup> Armée blindée de la Garde sont tombés sur une colonne de réfugiés et les a tués 'Des corps de femmes, de vieux et d'enfants, gisaient au milieu des débris et des charrettes renversées, jonchant la voie carrossable jusqu'à l'horizon (...) À part cela, il est fait mention d'une colonne de blindés ayant attaqué une colonne de réfugiés à Schauerkirch, Gombin, où 'furent tués 800 femmes et enfants'. »<sup>27</sup>

Antony Beevor (qui, entre autres, a eu accès à des sources historiques soviétiques mais aussi allemandes) : «À Moscou, Staline et Beria savaient parfaitement bien ce qui se passait à cet égard sur le terrain. Un rapport envoyé à leur intention précisait que, 'selon beaucoup d'Allemands, toutes les femmes restées en Prusse orientale ont été violées par des soldats de l'Armée rouge', et que cela concernait aussi bien 'des filles de moins de dix-huit ans que des vieilles femmes'. » «Mais beaucoup d'autres n'atteignirent même pas le Frische Neuhung {il s'agit de réfugiés allemands, allant vers la zone côtière non loin de Dantzig}. Les colonnes de chars soviétiques écrasaient tout sur leur passage (...) Lorsque l'une de ces colonnes tomba sur un convoi de réfugiés, le 19 janvier, 'les passagers des charrettes et des autres véhicules furent massacrés'. » « À Dahlem {Berlin}, quelques-uns des officiers de Rybalko allèrent voir Soeur Kunigunde, la supérieure de la Haus Dahlem,

une maternité se doublant d'un orphelinat. Elle les informa qu'elle n'avait caché aucun soldat allemand. Les officiers russes et leurs hommes se comportèrent impeccablement. En fait, ils mirent même Soeur Kunigunde en garde contre les troupes qui allaient suivre. Ils n'avaient que trop raison. Religieuses, jeunes filles, vieilles femmes, femmes enceintes et même venant d'accoucher furent violées sans pitié. » Beevor en conclusion : «Selon des estimations faites dans les deux principaux hôpitaux de Berlin, entre 95.000 et 130.000 femmes auraient été ainsi violées, et environ 10.000 seraient mortes ensuite, souvent par suicide. Ce taux de mortalité fut encore supérieur parmi les 1.400.000 victimes enregistrées en Prusse orientale, Poméranie et en Silésie. Au total, au moins deux millions de femmes allemandes firent l'objet de violences sexuelles de la part des hommes de l'Armée rouge, et une bonne partie d'entre elles eurent à subir des viols multiples »<sup>28</sup> Mais, ce même auteur rapporte qu'il n'y eut pas que des Allemandes qui furent ainsi violées, les femmes, même soviétiques, libérées de la déportation forcée, le furent aussi en grand nombre mais d'autres peuples durent subir l'engeance de la libération, ainsi à Budapest « elle fut suivie d'une véritable orgie de massacres, de pillage, de destruction et de



Quand au sort fait aux femmes...

viols. »

Quelle fut la responsabilité de Staline dans ces mises à sac, exactions, vols, massacres de civils et viols? Mark Solonin cite la directive de la Stavka VGK no. 11072 du 20 avril 1945 adressée aux 1<sup>er</sup> Front biélorusse (Joukov) et 2<sup>e</sup> Front ukrainien (Koniev), mais nullement aux fronts attaquant les territoires de Prusse orientale et Poméranie, disant 'Il est nécessaire de modifier l'attitude vis-à-vis des Allemands, tant prisonniers de guerre que civils. Traitez-les mieux (...) Une attitude plus humaine vis-à-vis des Allemands allégera les actions militaires sur leur territoire et, sans aucun doute, réduira chez eux la persistance du recours à la défense. » Solonin conclut : « il n'y a jamais eu d'ordre écrit {de Staline} disant de tuer les femmes et les enfants. Mais un tel ordre n'était pas nécessaire. À l'issue de deux décennies depuis que Staline était arrivé au pouvoir, huit années après la Grande Terreur, l'entourage de Staline se composait de ceux qui comprenaient la volonté du Maître à la manière des chiens, sans mots. Et ceux qui ne

26 : Toutes citations de « A writer at war », ouvrage cité, de ou d'après les écrits de Grossman

27 : Extraits de « ВЕСНА ПОБЕДЫ » (Le Printemps de la Victoire – les crimes oubliés de Staline), par Mark Solonin, un historien contemporain fort décrié en Russie car il est un des rares à oser écrire sur les crimes staliniens, dans un pays où, pour une partie importante de la population, Staline le Héros, le Vainqueur de la Guerre est encore toujours intouchable.

28 : « La chute de Berlin », ouvrage cité



comprenaient pas vite, on les changeait, les remplaçant par des personnes plus compréhensives.<sup>29</sup>

Oui, cher Jos, tu avais raison, ce fut principalement grâce aux soldats soviétiques que nous en Belgique, France, Hollande, etc. devons d'avoir pu naître et grandir libres. J'ai eu les larmes aux yeux en 1970 au Mausolée en l'honneur des 42.000 soldats soviétiques tombés – officiellement, mais le chiffre réel dut être plus considérable – sur la colline de Mamaïev Kourgane (Volgograd, l'ancienne Stalingrad). J'ai été pris d'émo-

tion en voyant le journal de la petite Tatiana à Leningrad qui décrit comment disparaissent successivement grand-mère, grand-père, père, mère, frères et soeurs et ne resta que la petite Tatiana, toute seule, destinée à mourir de faim. 'Soloviy', ce chant de la Grande Guerre Patriotique (avec ces

paroles mélancoliques 'Rossignol, rossignol, ne perturbe pas les soldats, laisse-les dormir') demeure l'un de mes favoris du LP de ce type de chants 'guerriers' que m'adressa une Soviétique dans les années 70. Toutefois, même si je conserve une admiration pour le courage exemplaire des soldats soviétiques qui se battirent, souvent héroïquement, en dépit de la terreur sur eux que firent régner en permanence le NKVD, les commissaires politiques et leurs officiers, cette admiration se transforme en horreur dès que ces mêmes vaillantes troupes franchirent les frontières de l'Allemagne ainsi que des pays inféodés aux nazis et s'y conduisirent comme des êtres non civilisés (*niè-koulourniy*, en russe, terme plutôt injurieux).

Certains imputent à Staline et à sa clique tous les crimes commis, comme on le fit pour les crimes de guerre et contre l'humanité que commirent les troupes allemandes ainsi que les SS.

La paranoïa pour tout ce qui était étranger, dont souffrait incontestablement Staline, suffit-elle à expliquer ce long et profond processus d'endoctrinement collectif d'une armée qui déboucha sur cette 'orgie de massacres, de pillage, de destruction et de viols'?

Je pars du principe – et je l'ai écrit à propos des crimes de guerre de la Wehrmacht – que tout homme a le choix de ses actes et actions.

Berzarine, le général soviétique qui assumait la direction militaire de Berlin, eut comme premier soin de

rétablir d'urgence les commodités essentielles et d'assurer le ravitaillement de la population ennemie. Il fut populaire parmi les Berlinoises. Il mourut victime d'un accident, peut-être imputable au NKVD car en fait il n'avait été désigné ni par Staline ni par Beria. Ce fut un homme et un militaire décent. Il y en eut d'autres, certes mais en bien trop petit nombre par rapport à l'immensité des crimes que commirent Staline, certains des hauts gradés de l'Armée rouge et nombre d'officiers et soldats soviétiques.



Ces soldats russes... Héros ou criminels ? - Les deux, peut-être !

## Bibliographie

**BEEVOR, Antony** «La Chute de Berlin», «A Writer at War – Vasily Grossman with the Red Army 1941 – 1945»

**BULLOCK, Alan** «Hitler und Stalin – Parallele Leben»

**DODD, Christopher, J.** «Lettres de Nuremberg»

**ERICKSON, John** «The Road to Stalingrad»

**JAKIR, Peter** «Kindheit in Gefangenschaft»

**JOUKOV, G.K.** «Mémoires»

**MEDVEDEV, Dmitry** «Discours à Perm en octobre 2012», en anglais, sur le site rbth.ru

**MEDVEDEV, Roï et Jores** «НЕИЗВЕСТНЫЙ СТАЛИН» (Staline inconnu)

**SALISBURY, Harrison E.** «1941-1945 – la Campagne de Russie»

**OLONIN, Mark** «ВЕЩА ПОБЕДЫ. ЗАБЫТОЕ ПРЕСТУПЛЕНИЕ СТАЛИНА» (Le Printemps de la Victoire – Crimes oubliés de Staline), sur son site d'historien

**VON BOCK, F** «Journal de Guerre»

**VON KAGENECK, August** «La guerre à l'Est», ainsi que les conventions de la Haye du 18 octobre 1907 concernant les Lois et Coutumes de guerre et de Genève du 27 juillet 1929 relative au traitement des prisonniers de guerre.

29 : «ВЕЩА ПОБЕДЫ», ouvrage cité



## Les Résistants communistes allemands

Par Daniel LAURENT

### L'AUTEUR



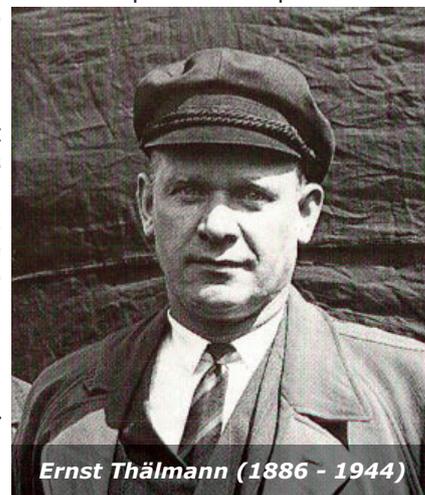
Vivant en Asie du Sud-est depuis 16 ans, Daniel Laurent est installé depuis 10 ans à Bangkok où il travaille dans le bâtiment.

Passionné d'histoire, surtout celle de la seconde guerre mondiale, il y consacre

l'essentiel de ses loisirs, principalement pour le magazine DGM mais aussi de temps à autre pour des publications dans des revues d'histoire « papier ».

Dès le début des années 30, les communistes allemands se mobilisèrent contre le NSDAP et tentèrent de convaincre les militants nazis de rejoindre le parti communiste. Mais face à la montée du nazisme, ils durent changer de tactique, et organisèrent de grandes manifestations de protestation, qui donnèrent souvent lieu à des affrontements entre les deux camps. L'union des partis de travailleurs était problématique, car même si la base du parti communiste allemand (KPD) et du parti social-démocrate (SPD) avait la volonté de former un front uni contre le nazisme, cette union ne put voir le jour, car les dirigeants communistes traitaient les sociaux-démocrates de « sociaux-fascistes », et les sociaux-démocrates refusaient de se plier aux directives idéologiques de Moscou. Le 30 janvier 1933, le jour de l'arrivée au

parti communiste et procéder à l'arrestation des cadres du parti ; plus de la moitié des dirigeants du parti furent arrêtés ou assassinés par la Gestapo. A la suite de l'arrestation de Ernst Thälmann, chef du parti communiste allemand, au début du mois de mars 1933, Moscou donna l'ordre aux cadres du parti de s'exiler, afin de former une direction du parti à l'étranger, qui avait pour mission d'apporter son soutien à la base du parti restée en Allemagne.



Ernst Thälmann (1886 - 1944)

Walter Ulbricht, chef provisoire du KPD et futur dirigeant de la RDA, s'exila en 1933 en Tchécoslovaquie pour y fonder une antenne du parti, et rejoignit en 1936 Wilhelm Pieck, lui aussi futur dirigeant de la RDA, à Paris, où avait été créée une autre antenne du KPD. En 1939, ils trouvèrent refuge en URSS, où ils restèrent jusqu'à la fin de la guerre.

En Allemagne, les membres du parti tentèrent de déjouer la surveillance de la Gestapo pour former des réseaux illégaux. Mais la police disposait de fichiers du parti communiste, qu'elle avait réquisitionnés lors de rafles, et les résistants furent arrêtés par milliers et envoyés dans les premiers camps de concentration, que les prisonniers politiques communistes et sociaux-démocrates furent obligés de construire.

La presse illégale fut la première activité des résistants communistes, qui diffusèrent clandestinement des tracts et des publications visant à convaincre la population allemande de se soulever contre Hitler et de renverser le régime nazi. D'autre part, un réseau de messagers fut mis en place ; ceux-ci avaient pour mission de faire passer des informations sur le Reich à l'étranger, aux directions exilées du parti, et de transmettre en Allemagne les nouvelles de l'étranger, afin de contrer la propagande hitlérienne.

Les syndicats communistes essayaient de leur côté de mobiliser clandestinement les travailleurs au sein des entreprises contre le gouvernement nazi. Mais leur tâche était ardue, car certains membres du parti s'étaient résignés à la victoire nazie, d'autres s'étaient engagés dans le NSDAP, et les persécutions dont étaient victimes les communistes en décourageaient plus d'un à continuer le combat. De plus, l'implantation des syndicats communistes était très faible dans les entreprises avant l'arrivée au pouvoir de Hitler, car la majorité des membres du parti étaient alors au chômage, et les activistes ne purent former de véritable contrepoids au nazisme dans les entreprises allemandes.



Siège du KPD de 1926 à 1933 - La maison Karl Liebknecht (Karl-Liebknecht-Haus)

Wikipédia

pouvoir de Hitler, les communistes lancèrent un appel à la grève générale et à des manifestations de masse, qui fut suivi partout en Allemagne. Les nazis réagirent en procédant à des arrestations, des perquisitions et des rafles.

Face aux mesures répressives prises par le gouvernement nazi contre les communistes, ceux-ci durent se résoudre à continuer le combat dans la clandestinité. Des réseaux clandestins se mirent en place, mais la plupart furent démantelés très rapidement par la Gestapo, qui disposait d'un très grand nombre d'informateurs. Dès février 1933, l'incendie du Reichstag fut pris comme prétexte par les nazis pour interdire le



En 1935, le Komintern et le bureau politique du KPD décidèrent de changer leur tactique contre le national-socialisme, et de tenter de s'unir aux sociaux-démocrates afin de former un front uni contre le nazisme. D'autre part, la structure hiérarchique habituelle du parti, facile à démanteler par la Gestapo, qui avait pu ainsi procéder à des arrestations par milliers, fut abandonnée ; les résistants s'organisèrent en petites cellules, dirigées par des instructeurs qui avaient été formés à cette tâche, et qui fonctionnaient dans la clandestinité au sein des entreprises et à la place des anciennes antennes locales du parti. Ces cellules recevaient leurs directives des centrales du KPD coordonnées par le comité central de Moscou et exilées à Amsterdam, Strasbourg, Luxembourg, Copenhague, Prague, Paris et Stockholm, qui envoyaient clandestinement des messagers en Allemagne. Ceux-ci traversaient la frontière tchécoslovaque grâce à un réseau de passeurs ; cette organisation imprimait également des tracts, qui étaient ainsi acheminés dans le Reich, et aidait des réfugiés à fuir l'Allemagne. Le même type de réseau existait aux frontières belge et néerlandaise, mais la Gestapo parvint à démanteler ces organisations en 1935-36, grâce à l'infiltration d'espions.



L'ordre nazi règne à Berlin

En 1936, lors des Jeux Olympiques de Berlin, qui furent pour les nazis un événement majeur de propagande, les communistes organisèrent une grève dans une usine de Berlin, ce qui contredisait la propagande hitlérienne, selon laquelle toute l'Allemagne soutenait les nazis. La Gestapo fit en sorte que les journalistes étrangers ne soient pas au courant de cette grève, et plaça à la suite de cet incident des espions nazis dans toutes les usines, de façon à ce que de tels mouvements de contestation ne puissent plus se reproduire.

Pendant la guerre, la plupart des pays voisins étant occupés par les troupes allemandes, il devint de plus en plus difficile de maintenir un contact entre les directions exilées du parti et la base restée en Allemagne ; les cellules de résistants communistes furent de plus en plus isolées et ne parvenaient que rarement à recevoir les directives du parti. Les résistants communistes qui travaillaient aux chemins de fer ou dans les compagnies de transport fluvial ou maritime purent toutefois continuer à transmettre des messages. De plus, les communistes disposaient d'un service secret qui collectait des informations et les envoyait par radio aux centrales de renseignements de Paris et Bruxelles, qui avaient des agences dans tous les pays européens.

Le pacte de non-agression de l'URSS conclu par Hitler et Staline le 23 août 1939 choqua et désorienta les résistants qui luttèrent depuis six ans dans la



Willi Gall  
(1908 - 1941)

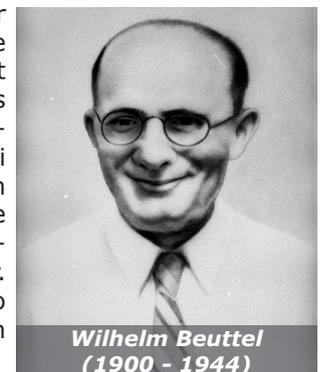
clandestinité ; une direction du parti indépendante de Moscou fut créée en Allemagne en réaction à ce pacte, et son comité central envoya des messagers dans les différentes cellules locales pour donner l'ordre de poursuivre le combat contre le nazisme. Après l'attaque nazie de l'URSS, la section communiste allemande renoua avec Moscou. Mais la volonté de ces résistants communistes de provoquer un soulèvement de la population allemande contre la guerre et le gouvernement nazi n'avait aucune chance de réussir, étant donné qu'une grande partie des Allemands soutenait Hitler, qui remportait une victoire après l'autre. La cote de popularité du dictateur était telle pendant les premières années de la guerre, qu'une révolution était irréalisable. Willi Gall, qui avait commencé à organiser la résistance intérieure, fut arrêté en 1940 ; son successeur, Wilhelm Knöchel, coordonna les activités des différentes cellules à partir d'Amsterdam, puis s'installa à Berlin en 1941 ; il fut arrêté en janvier 1943 et donna sous la torture des informations aux nazis, ce qui mit en danger toute la résistance communiste et fragilisa ses activités.

A la fin de la guerre, alors que les troupes soviétiques s'approchaient de plus en plus de l'Allemagne, des agents communistes furent parachutés dans le pays pour organiser la résistance communiste. Et lorsque la zone d'occupation soviétique donna naissance à la RDA, de nombreux communistes qui s'étaient exilés à Moscou, dont Walter Ulbricht et Wilhelm Pieck, en devinrent les dirigeants.

## Principaux groupes de résistance communistes :

### L'Aide Rouge («Die Rote Hilfe»)

Ce groupe, fondé à Paris par le résistant communiste Wilhelm Beuttel, soutenait des personnes persécutées par le régime national-socialiste. Wilhelm Beuttel, qui était retourné en 1942 en Allemagne, travailla dans le groupe de résistance de Wilhelm Knöchel dans la Ruhr. Il fut arrêté par la Gestapo en 1943 et exécuté en 1944.



Wilhelm Beuttel  
(1900 - 1944)

Wilhelm Knöchel, qui dirigeait depuis 1935 le comité exilé du KPD à Amsterdam, rentra en 1941 en Allemagne pour réorganiser la résistance communiste dans la Ruhr. Son organisation diffusa clandestinement une publication antinazie, Le Combattant de la Paix («Der Friedenskämpfer»), qui informait les Allemands des crimes commis par les nazis et de la situation internationale, et les incitait à se soulever contre Hitler, afin de renverser eux-mêmes la dictature nazie. Wilhelm Knöchel fut arrêté par la Gestapo en 1943,



**Wilhelm Knöchel**  
(1899 - 1944)

exécuté en 1944, et son organisation démantelée. Une cinquantaine de résistants qui travaillaient dans ce groupe furent également arrêtés, torturés et assassinés.

### **Le groupe de Josef (Beppo) Römer**

Josef Römer publia à la fin des années 20 un journal communiste, Élan nouveau («Aufbruch») ; il fut arrêté en mars 1933 et passa six ans en camp

de concentration. Après sa libération, il tenta d'organiser un attentat contre Hitler et prit contact avec le cercle de résistance de Adam von Trott zu Solz et celui de Robert Uhrig. En 1940, il créa un groupe de résistance qui diffusait un journal clandestin, Service de renseignements («Informationsdienst»). Il fut arrêté en 1942 et exécuté en 1944.

### **Le groupe de Robert Uhrig à Berlin**

Robert Uhrig fut arrêté une première fois en 1934, parce qu'il avait diffusé un journal clandestin et qu'il avait récolté des fonds

pour les familles de victimes des persécutions nazies. Il fut libéré après 21 mois de travaux forcés et créa une organisation de résistance en 1938 à Berlin ; son objectif était de former des groupes de résistants communistes au sein des entreprises. A partir de 1941, le groupe, qui comptait une centaine de membres en 1940, et le double en 1942, a travaillé avec d'autres mouvements, notamment l'organisation Harnack / Schulze-Boysen, afin de mettre en place un service de renseignements. La Gestapo a démantelé l'organisation en 1942 ; une centaine de résistants, dont Robert Uhrig, furent arrêtés, torturés, déportés en camp de concentration, et furent exécutés en 1944. Leurs familles furent également arrêtées. Ceux qui purent échapper aux persécutions se joignirent au groupe de Anton Saefkow.



**Robert Uhrig**  
(1903 - 1944)



**Walter Budeus**  
(1902 - 1944)

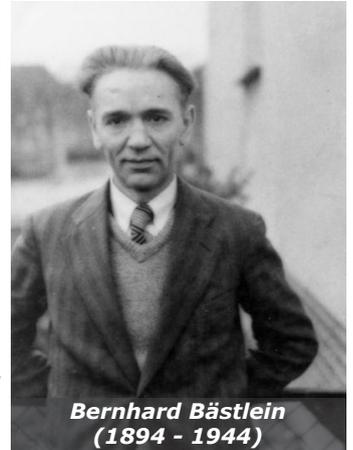
### **Le groupe de Walter Budeus**

En 1936, Walter Budeus créa dans l'entreprise de métallurgie dans laquelle il travaillait une organisation composée d'une cinquantaine de résistants. A la fin des années 30, il prit contact avec Robert Uhrig et Beppo Römer, afin de coordonner les activités des différents groupes. Leur travail consistait à collecter des

informations sur l'industrie de guerre, diffuser des tracts et prendre contact avec d'autres groupes de résistance. Walter Budeus fut arrêté en 1942 et condamné à mort en 1944.

### **Le groupe de Bernhard Bästlein, Oskar Reincke et Franz Jacob à Hambourg**

En 1941-42, à leur libération de camp de concentration, Bernhard Bästlein, Oskar Reincke et Franz Jacob fondèrent une organisation de résistance au sein des chantiers navals de Hambourg. Ce groupe, qui diffusait des tracts antifascistes et envoyait des lettres aux soldats stationnés au front de l'Est pour les inciter à refuser de combattre, était en contact avec d'autres mouvements de résis-



**Bernhard Bästlein**  
(1894 - 1944)

tance, notamment l'organisation Harnack / Schulze-Boysen. Arrêtés par la Gestapo en 1943, ils purent



**Franz Jacob**  
(1906 - 1944)

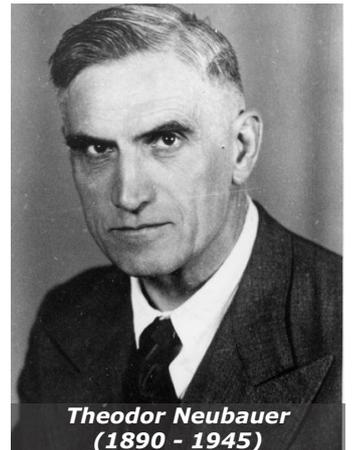
profiter des bombardements alliés pour s'échapper et entrer dans la clandestinité. Mais arrêtés à nouveau en 1944, une soixantaine de résistants furent exécutés en 1944-45.

### **Le groupe de Anton Saefkow et Franz Jacob à Berlin**

Fondé en 1943, ce groupe diffusa des tracts antifascistes et prit contact en 1944 avec Julius Leber et Adolf Reichwein, des résistants sociaux-démocrates qui prenaient part au complot qui préparait l'attentat du 20 juillet 1944 contre Hitler. La Gestapo, qui avait infiltré un espion dans cette organisation, arrêta le 22 juin 1944 Anton Saefkow, Franz Jacob, Julius Leber et Adolf Reichwein. Des centaines de résistants de ce groupe furent arrêtés et assassinés.

### **Le groupe de Theodor Neubauer et Magnus Poser en Thuringe**

Cette organisation, créée en 1942, était en contact avec d'autres groupes de résistance, par exemple avec un groupe de l'université de Iéna, ainsi qu'avec un groupe du camp de concentration de Buchenwald, et put ainsi envoyer de la nourriture, des tracts, mais aussi des armes aux prisonniers. Theodor Neubauer, qui avait été interné plusieurs années



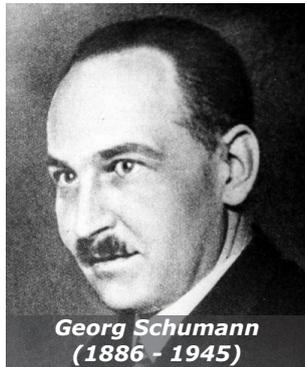
**Theodor Neubauer**  
(1890 - 1945)

# DERNIERE GUERRE MONDIALE



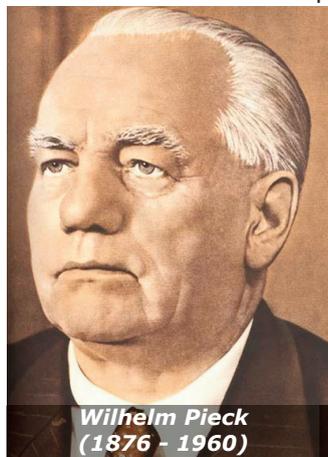
en camp de concentration avant de créer ce groupe de résistance, fut arrêté en 1944 et exécuté en 1945.

## Le groupe de Georg Schumann et Otto Engert à Leipzig



Georg Schumann  
(1886 - 1945)

Ce groupe était en contact avec des prisonniers de guerre russes et des travailleurs de force étrangers, ainsi qu'avec l'organisation de Harro Schulze-Boysen, celle de Theodor Neubauer et Magnus Poser en Thuringe et celle de Anton Saefkow à Berlin. L'objectif principal du groupe de Leipzig était d'unifier les divers mouvements de résistance communistes, mais cette tentative ne put aboutir en raison de la surveillance qu'exerçait la Gestapo.



Wilhelm Pieck  
(1876 - 1960)



Walter Ulbricht  
(1893 - 1973)

## Comité national de l'Allemagne libre (Nationalkomitee Freies Deutschland», NKFD)

Ce comité fut fondé en 1943 par la section politique de l'armée soviétique et par le comité central du KPD exilé à Moscou ; ses objectifs étaient, au moyen d'un travail de propagande, de détourner les prisonniers de guerre allemands du nazisme et d'encourager les soldats allemands à désertier. Le NKFD tentait de rallier toutes les tendances politiques à l'union contre Hitler; dans ses rangs, on ne comptait pas uniquement des communistes, mais aussi, par exemple, une centaine de pasteurs, prêtres et étudiants en théologie de la Wehrmacht, prisonniers dans les camps russes, qui se sont joints au NKFD en raison des persécutions dont étaient victimes les Églises dans le Reich. Les commu-



Membres du NKFD en 1943, de g à d : col. van Hooven, Lt. von Einsiedel, major Hetz, général von Seydlitz, soldat Zippel, Erich Weinert, col. Steidle, Gén. Lattmann

Wikipedia

nistes, notamment Wilhelm Pieck et Walter Ulbricht, futurs dirigeants de la RDA, ont finalement pris la tête du NKFD, qui est devenu un instrument de propagande entre les mains du gouvernement soviétique.

## L'organisation Allemagne libre («Freies Deutschland»)

Ce groupe, fondé à Cologne en 1943 par un réseau de résistants communistes, comptait plus de deux cents membres, et rassemblait des résistants de tous les horizons politiques et idéologiques.

Des tracts incitant la population allemande à commettre des sabotages, afin d'enrayer la machine de guerre nazie, et encourageant les soldats à désertier, furent distribués, (et) Les résistants apportèrent également leur aide aux travailleurs de force étrangers prisonniers en Allemagne. La Gestapo arrêta de nombreux membres du groupe, qui se disloqua progressivement.

# FREIES DEUTSCHLAND



# ALEMANIA LIBRE

## Organisations résistantes indépendantes du KPD :

### Parti communiste allemand oppositionnel («Kommunistische Partei Deutschlands (Opposition), KPO)

L'aile droite du KPD avait été exclue du parti en 1928 et avait fondé une organisation communiste indépendante, le KPO. Après l'arrivée au pouvoir de Hitler, seuls quelques militants désignés par les cadres du parti s'exilèrent en France, où ils fondèrent un comité exilé («Auslandskomitee», AK) en contact, grâce à un réseau de messagers, avec la base du parti, qui poursuivait clandestinement ses activités en Allemagne. Un comité du KPO, qui siégeait à Berlin, se chargeait de coordonner les activités des cellules locales du parti. La structure à la fois hiérarchisée et morcelée du parti permit d'éviter les grandes rafles de la Gestapo. Les objectifs principaux du KPO étaient de transmettre des informations sur le régime hitlérien et de travailler en collaboration avec les résistants exilés à l'union des travailleurs contre le nazisme. Des tracts furent distribués, et les membres du parti avaient pour mission de créer des syndicats clandestins dans les entreprises dans lesquelles ils travaillaient. Lorsque le contact avec le comité exilé fut rompu en raison de l'occupation de la France par les troupes allemandes, le KPO prit contact avec d'autres organisations de travailleurs, notamment avec les sociaux-démocrates, afin de créer des syndicats clandestins, et de distribuer des tracts visant à mobiliser la population allemande contre Hitler.

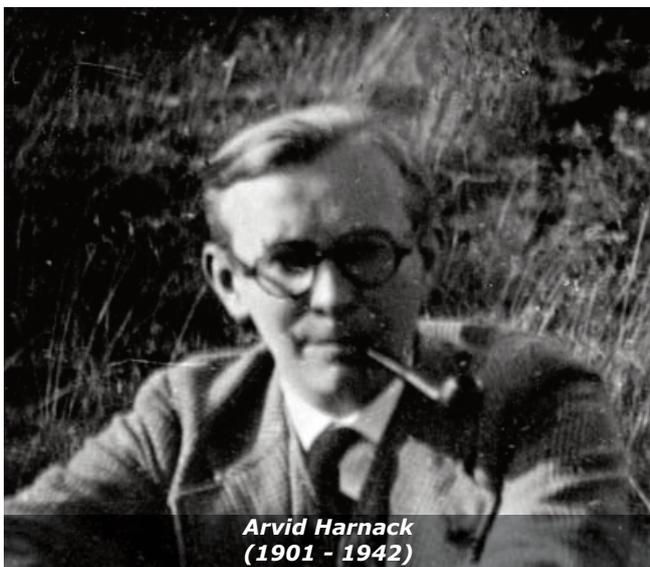


**Harro Schulze-Boysen**  
(1909 - 1942)

## L'Orchestre Rouge («die Rote Kapelle»)

A partir de la fin de l'année 1941, l'organisation Harnack / Schulze-Boysen coopéra avec les bureaux des renseignements soviétiques de Paris et Bruxelles, sans que ses membres deviennent pour autant des agents soviétiques et perdent leur indépendance, comme les autorités nazies l'ont prétendu par la

suite. La Gestapo nomma ce groupe de résistance L'Orchestre Rouge («die Rote Kapelle»).



**Arvid Harnack**  
(1901 - 1942)

## Le groupe de Herbert et Marianne Baum

Herbert Baum et sa femme Marianne, qui luttèrent depuis 1933 au sein des Jeunesses communistes, fondèrent en 1938-39 un groupe de résistance, dont les membres, des adolescents juifs proches du communisme, diffusèrent des tracts antifascistes et mirent le feu à une exposition anticomuniste organisée à Berlin dans le cadre de la propagande nazie, Le Paradis soviétique («Das Sowjetparadies»).

Les jeunes gens furent arrêtés en 1942 ; une vingtaine d'entre eux furent exécutés, certains, comme Herbert Baum, se suicidèrent dans leur



**Herbert Baum**  
(1912 - 1942)

cellule, et les autres résistants moururent en camp de concentration. Les représailles de la Gestapo ne s'arrêtèrent pas là : 500 Juifs berlinois furent déportés en camp de concentration à la suite de cette action.

## Pour en savoir plus

<http://resistanceallemande.online.fr/>

BADIA, Gilbert, *Ces Allemands qui ont défié Hitler*, De l'Atelier, 2000.

FREI, Norbert, *L'État hitlérien et la société allemande, 1933-1945*, Seuil, Paris, 1994.

HOFFMANN, Peter, *La Résistance allemande à Hitler*, traduit par Michel Brottier, éd. Balland, Paris, 1984.

KOEHN, Barbara, *La Résistance allemande contre Hitler, 1933-1945*, PUF - Collection Politique d'Aujourd'hui, 2003.

LEVISSSE-TOUZE, Christine, & MARTENS, Stefan, (dir.), actes du colloque : *Des Allemands contre le nazisme, oppositions et résistances, 1933-1945*, Albin Michel, Paris, 1997.

MERLIO, Gilbert, *Les résistances allemandes à Hitler*, éd. Jules Tallandier, 2003.

PFEFFERKORN, R., (éd.) *La résistance allemande contre le nazisme*, actes du colloque de Strasbourg (1997), Strasbourg, ANACR, 1998.

RITTER, Gerhard, *Échec au dictateur. Histoire de la Résistance allemande*, traduit et présenté par Jean R. Weiland, Plon, Paris, 1956.

ROUSSEL, Hélène, *Exil - Résistance - «Autre Allemagne»*. *L'opposition allemande au IIIe Reich*. En coll. avec Jean Mortier. Nanterre, Chlorofeuilles Édition, 1998.

ROVAN, Joseph (dir.), *Non à Hitler. Oppositions et résistances contre le régime nazi*, in : Documents, Revue des questions allemandes, n° 2, 1994.

SANDOZ, Gérard, *Ces Allemands qui ont défié Hitler. Histoire de la Résistance allemande*, Pygmalion, Paris, 1995.

SIZAIRE, Anne, *Des Allemands contre le nazisme*, Goethe-Institut, Lyon, 1997.

Source photos des résistants allemands :

<http://www.gdw-berlin.de> et <http://herbertbaum-group.blogspot.fr>



**Guillotine de la prison de Plotensee qui causa la mort de nombreux résistants**



## La Sten, l'arme de la Résistance

Par Jean HUON

### L'AUTEUR



Né en 1948, Jean Huon suit une formation de base : métallerie, constructions métalliques, résistance des matériaux et devient collaborateur d'une société parisienne travaillant dans la

même branche, puis responsable technico-commercial dans l'entreprise familiale et enfin chef d'entreprise de 1977 à 1988.

Parallèlement à ces activités, il est :

Collaborateur de revues techniques depuis 1970 ;

Auteur d'ouvrages sur l'armement depuis 1975 ;

Expert près la Cour d'Appel de Versailles depuis 1986

Expert près la Cour de Cassation depuis 2000.

Depuis 1998, ses activités sont exclusivement consacrées à la publication d'articles et d'ouvrages sur l'armement et aux expertises.

Sa bibliographie est massive et prendrait plusieurs pages à être citée ici.

Lorsqu'il s'est agi d'équiper et d'armer les mouvements de résistance, les Alliés devaient trouver des armes disponibles en grand nombre, rustiques, économiques, aptes à la guérilla et d'un maniement simple afin de faciliter l'instruction etc. Les Britanniques disposaient d'un tel engin : la Sten.



Sten Mk II crosser monobranche

Cette arme de crise a été conçue en quelques semaines par Reginald Vernon Shepherd et Harold John Turpinet. Sa fabrication est confiée à plusieurs manufactures et arsenaux, avec la coopération de tout ce que la Grande-Bretagne pouvait recéler de petites entreprises aptes à travailler les métaux (aéronautique, automobile, tôlerie, mécanique, chaudronnerie, cycles, outillage, quincaillerie, robinetterie, jouets,...).

Aux Sten Mark I et Mark I\*, succède la Sten Mark II, plus rustique encore que les modèles précédents. Elle est produite à 2 600 000 exemplaires de 1942 à 1944 par :

Royal Small Arms Factory, Fazakerley,  
Royal Small Arms Factory, Theale,  
Birmingham Small Arms, Shirley puis Tysley,

Arsenal de Long Branch, Toronto (Canada).

La Sten Mark II avait en outre l'avantage de pouvoir être facilement démontée en trois éléments, plus le chargeur, ce qui facilitait son transport et sa dissimulation.

Sur les 418 083 armes livrées par les Britanniques à la Résistance française, 47 % étaient des mitraillettes, dont plus de 80 % de Sten (soit plus de 157 000) !

La crosse peut être de deux types différents :

Crosse «*squelette*» fabriquée avec un profil en U, Crosse monobranche confectionnée en tube, avec une plaque de couche en fer plat percée de deux trous.



Sten Mk III

La carcasse tubulaire possède une rainure de passage pour le levier d'armement, avec une encoche permettant de recevoir le levier en position de sûreté.

La culasse mobile est cylindrique, elle possède un levier d'armement à croc et un ressort récupérateur de gros diamètre.

Le mécanisme de mise à feu est associé à un sélecteur à bouton poussoir transversal permettant le tir coup par coup ou par rafales. Ses éléments sont protégés par un carter en tôle.

Le couloir d'alimentation est monté sur un manchon rabattable. Il reçoit un chargeur horizontal introduit du côté gauche.

A l'avant de la carcasse, se trouve un tube perforé qui assure le maintien du canon.

Il existe aussi une Sten Mark III, dont la carcasse est faite d'une pièce en tôle emboutie roulée, le canon n'est pas démontable ; ainsi qu'une Sten mark V qui est une Mark II munie d'une crosse en bois et de deux poignées pistolet.

La Sten est une arme rustique, mais efficace. Sa sécurité est aléatoire entre des mains malhabiles.



Sten Mk V



Pour en savoir plus :

## LES MITRAILLETES STEN

**Auteurs :** Jean HUON

**Format :** 29,4 x 20,6 x 1,2cm Broché- 142 pages

**Editeur :** Editions Crépin-Leblond, septembre 2006

**ISBN-10 :** 2703002890

**ISBN-13 :** 978-2703002895

**Prix :** 31,00 euro

### Avant-propos :

La terminologie officielle de l'Armée française pour désigner les armes automatiques tirant une munition de pistolet est pistolet-mitrailleur. Cette appellation est utilisée depuis la Première Guerre mondiale.

Le grand public utilise aussi le nom de mitraillette pour parler du même engin. Certaines armées francophones, comme la Belgique, emploient également cette appellation.

Bien que nous utilisions plus volontiers le terme pistolet-mitrailleur, nous ferons exception pour l'arme dont nous parlerons aujourd'hui. La tradition orale fait qu'on dit plus volontiers une Sten qu'un Sten.

Les Britanniques de leur côté employaient le terme de machine carbine, c'est-à-dire carabine automatique pour désigner cette arme.

La Sten est sans doute la mitraillette la plus laide et la plus économique qu'on ait jamais fabriquée, mais malgré ses défauts et sa sécurité aléatoire, elle avait le mérite d'exister.

Elle symbolise à la fois l'esprit combatif des Britanniques et celui de la Résistance dans les pays de l'Europe occupée, largement pourvue de mitraillettes Sten pendant la guerre.

Sur les 418 083 armes livrées par les Britanniques à la Résistance française, 47 % étaient des mitraillettes !

L'histoire de la Sten est une suite de péripéties passionnantes que nous vous proposons de découvrir. Conçue et fabriquée en période de crise, avec des morceaux de tube, de la tôle pliée et quelques éléments usinés, la Sten est probablement l'arme la plus rustique qu'on ait jamais fait.

Elle devait initialement armer la Home Guard en Grande-Bretagne, mais on s'est très vite avisé que cette arme pouvait également équiper les forces armées.

La Sten fut aussi parachutée en grand nombre aux mouvements de résistance européens et elle est pour beaucoup de peuples le symbole de la Liberté.

Sa production a mobilisé des dizaines d'entreprises en Grande-Bretagne, au Canada, en Nouvelle-Zélande et en Australie. Plus tard de nombreux pays en feront des copies ou produiront des pièces détachées.

De la rustique Mark I à la luxueuse Mark V, vous découvrirez tout ce qu'on doit savoir sur cette arme mythique.

Disponible sur : [www.graphycom.com](http://www.graphycom.com)



*Maquisards Francs-Tireurs et Partisans Français de Serre de Pérou, commune de Rompon, Ardèche  
Deux hommes sont armés de Sten MkII*

© Archives départementales de l'Ardèche



## Caractéristiques Sten Mark II

Calibre : 9 mm

Munition : 9 mm Parabellum

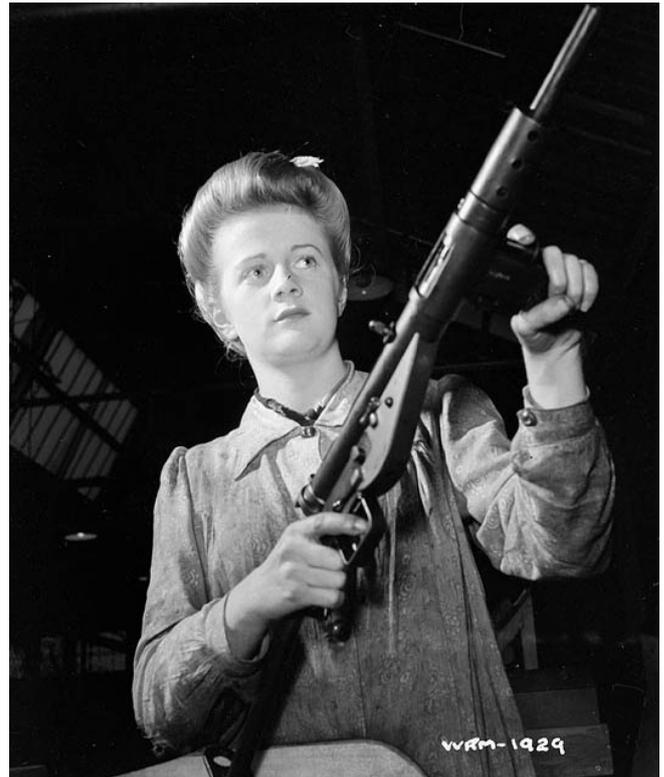
Longueur totale : 0,762 m

Longueur du canon : 0,185 m

Poids : 3,025 kg

Capacité du chargeur : 32 coups

Cadence de tir : 550 c/mn



# 4 MITRAILLETTE ANGLAISE "STEN"

la dégager en secouant jusqu'à ce qu'elle tombe), remettre le chargeur et continuer le tir.

- (c) *Défaut de percussion.* — Armer le levier, éjecter la cartouche défectueuse et continuer le tir.
- (d) *Douille éjectée.* — Mettre le levier d'armement au cran de sûreté. Retirer le chargeur. Sortir la douille éjectée (s'assurer que la balle n'est pas dans le canon). Remettre le chargeur et continuer le tir. Si pour quelque raison la mitrailleuse ne fonctionne pas, examiner la culasse et la chambre, pour voir s'il n'y a pas de poussière ou autre obstruction, et finalement voir s'il n'y a pas de pièces brisées.

### SOINS ET NETTOYAGE :

- (a) Avant de tirer, enlever toute huile ou graisse qu'il pourrait y avoir sur la culasse ou dans le canon.
- (b) Après avoir tiré, enlever le canon et le nettoyer de la chambre avec une baguette ou un écouvillon. Nettoyer le mécanisme et toutes parties pouvant être souillées. Huiler le canon et essuyer les autres parties avec un chiffon gras.

### MAGASINAGE :

Si la mitrailleuse doit être rangée pour un délai assez long sans soins, bien la graisser extérieurement et intérieurement (vaseline ou huile de moteur). Envelopper dans du papier gras et mettre à l'abri de l'humidité. Ne pas oublier de la nettoyer avant usage.

### VOICI LA SERIE

- |                                      |                                   |
|--------------------------------------|-----------------------------------|
| 1. Mitrailleuse Allemande M.F. 40.   | 6. F.M. Anglais Bren.             |
| 2. F.M. Allemand M.G. 34.            | 7. Mortier Allemand 61 mm.        |
| 3. Grenades Allemandes et Anglaises. | 8. Canon Antichar Allemand 39 mm. |
| 4. Mitrailleuse Anglaise Sten.       | 9. Canon Antichar Allemand 50 mm. |
| 5. F.M. Allemand M.G. 42.            | 10. Mines et explosifs.           |

F. 102

## MITRAILLETTE STEN (MARK II) CALIBRE (9 mm.)

### 1. Description Générale

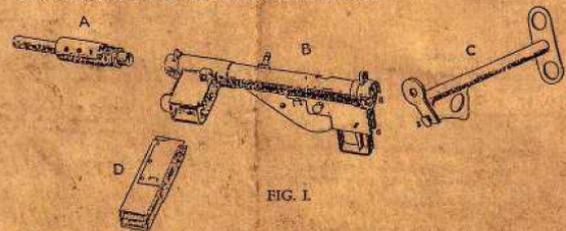
La mitrailleuse STEN est une arme très efficace pour le combat de près mais quoiqu' effective à une assez longue portée ne saurait être considérée au point de vue de l'extérieur n'a pas été éprouvée mais le canon et le mécanisme sont néanmoins de bonne fabrication et assurent le bon fonctionnement de l'arme.

On peut s'en servir pour le tir coup par coup ou par rafales selon les circonstances.

### 2. Munitions

La mitrailleuse STEN se charge avec les cartouches LUGER 9 mm. (Parabellum). On trouve des munitions de ce type de fabrication américaine, belge, anglaise et allemande.

Quatre chargeurs complets sont fournis avec la mitrailleuse.



### 3. Montage (voir Fig. I et II)

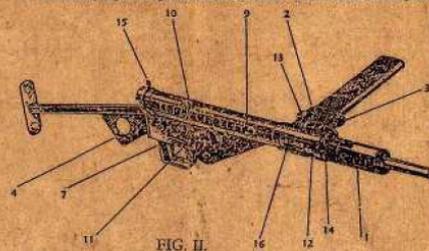
Pour faciliter l'emballage la mitrailleuse est livrée démontée. Ses quatre parties sont—

- (A) Canon avec cylindre de refroidissement.  
(B) Corps.  
(C) Croix.  
(D) Chargeur.

#### Pour assembler (A), (B) & (C)

Commencer par le canon (A) qui se trouve immédiatement derrière et au-dessus de la gâchette (7). Appuyer sur le bouton ressort (8) et engager la croix à fond, c'est-à-dire jusqu'à ce que le bouton s'encastre dans l'orifice correspondant de la croix.

Ensuite tenant la croix (c) avec la partie triangulaire perforée (4) en bas, engager le bouton (5) dans la glissière (6) qui se trouve immédiatement derrière et au-dessus de la gâchette (7). Appuyer sur le bouton ressort (8) et engager la croix à fond, c'est-à-dire jusqu'à ce que le bouton s'encastre dans l'orifice correspondant de la croix.



### 4. Préparations pour armer la mitrailleuse

Ramener le levier d'armement (3) jusqu'à ce qu'il soit en face du cran de sûreté (10). Le levier et le bouton à gauche jusqu'à ce qu'il s'engage dans le cran de sûreté. La mitrailleuse est maintenant en état de sûreté.

Vous décidez maintenant si vous désirez tirer coup par coup ou par rafales. Pour tirer par rafales, appuyer sur le bouton A situé sur le côté droit de la mitrailleuse (11). Pour le coup par coup appuyer sur le bouton B situé sur le côté gauche. On recommande le coup par coup, car le tir est plus juste et économique. Quoique l'on doive appuyer sur la gâchette pour chaque coup, avec un peu de pratique, l'on arrive à une cadence rapide de tir. Si la mitrailleuse est sur "automatique," il faut se rappeler que si l'on maintient le doigt sur la gâchette, il en résulte que l'on décharge le contenu du chargeur. L'on peut naturellement assurer le contrôle de l'automatique en appuyant et lâchant rapidement la gâchette, mais ceci demande beaucoup de pratique.

Avec la main gauche insérer un chargeur dans la graine (2) s'assurant que les boîtes sont en direction de l'avant. Engager le chargeur à fond et s'assurer qu'il est retenu en essayant de le retirer. Les chargeurs fournis sont déjà chargés. Pour les recharger voir les instructions pour se servir de l'appareil à charger (Fig. IV).

Avec la main gauche, dégager le levier d'armement du cran de sûreté et le laisser s'engager en avant jusqu'à ce qu'il soit dans la position armée. La mitrailleuse est maintenant prête pour tirer.



## Gabriel Péri

Par la Fondation Péri

**G**abriel Péri est né en 1902, à Toulon, dans une famille modeste d'origine Corse.

Il s'engage très tôt en politique et dès 1917, il adhère aux jeunesses socialistes

En 1920, alors qu'il n'a que 18 ans, sa situation familiale l'oblige à abandonner ses études après le baccalauréat. Dès lors, outre son activité professionnelle dans une entreprise de navigation, il se consacre entièrement à l'activité politique, particulièrement par la plume : il collabore à diverses publications à Aix, à Marseille et, surtout à la revue « Clarté », fondée par Henri Barbusse et Paul Vaillant Couturier.

Il ne cessera plus d'écrire, et notamment sur les questions internationales qui deviendront une des ses grandes passions.

En 1924, ce jeune homme de 22 ans va devenir le chef du service politique étrangère du journal *l'Humanité*, fonction qu'il exercera jusqu'au 25 août 1939. Député d'Argenteuil en 1932 (réélu en 1936), Gabriel Péri s'imposa très vite, à l'Assemblée Nationale, comme un parlementaire parmi les plus compétents dans le domaine des relations internationales et diplomatiques.

Si, au sein du Parti communiste et à la rédaction de *l'Humanité*, ses rapports avec beaucoup d'autres dirigeants communistes furent souvent orageux, Péri jouissait d'un prestige considérable au sein du parti, parmi les militantes et militants, aussi bien qu'à l'extérieur, en raison de ses brûlantes convictions antifascistes.

Il fut l'accusateur de l'Italie mussolinienne lors de l'agression contre l'Ethiopie et prit la défense de la République espagnole en dénonçant avec force la politique de non intervention.

Après la signature des accords de Munich il s'affirma comme le plus écouté des porte-parole de la résistance au diktat de Hitler.

La nouvelle du pacte germano-soviétique suscita son inquiétude. Néanmoins, convaincu de l'instabilité de la situation qui en découlait il s'attacha, à l'Assemblée Nationale, à montrer « qu'une attitude sentimentale et passionnelle à l'égard du traité ne servirait de rien, que le mieux serait d'essayer de faire du traité un point de départ dans le sens de la pacification générale ».



La « tiédeur » de Péri à l'égard du pacte, puis le cours suivi par le PCF faisant sienne à partir du 1er octobre 1940 la thèse de la « guerre impérialiste » contribuèrent à détériorer sensiblement ses rapports avec la direction communiste, tout particulièrement avec André Marty.

En revanche, il se réjouira, fin avril 1941, lorsque la politique d'union contre le nazisme qu'il appelait de ses vœux commença à prendre forme avec la création du Front National.

Arrêté sur dénonciation le 18 mai de la même année, il sera fusillé le 15 décembre 1941, au Mont Valérien.

Transcendé par la poésie d'Aragon il devient à la libération un mythe de la résistance à l'occupant, un héros dont le nom est donné à des dizaines de rues et de places à travers la France.

C'est pour rendre hommage à l'audace, à l'esprit libre et anticonformiste, à l'intellectuel lucide et exigeant, anticipateur, que la fondation créée par le Parti communiste et présidée par Robert Hue, s'appelle Gabriel Péri.

<http://www.gabrielperi.fr>



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France



## La Légende de Gabriel Péri

de Louis Aragon

C'est au cimetière d'Ivry  
Qu'au fond de la fosse commune  
Dans l'anonyme nuit sans lune  
Repose Gabriel Péri

Pourtant le martyr dans sa tombe  
Trouble encore ses assassins  
Miracle se peut aux lieux saints  
Où les larmes du peuple tombent

Dans le cimetière d'Ivry  
Ils croyaient sous d'autres victimes  
Le crime conjurant le crime  
Etouffer Gabriel Péri

Le bourreau se sent malhabile  
Devant une trace de sang  
Pour en écarter les passants  
Ils ont mis des gardes-mobiles

Dans le cimetière d'Ivry  
La douleur viendra les mains vides  
Ainsi nos maîtres en décident  
Par peur de Gabriel Péri

L'ombre est toujours accusatrice  
Où dorment des morts fabuleux  
Ici des hortensias bleus  
Inexplicablement fleurissent

Dans le cimetière d'Ivry  
Dont on a beau fermer les portes  
Quelqu'un chaque nuit les apporte  
Et fleurit Gabriel Péri

Un peu de ciel sur le silence  
Le soleil est beau quand il pleut  
Le souvenir a les yeux bleus  
A qui mourut par violence

Dans le cimetière d'Ivry  
Les bouquets lourds de nos malheurs  
Ont les plus légères couleurs  
Pour plaire à Gabriel Péri

Ah dans leurs pétales renaissent  
Le pays clair où il est né  
Et la mer Méditerranée  
Et le Toulon de sa jeunesse

Dans le cimetière d'Ivry  
Les bouquets disent cet amour  
Engendré dans le petit jour  
Où périt Gabriel Péri

Redoutez les morts exemplaires  
Tyrans qui massacrez en vain  
Elles sont un terrible vin  
Pour un peuple et pour sa colère

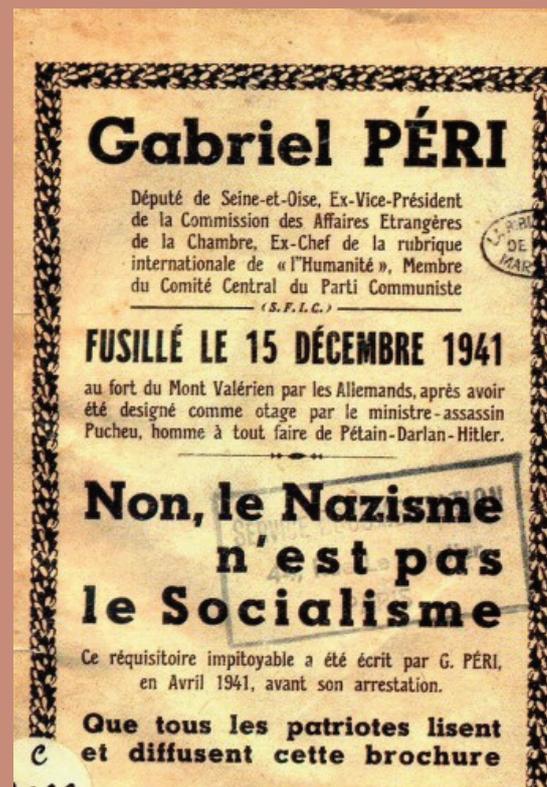
Dans le cimetière d'Ivry  
Quoi qu'on fasse et quoi qu'on efface  
Le vent qui passe aux gens qui passent  
Dit un nom Gabriel Péri

Vous souvient-il ô fusilleurs  
Comme il chantait dans le matin  
Allez c'est un feu mal éteint  
Il couve ici mais brûle ailleurs

Dans le cimetière d'Ivry  
Il chante encore il chante encore  
Il y aura d'autres aurores  
Et d'autres Gabriel Péri

La lumière aujourd'hui comme hier  
C'est qui la porte que l'on tue  
Et les porteurs se substituent  
Mais rien n'altère la lumière

Dans le cimetière d'Ivry  
Sous la terre d'indifférence  
Il bat encore pour la France  
Le coeur de Gabriel Péri





## L'appel du PCF du 10 juillet 1940

Présenté par Daniel LAURENT

**L'**Appel du 10 juillet 1940 est un texte du PCF intitulé *Peuple de France*, rédigé aux alentours du 15 juillet 1940 par Jacques Duclos, signé Thorez-Duclos « au nom du Comité Central du Parti Communiste Français ». Il aurait été tiré à environ 600 000 exemplaires et distribué entre fin juillet et août 1940. Toutes ces dates font encore l'objet de nos jours de polémiques entre historiens de tous bords.

Ce tract est très souvent cité comme témoignant de l'engagement précoce du PCF dans la Résistance mais en fait il n'appelle nulle part à la résistance contre Hitler. Il dénonce les « gouvernements indignes » qui ont déclaré la guerre à Hitler et il évoque « la France enchaînée au char » non pas de l'Allemagne hitlérienne, mais « de l'impérialisme britannique ».

Ce tract a pour cible le nouveau régime de Vichy et évite soigneusement de parler de l'Occupant en raison de la signature du pacte germano-soviétique, mais il ne propose comme alternative que la constitution d'un gouvernement communiste dont la politique se serait trouvée, dans les faits, tout autant inféodée à la politique Allemande.

### Appel du 10 Juillet 1940, texte intégral :

Notre pays connaît maintenant les terribles conséquences de la politique criminelle suivie par des gouvernements indignes, responsables de la **GUERRE**, de la **DÉFAITE**, de **L'OCCUPATION**.

Des milliers et des milliers de jeunes gens et de pères de famille sont tombés, des milliers et des milliers d'évacués chassés de leurs foyers ont connu le plus lamentable des exodes sur les routes de France, de nombreuses villes, de nombreux villages ont été détruits, des malades et des blessés souffrent dans les hôpitaux, des centaines de milliers de prisonniers se morfondent loin de leur famille, des veuves, des vieux parents, des orphelins pleurent leurs disparus.

La France meurtrie, douloureuse, trahie par ses dirigeants subit la rançon de la défaite. Voilà où nous ont conduits les politiciens à la **DALADIER**, à la **REYNAUD**, à la **MANDEL**<sup>1</sup>, qui, soutenus par un Parlement de VALETS et de corrompus, ont poussé la France à la guerre pour servir les intérêts des plouto-

crates, pour supprimer les libertés publiques, pour faire régner la terreur, écraser le peuple et porter les armes contre l'URSS, pays du socialisme (envoi de matériel de guerre aux gardes blancs finlandais et constitution de l'armée Weygand en Syrie<sup>2</sup>).

Les faits sont là qui montrent à quel point cette politique a fait faillite, à quel point elle a été néfaste. L'heure est venue de situer les responsabilités de tous ceux qui ont conduit la France à la catastrophe.

La clique des dirigeants banqueroutiers de la politique de guerre a bénéficié de l'appui de tous les partis, unis dans une même besogne de trahison et dans une même haine de la classe ouvrière et du communisme. Le Parti Radical avec ses DALADIER, ses BONNET, ses CHAUTEMPS et ses CHICHERY; le Parti Socialiste avec ses BLUM, ses SEROL, ses ZIROMSKI, ses PAUL FAURE; les Partis de droite avec FLANDIN, MARIN, Fernand LAURENT, LAVAL, CHIAPPE; l'USR avec FROSSARD, DE MONZIE, DEAT, MATRQUET; le PSF avec LA ROCQUE et YBARNEGARAY; la bande à DORIOT<sup>3</sup> et les chefs usurpateurs de la CGT, les JOUHAUX, BELIN, DUMOULIN, etc<sup>4</sup>. **SONT TOUS RESPONSABLES DES MALHEURS DE LA FRANCE.**

La malédiction de tout un peuple trahi monte vengeance vers ces hommes qui ont voulu la guerre et préparé la défaite.

A cause de ces hommes, la moitié du territoire français subit l'occupation de l'armée allemande, aux frais de la France comme l'indique le traité d'armistice.

A cause de ces hommes, le Peuple de France connaît l'humiliation de cette occupation et ne se sent pas chez lui.

Le Peuple de France voit en même temps, que le Gouvernement de traîtres et de vendus siège à Vichy en attendant de venir à Versailles, pour imiter le sinistre Thiers<sup>5</sup>, mise sur des concours extérieurs pour se maintenir au pouvoir contre la volonté de la Nation. Mais rien ne pourra empêcher que les comptes soient réglés et les masses laborieuses, en demandant que **LA FRANCE SOIT AUX FRANÇAIS**, expriment à la fois **LA VOLONTÉ D'INDÉPENDANCE DE TOUT UN PEUPLE** et sa ferme résolution de se débarrasser à tout jamais de ceux qui l'ont conduit à la catastrophe.

**SEULS LES COMMUNISTES ONT LUTTE  
CONTRE LA GUERRE !<sup>6</sup>**

- 1 : Tous les trois seront incarcérés par Vichy, condamnés à la prison à vie lors du procès de Riom, puis déportés en Allemagne par l'Occupant. Opposé à l'Armistice, Mandel a embarqué sur le *Massilia*. Rapatrié en prison en France, il sera assassiné par des Miliciens (Wikipedia).
- 2 : La France, comme les USA et la Grande-Bretagne, a tenté d'aider la Finlande attaquée par l'URSS le 30 novembre 39. A ce moment de la guerre, Allemagne et URSS, unis par le pacte germano-soviétique, sont considérés comme des alliés de fait, mais le manque de moyens militaires disponibles (on est en plein réarmement) et l'éloignement limitent la portée de l'aide. On étudiera la possibilité d'opérations navales et aériennes, le « bombardement de Bakou et de Batoum » dont il est question plus loin..
- 3 : Doriot n'est pas encore le chantre de l'Ultracollaboration avec les Nazis au moment de la rédaction du tract, mais il dirige déjà le Parti Populaire Français qu'il a fondé en 1936 après avoir quitté le Parti communiste. Le PPF, fascisant, est composé de nombre de communistes « renégats », ce qui enrage d'autant plus les chefs du Parti. Ils ont d'ailleurs la rancune tenace : ils tapent ici tout autant sur la CGT qui a fait scission et s'est éloignée du Parti en 1921.
- 4 : On le voit, dire que le spectre politique vomé par le Parti est large est un euphémisme, puisqu'il va de la droite la plus fascisante aux socialistes, soit la totalité de l'électorat non communiste..
- 6 : Adolphe Thiers est honni des Communistes pour sa répression féroce de la Commune en 1871.
- 6 : Dans la doxa communiste, l'invasion de la Pologne et celle de la petite Finlande par l'URSS en 1939 ne sont pas considérées comme des agressions



Seul, debout dans la tempête, fidèle à sa politique de paix, notre Grand Parti Communiste s'est dressé contre la guerre, comme il s'était dressé seul contre l'occupation de la Ruhr par Poincaré, parce qu'il a toujours été **CONTRE L'OPPRESSION D'UN PEUPLE PAR UN AUTRE PEUPLE**

Nous, Communistes, nous avons défendu le Pacte germano-soviétique parce qu'il était un facteur de paix, et dès le premier mois de la guerre, alors que la répression s'était abattue sur nous, face à tous les profiteurs, affairistes et politiciens pour qui la guerre était une fructueuse entreprise **NOUS AVONS RÉCLAMÉ LA PAIX** par l'envoi d'une lettre des Députés Communistes au Président de la Chambre.

C'est pour cela que ces députés ont été emprisonnés et condamnés, c'est pour cela que des milliers de communistes ont été jetés dans les cachots et les camps de concentration cependant que, sous la menace de la prison et du peloton d'exécution, nos militants ont continué vaillamment la lutte pour la Paix.

Désormais, chaque Français est à même de constater que si les propositions communistes, toutes de clairovoyance et de sagesse avaient été suivies, la guerre avec ses désastres aurait été épargnée à notre pays. Mais les **GOVERNANTS FRANÇAIS QUI N'ONT PAS VOULU LA PAIX** ne se sont pas préparés à la guerre et ont sciemment organisé la trahison.

Avant la grande offensive allemande de Mai dernier, politiciens et généraux français ont fait la guerre à l'intérieur contre les ouvriers et en même temps ils ont désorganisé la production, saboté la fabrication des chars et des avions, puisé dans les stocks de l'armée française pour ravitailler les réactionnaires finlandais. Ils n'ont rien prévu, rien organisé, ils ont renoué la tradition d'incurie criminelle des généraux du Second Empire. Tous ces hommes, civils et militaires, ont trahi la France et sont indignes de la moindre parcelle de confiance.

Seul, un Parti a vu clair, seul, un Parti a eu raison, seul, un Parti n'a été ni dupe, ni complice, seul un Parti a eu le courage de lutter; ce Parti, **C'EST LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, PARTI DU PEUPLE, AU SERVICE DU PEUPLE.**

## **LA FRANCE VEUT VIVRE LIBRE ET INDEPENDANTE**

La France encore toute sanglante veut vivre libre et indépendante.

Le Peuple de France veut régler lui-même, conformément à ses traditions et à son génie, les questions sociales et politiques surgies de la trahison des classes possédantes. La France ne veut pas être mise au pas par les aventuriers de Vichy.

Jamais un grand peuple comme le nôtre ne sera un peuple d'esclaves et si, malgré la terreur ce peuple a su, sous les formes les plus diverses, montrer sa réprobation de voir la France enchaînée au char de l'impérialisme britannique, il saura signifier aussi à la bande actuellement au pouvoir, **SA VOLONTÉ D'ÊTRE LIBRE.**

Les politiciens, civils et militaires, à la solde du capitalisme ont conduit le Peuple de France à la guerre sous prétexte de **DÉFENDRE LA LIBERTÉ** et, aujourd'hui ils imposent leur dictature.

Parce qu'ils ne veulent pas rendre de comptes, parce qu'ils veulent que les ploutocrates puissent s'enrichir de la défaite comme ils se sont enrichis de la guerre, **CELA NE DOIT PAS ÊTRE; CELA NE SERA PAS !** La France ne deviendra pas une sorte de pays colonisé, la France au passé si glorieux ne s'agenouillera pas devant une équipe de valets prête à toutes les besognes.

La France doit se relever, elle se relèvera, il le faut, dans l'intérêt même de la fraternité des peuples, que, de toutes façons nous voulons.

La France doit se relever en tant que grand Pays avec son industrie et son agriculture. Aucun travailleur français ne pourrait admettre que soient anéanties ou laissées à l'abandon les richesses industrielles de la France qui doivent revenir à la collectivité nationale.

La France doit se relever, mais elle ne se relèvera que par le travail et dans la liberté. Les usines doivent toutes rouvrir et travailler pour les besoins quotidiens des hommes; les paysans doivent être ramenés à leur terre d'où la guerre les a chassés en grand nombre. Ce n'est pas en enrôlant des jeunes gens, ainsi que semblent vouloir le faire les traîtres de Vichy, pour les amener à la campagne comme des serfs, que seront résolus les problèmes économiques posés devant notre pays.

La France doit se relever pour être une terre de travail et de liberté, mais non une terre de servitude et de misère

## **QUI DONC PEUT RELEVER LA FRANCE ?**

Qui peut relever la France ? C'est la question qui se pose.

Ce ne sont ni les généraux battus, ni les affairistes, ni les politiciens tarés qui peuvent relever la France; ils ne sont bons qu'à la trahir et à la vendre. Ce n'est pas dans les milieux corrompus du capitalisme que peuvent se trouver les éléments de la renaissance nationale. C'est dans le Peuple que résident les grands espoirs de libération nationale et sociale.

Et c'est seulement autour de la classe ouvrière ardente et généreuse, pleine de confiance et de courage, parce que l'avenir lui appartient; c'est seulement autour de la classe ouvrière guidée par le Parti Communiste, Parti de propriété, d'honneur et d'héroïsme, que peut se constituer **LE FRONT DE LA LIBERTÉ, DE L'INDEPENDANCE ET DE LA RENAISSANCE DE LA FRANCE.**

Nous appelons à s'unir pour sauver notre pays, pour l'arracher des mains de ceux qui l'ont conduit au désastre, les Paysans, les Petites Gens qui ont été si abominablement trompés par le Parti Radical, les Travailleurs socialistes que le Parti de Blum et de Paul Faure ainsi que les chefs traîtres de la CGT ont placé à la remorque des potentats du capital, les travailleurs chrétiens à qui les princes de l'Église ont prêché la confiance en des gouvernements indignes, tous les Français honnêtes qui veulent que la France se relève et se libère des chaînes du capitalisme qui a préparé le désastre pour détruire les conquêtes sociales de 1936.

**L'UNITE DE LA NATION PEUT SE FAIRE.** Elle doit se faire et elle peut se faire tout de suite, pour alléger le fardeau de misère qui pèse sur notre pays. Que tous les hommes et femmes de bonne volonté,



que les vieux et les jeunes s'unissent à la ville, au village, partout, en des comités populaires de solidarité et d'entraide, pour organiser l'assistance aux réfugiés, aux malheureux, aux démobilisés, aux chômeurs, aux malades, aux blessés; pour organiser le ravitaillement qui, dans de nombreuses communes isolées n'est pas assuré; pour créer d'un bout à l'autre du Pays, un esprit de solidarité fraternité fondé sur le principe « **UN POUR TOUS, TOUS POUR UN** ».

## LA FRANCE AU TRAVAIL

Mais s'il faut panser les plaies, il faut aussi reconstruire; reconstruire pour le bien de la collectivité et non pour fournir l'occasion de nouveaux profits aux maîtres et protégés de ces Messieurs du gouvernement de Vichy,

**IL FAUT REMETTRE LA FRANCE AU TRAVAIL**, mais en attendant, il faut assurer le pain quotidien aux sans-travail. Et pour remettre le pays au travail il faut mobiliser les ressources de la Nation, **EN CONFISQUANT TOUS LES BÉNÉFICES DE GUERRE ET EN EFFECTUANT UN PRÉLÈVEMENT MASSIF SUR LES GROSSES FORTUNES.**

**IL FAUT REMETTRE LA FRANCE AU TRAVAIL**, mais pour cela les voleurs capitalistes doivent être mis hors d'état de nuire, les mines, les banques, les chemins de fer, les chutes d'eau et autres grosses entreprises doivent être restitués à la Nation.

**IL FAUT REMETTRE LA FRANCE AU TRAVAIL**, mais pour cela il faut assurer aux petits et moyens paysans des livraisons d'engrais à bas prix, livraisons que rendrait possibles le retour à la collectivité nationale des industries chimiques, et il faut aussi remettre à ceux qui les travaillent les grosses propriétés foncières appartenant aux banquiers, seigneurs et autres exploiters du Peuple.

**IL FAUT REMETTRE LA FRANCE AU TRAVAIL**, mais pour cela il faut que les pouvoirs publics au lieu de se désintéresser du sort des paysans fassent droit à leurs revendications ;

a) paiement des récoltes détruites ou perdues du fait de la guerre;  
b) livraison de semences sélectionnées;  
c) paiement de dommages pour la reconstruction des maisons détruites et le renouvellement des instruments aratoires détériorés ou anéantis, ce qui donnera du travail à de nombreux ouvriers; d) livraison d'animaux aux paysans sinistrés pour la reconstitution du cheptel; e) versement d'une indemnité aux petits paysans sinistrés pour qu'ils puissent vivre en attendant la prochaine récolte.

**IL FAUT REMETTRE LA FRANCE AU TRAVAIL**, sans subordonner la reprise de l'activité économique du pays au profit des capitalistes, et en s'attaquant, au contraire, aux privilèges des classes possédantes.

## LES DROITS DES PEUPLES

**LE PEUPLE A LE DROIT D'EXIGER** que son travail profite à la collectivité et non à quelques parasites ca-

pitalistes, et il a le droit de demander des comptes à ceux qui ont fait le malheur du pays, fauteurs et profiteurs de guerre, ministres d'hier et d'aujourd'hui, généraux traîtres et incapables.

**LE PEUPLE A LE DROIT D'EXIGER** la mise en accusation des responsables de la guerre et des désastres de la France.

**LE PEUPLE A LE DROIT D'EXIGER** la libération des défenseurs de la Paix et le rétablissement dans leurs droits et fonctions des élus qui ont combattu la guerre<sup>7</sup>.

**LE PEUPLE A LE DROIT D'EXIGER** l'abrogation des mesures de lotion prises contre les groupements politiques, syndicaux, coopératifs, culturels et autres en raison de leur hostilité à la guerre<sup>8</sup>.

**LE PEUPLE A LE DROIT D'EXIGER** le rétablissement des libertés syndicales et le rétablissement dans leurs fonctions des délégués élus et des conseillers prudhommes déchus par le gouvernement des fauteurs de guerre.

**LE PEUPLE A LE DROIT D'EXIGER** la parution en toute liberté des journaux en qui il avait confiance, qui lui disaient la vérité et qui ont été interdits à cause de cela<sup>9</sup>.

**LE PEUPLE A LE DROIT D'EXIGER** que soient reconnus les droits sacrés des mutilés, des veuves, des orphelins, des vieux parents dont le fils a été tué. Les victimes de la guerre ne laisseront pas Pétain déclarer que l'État ne fera rien pour elles en même temps que les profiteurs de guerre gardent les milliards volés au Pays.

Mais ces droits, le Peuple devra les imposer par son union et par son action.

## UNE PAIX VERITABLE

Le Peuple français qui paie si cher les crimes des fauteurs de guerre, veut de toutes ses forces la Paix dans l'indépendance complète et réelle de la France. Il n'y a de Paix véritable que dans l'indépendance des peuples et les Communistes qui revendiquent pour la France le droit à son indépendance, proclament aussi le droit à l'indépendance des peuples coloniaux asservis par les impérialistes.

Au surplus, le Peuple de France peut constater que c'est guidés par la haine du peuple que les gouvernants français nous ont conduits à la guerre et se préparaient à attaquer le Pays du Socialisme comme le prouvent les télégrammes échangés entre Gamelin et Weygand sur le bombardement de Bakou et de Bataoum.

L'URSS de Lénine et de Staline, pays du Socialisme et espoir des travailleurs du monde, est le rempart de la Paix comme elle vient de le montrer une fois de plus en réglant pacifiquement avec la Roumanie la question de la Bessarabie et de la Bukovine du Nord.

En défendant le pacte germano-soviétique, en août 1939, nous avons opposé à la politique des fauteurs de guerre, la politique stalinienne de paix et au-

7 : Le Parti est interdit depuis le 26 septembre 1939 et ses cadres en fuite ou en prison à ce moment.

8 : Comme le parti lui-même, toutes les institutions d'obédience communiste ont été interdites.

9 : Il y a eu des approches faites par certains dirigeants auprès des autorités d'occupation en juin 40 afin qu'elles permettent la réparation de l'Humanité. Elles seront désavouées par Maurice Thorez, réfugié en URSS, puis par l'Internationale communiste qui avait d'abord laissé faire (Wikipedia).

# DERNIERE GUERRE MONDIALE



aujourd'hui, nous avons conscience de servir la cause de la paix et de l'indépendance de notre pays, en demandant la conclusion d'un pacte d'amitié franco-soviétique.

## UN GOUVERNEMENT DU PEUPLE

Pour relever la France, pour remettre la France au travail, pour assurer son indépendance dans la Paix, pour assurer la sauvegarde des droits du Peuple, pour libérer notre Pays des chaînes de l'exploitation capitaliste et de l'oppression il faut chasser le Gouvernement de traîtres et de valets dont le chef Pétain a dit cyniquement aux blessés, aux réfugiés, à ceux qui ont tout perdu « **L'ÉTAT NE PEUT RIEN POUR VOUS** ».

Le gangster de la politique Laval, le radical staviskrate Chautemps<sup>10</sup>, les Socialistes Rivière et Février, le PSF Ybarnegaray et autres politiciens vendus à la Frossard et à la Marquet ont imposé la Constitution de Vichy pour faire peser sur le Peuple de France **LA DICTATURE DES FORBANS**.

Avec la Constitution de ces Messieurs, plus de liberté d'opinion, de presse, d'association, plus de libertés syndicales, plus de pensions pour les anciens combattants, plus d'assurances sociales, plus d'élections pour désigner les membres de la Chambre qui seront nommés par les Ministres, et puis enfin, un seul Parti autorisé, le Parti de Laval, La Rocque, Doriot, Chautemps, Frossard, Rivière, Février et Cie.

La complicité du Parti Radical et du Parti Socialiste a permis à Pétain de se faire nommer dictateur, mais derrière lui c'est Laval, son remplaçant éventuel qui détient le pouvoir. A peine les ministres radicaux et socialistes avaient-ils assuré l'étranglement des libertés publiques qu'ils disparaissent de la scène pour laisser place aux réactionnaires Lemery et Piétri et à M. Mireaux, directeur du « **TEMPS** », « la bourgeoisie faite journal », comme disait autrefois Jules Guesde.

Ce gouvernement de honte où se retrouvent aux côtés de militaires battus, les Bazaine de 1940, et aux côtés d'affairistes notoires, des politiciens tarés, déshonore la France.

Voilà travailleurs et démocrates français les résultats de la politique de Daladier, Blum et consorts qui, en frappant le Parti communiste français, ont préparé la destruction des libertés républicaines dans notre pays et viennent d'aider Laval-Marquet et Weygand à devenir les maîtres de la France.

Mais le Peuple de France ne se laissera pas faire. A la ville, dans les campagnes, dans les usines, dans les casernes doit se **LE FRONT DES HOMMES LIBRES CONTRE LA DICTATURE DES FORBANS**.

A la porte le gouvernement de Vichy ! A la porte le gouvernement des ploutocrates<sup>11</sup> et des profiteurs de guerre !

C'est un tout autre gouvernement qu'il faut à la France.

Un gouvernement que l'unité de la Nation rendra possible demain; un gouvernement **QUI SERA LA RENAISSANCE NATIONALE** composé d'hommes honnêtes et courageux de travailleurs manuels et intellectuels n'ayant trempé en rien dans les crimes et

combinaisons malpropres de la guerre; un gouvernement du Peuple, tirant sa force du Peuple, **DU PEUPLE SEUL** et agissant exclusivement dans l'intérêt du Peuple.

Voilà ce que pense le Parti Communiste, voilà ce qu'il te dit, Peuple de France, en ces heures douloureuses en t'appelant à t'unir dans tes Comités populaires de solidarité et d'entraide, dans les syndicats, dans les usines, les villes, les villages, sans oublier jamais que tous unis, nous relèverons la France, nous assurerons sa liberté, sa prospérité et son indépendance.

Sous le signe de la lutte contre le régime capitaliste générateur de misère et de guerre, d'exploitation et de corruption, qui a déjà disparu sur un sixième du Globe en URSS, sous le signe de l'unité et de l'indépendance de la Nation; sous le signe de la fraternité des Peuples, nous serons les artisans de la renaissance de la France.

A bas le capitalisme générateur de misère et de guerre !

Vive l'Union Soviétique de Lénine et Staline, espoir des travailleurs du Monde.

Vive l'unité de la Nation Française.

Vive la France libre et indépendante.

Vive le **PARTI COMMUNISTE FRANCAIS**, espoir du Peuple de France.

Vive **LE GOUVERNEMENT DU PEUPLE** au service du Peuple !

Au nom du comité central  
du Parti communiste Français  
**Jacques DUCLOS**  
Secrétaire

**MAURICE THOREZ**  
Secrétaire Général



**Jacques Duclos (1896-1975)**



**Maurice Thorez (1900-1964)**

**10 :** Qualificatif péjoratif tiré du nom d'Alexandre Stavisky. L'affaire Stavisky, qui tourne au scandale politique, amène l'opprobre sur les Radicaux.  
**11 :** Ploutocrate : homme riche et influent. Hitler fait également grand usage du terme dans ses discours.



## Le pacte germano-soviétique

Par Daniel LAURENT

**F**in mai 1939, Staline et Molotov ont de gros problèmes: où qu'ils tournent leurs regards, l'URSS est en danger.

En mars de cette année 1939, les Allemands ont envahi ce qui restait de la Tchécoslovaquie, créé un État slovaque et érigé le reste en «Protectorat de Bohême».

Le 1er avril, Franco a proclamé la fin de la Guerre civile en Espagne.

Si on exclut le territoire soviétique, l'Allemagne domine plus de la moitié de l'Europe, et s'offre même le luxe de la couper en deux. Elle a absorbé l'Autriche en 1938 et possède désormais comme alliés ou clients: l'Italie, la Hongrie, l'Espagne, la Roumanie, la Bulgarie, la Finlande et la Grèce du fasciste Metaxas. Elle peut aussi compter sur l'appui des Oustachi croates, et sur la neutralité bienveillante de la Turquie, son ancienne alliée.

L'année précédente, en 1938, Paris et Londres n'ont réussi à convaincre ni Varsovie ni Prague de laisser transiter l'Armée Rouge sur leur territoire en cas de conflit avec l'Allemagne au sujet des Sudètes. Ce qui a amené les deux alliés à se coucher lamentablement le 30 septembre 1938 en signant les Accords de Munich. Bien renseigné, Staline SAIT que ce sont les Français et les Anglais qui ont FORCÉ Benes à signer les accords auxquels les Tchèques n'avaient même pas été invités.

Il y a bien une «mission» occidentale qui vient pour «explorer les modalités d'un accord» similaire à celui de 1914, mais ils viennent en bateau; pas pressés,...

« Les diplomates britanniques et français ont traité le gouvernement soviétique avec une telle désinvolture

que nous aurions, nous travaillistes, agi comme Staline et signé l'acte du 23 août 1939. »<sup>1</sup>

Echec donc malgré les efforts du Général Doumenc<sup>2</sup>.

Hitler joue sur du velours et sa manipulation va parfaitement fonctionner. Il sait que Staline n'a pas ou plus d'alliés à l'Ouest, il sait que sa prochaine agression de la Pologne va déclencher la guerre et il a programmé que, après avoir écrasé les Occidentaux, il va s'occuper de choses plus sérieuses, à savoir son espace vital à l'est.

Ce qu'il fera d'ailleurs à un cigare prêt, pardon, a un détail prêt, détail appelé Winston Churchill qui d'ailleurs avait senti venir le Pacte comme il le dit dans ses Mémoires :

« Du côté des Soviétiques, il faut dire que c'était une nécessité vitale de maintenir les armées allemandes sur des bases de départ aussi éloignées à l'Ouest que possible (...) Aujourd'hui leurs frontières passaient beaucoup plus loin à l'Est que lors de la précédente guerre. Il leur fallait occuper les Etats baltes et une grande partie de la Pologne par la force ou par la ruse avant d'être eux-mêmes attaqués. La politique qu'ils pratiquaient dénotait un grand sang-froid et elle était même, en l'occurrence, réaliste au plus haut point. »<sup>3</sup>

Hitler l'a parfaitement compris et offre à Staline un morceau de la Pologne dans les clauses secrètes du Pacte. De quoi rassurer le petit père du peuple !

Ces clauses secrètes restèrent inconnues pendant longtemps, les archives allemandes étant silencieuses et, bien sur, les Soviétiques et leurs successeurs honteux de s'être fait ainsi escroquer en traitant avec Hitler.<sup>4</sup>



Au premier rang de gauche à droite, Joachim von Ribbentrop, Staline et Vyacheslav Molotov, 23 août 1939

© AFP

1 : Citation du leader travailliste Clément Attlee.

2 : Voir François Delpla, *Les Papiers secrets du général Doumenc*, Orban, 1992

3 : Sir Winston Churchill, *Mémoires de guerre : Tome 1, 1919 - Février 1941*, Tallandier, 2009

4 : Voir Guy Durandin, *Les protocoles "annexes" du pacte germano-soviétique Un secret entretenu pendant cinquante ans*, revue *Historiens & Géographes*, numéro 382, mars 2003.



Il est toujours question du Pacte d'août 39. En fait, il fut suivi de nombreuses autres clauses, voir le texte intégral ci-dessous. La dernière en date est du 10 janvier 1941 et vaut son pesant de roubles :

Alors que Hitler prépare Barbarossa depuis juillet 1940, et sait que l'opération sera déclenchée en juin 1941, il autorise Von Schulenburg, son dernier ambassadeur à Moscou, à faire jouer le 10 janvier 1941 une clause secrète qui précisait :

1. Le gouvernement allemand renonce à ses prétentions sur la partie du territoire de la Lituanie mentionnée dans le protocole additionnel secret du 28 septembre 1939 et indiquée sur la carte jointe à ce protocole.

2. Le gouvernement de l'Union des républiques socialistes soviétiques est prêt à compenser auprès du gouvernement de l'Allemagne le territoire indiqué par l'article 1 du présent protocole en versant à l'Allemagne une somme de 7,5 millions de dollars-or, équivalant à 31,5 millions de marks allemands.

La clause prévoit un paiement dans les 3 mois, soit jusqu'au 10 avril 1941. Les derniers panzers produits

avant Barbarossa le furent avec de l'argent soviétique, ce qui a du bien faire rire le Führer. Les Ivans de l'Armée Rouge auraient apprécié s'ils l'avaient su, sans parler des Lituanais...

Le Pacte déclencha en Occident des réactions scandalisées, des sévères mesures anticommunistes et un grand désarroi chez les militants communistes, voir détails dans ce numéro.

## Bibliographie

François Delpla, *Churchill et Hitler*, Editions du Rocher, 2012

Guy Durandin, *Les protocoles "annexes" du pacte germano-soviétique, un secret entretenu pendant cinquante ans*, revue *Historiens & Géographes* numéro 382, mars 2003.

Jean Huck, *Les origines du Pacte Germano-Soviétique*, <http://blogs.mediapart.fr/blog/jean-huck/280513/les-origines-du-pacte-germano-sovietique> mai 2013

Roger Maria, *De l'accord de Munich au pacte germano-soviétique du 23 août 1939*, l'Harmattan, 2000.





## PACTE DE NON AGRESSION DU 23 AOÛT 1939 (texte intégral)

Le gouvernement du Reich allemand et le gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, guidés par le désir de consolider la paix entre l'Allemagne et l'URSS et se fondant sur les prescriptions fondamentales du traité de neutralité de 1926 ont arrêté ce qui suit :

**Article premier.** Les deux parties contractantes s'engagent à s'abstenir entre elles de tout acte de violence, de toute action agressive et de toute agression, et cela aussi bien isolément qu'en liaison avec d'autres puissances.

**Article 2.** Au cas où l'une des deux parties contractantes serait l'objet d'un acte de guerre de la part d'une autre puissance, l'autre partie n'assistera, sous aucune forme, cette tierce puissance.

**Article 3.** Les gouvernements des deux parties contractantes resteront à l'avenir constamment en contact, par voie de consultation, pour s'informer réciproquement des questions touchant leurs intérêts communs.

**Article 4.** Aucune des deux parties contractantes ne participera à un groupement de puissances dirigé, directement ou indirectement, contre l'autre partie.

**Article 5.** Au cas où des différends ou des conflits surgiraient entre les deux parties sur des questions de telle ou telle nature, les deux parties apureraient ces différends ou ces conflits exclusivement par la voie d'un échange de vues amical, ou, si nécessaire, par des commissions d'arbitrage.

**Article 6.** Le présent traité est conclu pour une période de dix ans, avec cette stipulation que, si l'un des deux contractants ne le dénonce pas une année avant l'expiration de ce délai, la durée de la validité de ce traité sera considérée comme prolongée automatiquement pour une période de cinq ans.

**Article 7.** Le présent traité devra être ratifié dans le plus bref délai possible. Les instruments de ratification seront échangés à Berlin. Le traité entre en vigueur dès le moment de sa signature.

Fait en deux originaux, en russe et en allemand.

Moscou, le 23 août 1939.

Pour le gouvernement allemand : J. Von Ribbentrop.

Avec pleins pouvoirs du gouvernement de l'URSS : V. Molotov

## PROTOCOLE SECRET

Les représentants plénipotentiaires des deux parties ont discuté de manière confidentielle la question des frontières de leurs sphères d'influence en Europe orientale. Ces conversations ont abouti aux conclusions suivantes :

1. En cas de réorganisation territoriale ou politique des zones appartenant aux États baltes — Finlande, Estonie, Lettonie, Lituanie — la frontière nord de la Lituanie sera la frontière entre les sphères d'intérêt de l'Allemagne et de l'URSS. Dans cette perspective, les parties contractantes reconnaissent les intérêts de la Lituanie dans la région de Vilno.

2. En cas de réorganisation territoriale et politique dans les régions faisant partie de l'État polonais, la frontière entre les sphères d'intérêt de l'Allemagne et de l'URSS devra passer approximativement le long des rivières Narev, Vistule et San. La question de savoir si l'existence ultérieure d'un État polonais indépendant correspond aux intérêts des deux parties contractantes, et quelles seront les frontières de cet État, ne pourra être définitivement résolue qu'à la faveur de l'évolution politique future. Mais dans tous les cas, les deux gouvernements régleront cette question par accord amical.

3. En ce qui concerne l'Europe du Sud-est, la partie soviétique a attiré l'attention sur les intérêts de l'URSS sur la Bessarabie. La partie allemande déclare son désintéressement politique total dans ces régions.

4. Les deux parties garderont ce protocole strictement secret.

Moscou, le 23 août 1939.

Pour le gouvernement allemand : Joachim von Ribbentrop

Avec pleins pouvoirs du gouvernement de l'URSS : V. Molotov



## TRAITÉ GERMANO-SOVIÉTIQUE DE DÉLIMITATION ET D'AMITIÉ DU 28 SEPTEMBRE 1939

Le Gouvernement du Reich et le Gouvernement de l'U.R.S.S., après l'écroulement de l'ex-État polonais, considèrent exclusivement comme leur tâche de rétablir l'ordre et le calme dans ces territoires et d'assurer aux populations qui y sont établies une existence pacifique répondant à leur originalité ethnique.

Dans ce dessein, les deux Gouvernements ont convenu ce qui suit :

**Article premier.** Le Gouvernement du Reich et le Gouvernement de l'U.R.S.S. fixent comme frontière des intérêts d'empire réciproques dans le territoire du ci-devant État polonais, la ligne qui se trouve tracée dans la carte ci-jointe et qui doit être décrite plus en détail dans un protocole complémentaire.

**Article 2.** Les deux Parties reconnaissent la frontière des intérêts d'empire réciproques fixée à l'article premier comme définitive, et déclineront toute espèce d'immixtion de tierces Puissances dans ce règlement.

**Article 3.** Les mesures de restauration politique nécessaires sont prises, dans les territoires à l'ouest de la ligne indiquée à l'article premier, par le Gouvernement du Reich ; dans les territoires à l'est de cette ligne, par le Gouvernement de l'Union soviétique.

**Article 4.** Les deux Gouvernements considèrent le présent règlement comme un fondement assuré pour le développement et le progrès des relations amicales entre leurs peuples.

**Article 5.** Ce Traité sera ratifié, et les instruments de ratification seront échangés, aussitôt que possible. Le Traité entre en vigueur au moment de sa signature.

Fait en deux originaux, en russe et en allemand.

Moscou, le 28 septembre 1939

Pour le gouvernement du Reich allemand : von Ribbentrop

Pour le gouvernement de l'URSS : V. Molotov

### Annexe

La ligne frontière commence à la pointe méridionale de la Lituanie ; va, de là, en direction générale occidentale, du nord d'Augustowo à la frontière du Reich et suit cette dernière frontière jusqu'à la rivière Pisa.

De là, elle suit le cours de la Pisa jusqu'à Ostrolenka ; ensuite, elle suit le Bug jusqu'à Keystnopol, tourne vers l'ouest et se dirige au nord de Rawa-Ruska et de Lubaczow jusqu'au San. Elle suit alors le San jusqu'à sa source.

### PROTOCOLE CONFIDENTIEL DU 28 SEPTEMBRE 1939

Le gouvernement de l'URSS ne mettra pas d'obstacles au désir éventuel de nationaux allemands, ou d'autres personnes d'origine allemande, résidant dans sa sphère d'influence, d'émigrer vers l'Allemagne ou vers la sphère d'influence allemande.

Il est d'accord pour que ces déplacements soient organisés par des agents du gouvernement du Reich en collaboration avec les autorités locales compétentes, et pour que les droits de propriété des émigrants soient sauvegardés.

Une obligation correspondante incombe au gouvernement du Reich en ce qui concerne les personnes d'origine ukrainienne ou biélorusse résidant dans sa sphère d'influence.

Pour le gouvernement du Reich allemand : von Ribbentrop

Pour le gouvernement de l'URSS : V. Molotov



## **PROTOCOLE ADDITIONNEL SECRET DU 28 SEPTEMBRE 1939**

Les plénipotentiaires soussignés constatent l'accord suivant entre le gouvernement allemand et le gouvernement de l'URSS.

Le protocole additionnel secret du 23 août 1939 est modifié dans l'article 1, dans la mesure où le territoire de l'État lituanien est rattaché à la sphère d'intérêts de l'URSS et où, d'autre part, la province de Lublin et les parties de celle de Varsovie sont rattachées à la sphère d'intérêts de l'Allemagne (voir la carte annexée au traité de délimitation et d'amitié entre l'URSS et l'Allemagne). Dès que le gouvernement de l'URSS aura pris sur le territoire lituanien des mesures spéciales visant à la protection de ses intérêts, la frontière germano-lituanienne sera rectifiée dans le but de parvenir à un tracé simple et naturel, le territoire lituanien situé au sud-ouest de la ligne indiquée sur la carte revenant à l'Allemagne.

Il est constaté d'autre part que les accords économiques en vigueur entre l'Allemagne et la Lituanie ne doivent pas être affectés par les mesures ci-dessus indiquées de l'Union soviétique.

Pour le gouvernement du Reich allemand : von Ribbentrop

Pour le gouvernement de l'URSS : V. Molotov

## **PROTOCOLE ADDITIONNEL SECRET DU 28 SEPTEMBRE 1939**

Les plénipotentiaires soussignés, en concluant le Traité germano-soviétique de délimitation et d'amitié, se sont déclarés d'accord sur ce qui suit :

Les deux parties ne toléreront sur leurs territoires aucune agitation polonaise susceptible d'affecter le territoire de l'autre partie. Elles mettront fin à une telle agitation dès son origine et se renseigneront mutuellement sur les dispositions prises à cet effet.

Pour le gouvernement du Reich allemand : von Ribbentrop

Pour le gouvernement de l'URSS : V. Molotov

## **DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT DU REICH ET DU GOUVERNEMENT DE L'UNION SOVIÉTIQUE DU 28 SEPTEMBRE 1939**

Le Gouvernement du Reich et le Gouvernement de l'Union soviétique, ayant réglé par l'arrangement signé aujourd'hui, définitivement, les questions qui découlent de la dissolution de l'État polonais et ayant ainsi créé une base sûre pour une paix durable en Europe orientale, expriment en commun l'opinion qu'il correspondrait aux véritables intérêts de toutes les nations de mettre fin à l'état de guerre qui existe entre l'Allemagne d'une part, la France et l'Angleterre, d'autre part.

Les deux Gouvernements entreprendront donc des efforts communs, le cas échéant, d'accord avec d'autres Puissances amies pour parvenir le plus rapidement possible à ce but.

Si, toutefois, les efforts des deux Gouvernements restaient sans succès, le fait serait alors constaté que l'Angleterre et la France sont responsables de la continuation de la guerre. Dans le cas de cette continuation, les Gouvernements d'Allemagne et de l'Union soviétique se consulteraient réciproquement sur les mesures nécessaires.

Von Ribbentrop, Molotov



## PROTOCOLE SECRET DU 10 JANVIER 1941

Le comte von Schulenburg, au nom du gouvernement du Reich allemand, d'une part, V.M. Molotov, au nom du gouvernement de l'URSS d'autre part, se sont mis d'accord sur ce qui suit :

1. Le gouvernement allemand renonce à ses prétentions sur la partie du territoire de la Lituanie mentionnée dans le protocole additionnel secret du 28 septembre 1939 et indiquée sur la carte jointe à ce protocole.
2. Le gouvernement de l'Union des républiques socialistes soviétiques est prêt à compenser auprès du gouvernement de l'Allemagne le territoire indiqué par l'article 1 du présent protocole en versant à l'Allemagne une somme de 7,5 millions de dollars-or, équivalant à 31,5 millions de marks allemands.

Le règlement de ce montant de 31,5 millions de marks sera assuré par le gouvernement de l'URSS de la manière suivante : un huitième, soit 3 millions 937 500 marks, sera réglé par la livraison de métaux non ferreux pendant les trois mois suivant la signature du présent protocole ; les sept huitièmes restant, soit 27 millions 562 500 marks, seront réglés en or et viendront en déduction des paiements en or dus par l'Allemagne à la date du 11 février 1941 conformément à l'échange de lettres entre M. Schnurre, président de la délégation économique allemande, et A.I. Mikoïan, commissaire du peuple au commerce extérieur de l'URSS, dans la cadre de la signature de l'accord du 10 janvier 1941 « sur les livraisons mutuelles à effectuer pendant la seconde période d'application de l'accord économique du 11 février 1940 entre l'Allemagne et l'URSS ».

Moscou, le 10 janvier 1941

Pour le gouvernement du Reich allemand : Von Schulenburg

Sur instruction du gouvernement de l'URSS : V. Molotov

### L'ambassadeur d'Allemagne en URSS (Schulenburg) au Ministère allemand des Affaires Étrangères

#### Télégramme

Moscou, le 9 septembre 1939,  
0 h 56 du matin  
Reçu à Berlin le 9 septembre 1939,  
5 h du matin

Je viens de recevoir de Molotov le message téléphonique suivant :

*« J'ai reçu votre communication concernant l'entrée des troupes allemandes à Varsovie.*

*Veillez transmettre mes félicitations et mes salutations au Gouvernement du Reich allemand.*

Molotov »



## Le programme du conseil national de la Résistance

Présenté par Daniel LAURENT

**L**e Programme du Conseil national de la Résistance est un texte adopté dans la clandestinité et à l'unanimité par le CNR le 15 mars 1944.

Ce texte comprend deux parties, un « plan d'action immédiate » qui concerne l'action de la Résistance intérieure française à mener dans l'immédiat dans la perspective de la Libération et les « mesures à appliquer dès la Libération du territoire », sorte de programme de gouvernement qui comprend à la fois des mesures ayant trait à l'épuration et des mesures à beaucoup plus long terme comme le rétablissement du suffrage universel, les nationalisations ou la sécurité sociale.

L'histoire a plus retenu la seconde partie, car la majorité des propositions avait pour ambition de modeler une nouvelle forme de société.

Ce programme est un véritable programme commun de modernisation de la société civile et politique adopté par toutes les forces politiques présentes au sein de la Résistance française.

Il fut appliqué par le Gouvernement provisoire de la République française qui fut au pouvoir sous la présidence du général de Gaulle de juin 1944 à janvier 1946 puis, avec moins d'énergie, par les gouvernements Félix Gouin et Georges Bidault jusqu'à octobre 1946.

### TEXTE INTEGRAL

Née de la volonté ardente des Français de refuser la défaite, la RÉSISTANCE n'a pas d'autre raison d'être que la lutte quotidienne sans cesse intensifiée.

Cette mission de combat ne doit pas prendre fin à la Libération. Ce n'est, en effet, qu'en regroupant toutes ses forces autour des aspirations quasi unanimes de la Nation, que la France retrouvera son équilibre moral et social et redonnera au monde l'image de sa grandeur et la preuve de son unité.

Aussi les représentants des organisations de la RÉSISTANCE, des centrales syndicales et des partis ou tendances politiques groupés au sein du C.N.R., délibérant en assemblée plénière le 15 mars 1944, ont-ils décidé de s'unir sur le programme suivant, qui comporte à la fois un plan d'action immédiate contre l'opresseur et les mesures destinées à instaurer, dès la Libération du territoire, un ordre social plus juste.

#### I - PLAN D'ACTION IMMÉDIATE

Les représentants des organisations de RÉSISTANCE, des centrales syndicales et des partis ou tendances politiques groupés au sein du C.N.R. expriment leur angoisse devant la destruction physique de la Nation que l'opresseur hitlérien poursuit avec l'aide des hommes de Vichy, par le pillage, par la suppression de toute production utile aux Français, par la famine

organisée, par le maintien dans les camps d'un million de prisonniers, par la déportation d'ouvriers au nombre de plusieurs centaines de milliers, par l'emprisonnement de 300.000 Français et par l'exécution des patriotes les plus valeureux, dont déjà plus de 50.000 sont tombés pour la France.

Ils proclament leur volonté de délivrer la patrie en collaborant étroitement aux opérations militaires que l'armée française et les armées alliées entreprendront sur le continent, mais aussi de hâter cette libération, d'abrèger les souffrances de notre peuple, de sauver l'avenir de la France en intensifiant sans cesse et par tous les moyens la lutte contre l'envahisseur et ses agents, commencée dès 1940.

Ils adjurent les gouvernements anglais et américain de ne pas décevoir plus longtemps l'espoir et la confiance que la France, comme tous les peuples opprimés de l'Europe, a placés dans leur volonté d'abattre l'Allemagne nazie, par le déclenchement d'opérations militaires de grande envergure qui assureront, aussi vite que possible, la libération des territoires envahis et permettront ainsi aux Français qui sont sur notre sol de se joindre aux armées alliées pour l'épreuve décisive.

Ils insistent auprès du Comité Français de la Libération Nationale pour qu'il mette tout en oeuvre afin d'obtenir les armes nécessaires et de les mettre à la disposition des patriotes. Ils constatent que les Français qui ont su organiser la RÉSISTANCE ne veulent pas et d'ailleurs ne peuvent pas se contenter d'une attitude passive dans l'attente d'une aide extérieure, mais qu'ils veulent faire la guerre, qu'ils veulent et qu'ils doivent développer leur RÉSISTANCE armée contre l'envahisseur et contre l'opresseur.

Ils constatent, en outre, que la RÉSISTANCE Française doit ou se battre ou disparaître; qu'après avoir agi de façon défensive, elle a pris maintenant un caractère offensif et que seuls le développement et la généralisation de l'offensive des Français contre l'ennemi lui permettront de subsister et de vaincre.

Ils constatent enfin que la multiplication des grèves, l'ampleur des arrêts de travail le 11 Novembre qui, dans beaucoup de cas, ont été réalisés dans l'union des patrons et des ouvriers, l'échec infligé au plan de déportation des jeunes français en Allemagne, le magnifique combat que mènent tous les jours, avec l'appui des populations, dans les Alpes, dans le Massif Central, dans les Pyrénées et dans les Cévennes, les jeunes Français des maquis, avant garde de l'armée de la Libération, démontrent avec éclat que notre peuple est tout entier engagé dans la lutte et qu'il doit poursuivre et accroître cette lutte.

En conséquence, les représentants des organisations de RÉSISTANCE, des centrales syndicales et des partis ou tendances politiques groupés au sein du C.N.R. déclarent que c'est seulement par l'organisation, l'inten-

1 : Bien que de Gaulle ne se réfère à aucun moment à ce programme



sification de la lutte menée par les forces armées, par les organisations constituées, par les masses, que pourra être réalisée l'union véritable de toutes les forces patriotiques pour la réalisation de la libération nationale inséparable, comme l'a dit le Général De Gaulle, de l'insurrection nationale qui, ainsi préparée, sera dirigée par le C.N.R, sous l'autorité du C.F.L.N, dès que les circonstances politiques et militaires permettront d'assurer, même au prix de lourds sacrifices, son succès.

Ils ont l'espoir que les opérations de la Libération du pays, prévues par le plan de l'état major interallié, pourront ainsi être, le cas échéant, avancées grâce à l'aide apportée par les Français dans la lutte engagée contre l'ennemi commun, ainsi que l'a démontré l'exemple glorieux des patriotes corses.

Ils affirment solennellement que la France qui, malgré l'armistice, a poursuivi sans trêve la guerre, entend plus que jamais développer la lutte pour participer à la libération et à la victoire.

\*\*\*

Pour mobiliser les ressources immenses d'énergie du peuple français, pour les diriger vers l'action salvatrice dans l'union de toutes les volontés, le C.N.R décide :

D'inviter les responsables des organisations déjà existantes à former des comités de villes et de villages, d'entreprises, par la coordination des formations qui existent actuellement, par la formation de comités là où rien n'existe encore et à enrôler les patriotes non organisés.

Tous ces comités seront placés sous la direction des comités départementaux de la libération (C.D.L). Ils seront soumis à l'autorité des C.D.L qui leur transmettront, comme directives, la plate-forme d'action et la ligne politique déterminée par le C.N.R.

Le but des ces comités sera, à l'échelon communal, local et d'entreprise, de faire participer de façon effective tous les Français à la lutte contre l'ennemi et contre ses agents de Vichy, aussi bien par la solidarité et l'assistance active à l'égard des patriotes sous l'impulsion et le soutien donnés aux revendications vitales de notre peuple. Par dessus tout, leur tâche essentielle sera de mobiliser et d'entraîner les Français qu'ils auront su grouper à l'action armée pour la Libération.

Ces comités devront, selon les circonstances et en se conformant aux instructions données par les C.D.L, appuyer et guider toutes les actions menées par les Français contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation imposées par l'ennemi, de l'extérieur et de l'intérieur.

Ces comités devront :

- 1) Développer la lutte contre la déportation et aider les réfractaires à se cacher, à se nourrir, à se vêtir et à se défendre, enlevant ainsi des forces à l'ennemi et augmentant le potentiel humain de la RÉSISTANCE ;
- 2) Traquer et punir les agents de la Gestapo et de la Milice de DARNAND ainsi que les mouchards et les traîtres ;
- 3) Développer l'esprit de lutte effective en vue de la répression des nazis et des fascistes français ;
- 4) Développer, d'une part, la solidarité envers les em-

## Liste des membres du CNR

Président Jean Moulin puis Georges Bidault puis Louis Saillant

Secrétaire général Pierre Meunier (1943)

Secrétaire général adjoint Robert Chambeiron (1943)

Combat Claude Bourdet puis Marcel Degliame

Franc-Tireur Eugène "Claudius" Petit puis Jean-Pierre Lévy puis Antoine Avinin

Libération Sud Pascal Copeau (suppléant : Pierre Hervé) puis Emmanuel d'Astier de La Vigerie

Ceux de la Libération (CDLL) Roger "Lenormand" Coquoin puis André Mutter

Ceux de la Résistance (CDLR) Jacques Lecompte-Boinet

Front National de Lutte pour la Libération et l'Indépendance de la France Pierre Villon

Libération Nord Charles Laurent puis Henri Ribière

Organisation Civile et Militaire (OCM) Jacques-Henri Simon puis Maxime Blocq-Mascart

Confédération Générale du Travail (CGT) Louis Saillant puis Benoît Frachon

Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC) Gaston Tessier

Parti Communiste Français (PCF) André Mercier puis Auguste Gillot

Parti Socialiste SFIO André Le Troquer puis Daniel Mayer

Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste Marc Rucart puis Paul Bastid

Parti Démocrate Populaire (PDP) et démocrates-chrétiens Georges Bidault puis André Colin

Alliance Démocratique (AD) Joseph Laniel

Fédération Républicaine et républicains nationaux Jacques Debû-Bridel

prisonnés et déportés; d'autre part, la solidarité envers les familles de toutes les victimes de la terreur hitlérienne et vichyssoise ;

5) En accord avec les organisations syndicales résistantes, combattre pour la vie et la santé des Français pour une lutte quotidienne et incessante, par des pétitions, des manifestations et des grèves, afin d'obtenir l'augmentation des salaires et traitements, bloqués par Vichy et les Allemands, et des rations alimentaires et attributions de produits de première qualité, réduites par la réglementation de Vichy et les réquisitions de l'ennemi, de façon à rendre à la population un minimum de vital en matière d'alimentation, de chauffage et d'habillement ;

6) Défendre les conditions de vie des anciens combattants, des prisonniers, des femmes de prisonniers, en organisant la lutte pour toutes les revendications particulières ;



7) Mener la lutte contre les réquisitions de produits agricoles, de matières premières et d'installations industrielles pour le compte de l'ennemi ; saboter et paralyser la production destinée à l'ennemi et ses transports par routes, par fer et par eau ;

8) Défendre à l'intérieur de la corporation agricole les producteurs contre les prélèvements excessifs, contre les taxes insuffisantes, et lutter pour le remplacement des syndicats à la solde de Vichy et de l'Allemagne par des paysans dévoués à la cause de la paysannerie française.

Tout en luttant de cette façon et grâce à l'appui de solidarité et de combativité que développe cette lutte, les comités de villes, de villages et d'entreprises devront en outre :

a) Renforcer les organisations armées des Forces Françaises de l'Intérieur par l'accroissement des groupes de patriotes : groupes francs, francs-tireurs et partisans, recrutés en particulier parmi les réfractaires ;

b) En accord avec les états majors nationaux, régionaux et départementaux des F.F.I, organisées milices patriotiques dans les villes, les campagnes et les entreprises, dont l'encadrement sera facilité par des ingénieurs, techniciens, instituteurs, fonctionnaires et cadres de réserve, et qui sont destinés à défendre l'ordre public, la vie et les biens des Français contre la terreur et la provocation, assurer et maintenir l'établissement effectif de l'autorité des Comités départementaux de la Libération sur tout ce qui aura été ou sera créé dans ce domaine pour le strict rattachement aux F.F.I dont l'autorité et la discipline doivent être respectées par tous.

Pour assurer la pleine efficacité des mesures énoncées ci-dessus, le C.N.R prescrit de l'état major national des Forces Françaises de l'Intérieur, tout en préparant minutieusement la coopération avec les Alliés en cas de débarquement, doit :

1) Donner ordre à toutes les formations des F.F.I de combattre dès maintenant l'ennemi en harcelant ses troupes, en paralysant ses transports, ses communications et ses productions de guerre, en capturant ses dépôts d'armes et de munitions afin d'en pourvoir les patriotes encore désarmés ;

2) Faire distribuer les dépôts d'armes encore inutilisés aux formations jugées par lui les plus aptes à se battre utilement dès à présent et dans l'avenir immédiat ;

3) Organiser de façon rationnelle la lutte suivant un plan établi avec les autorités compétentes à l'échelon régional, départemental ou local, pour obtenir le maximum d'efficacité ;

4) Coordonner l'action militaire avec l'action de RÉ-SISTANCE de la masse de la nation en proposant pour but aux organisations régionales paramilitaires d'appuyer et de protéger les manifestations patriotiques, les mouvements revendicatifs des femmes de prisonniers, des paysans et des ouvriers contre la police hitlérienne, d'empêcher les réquisitions de vivres et d'installations industrielles, les rafles organisées contre les réfractaires et les ouvriers en grève et défendre la vie et la liberté de tous les Français contre la barbare oppression de l'occupant provisoire.

Ainsi, par l'application des décisions du présent programme d'action commune, se fera, dans l'action, l'union étroite de tous les patriotes, sans distinction d'opinions politiques, philosophiques ou religieuses. Ainsi se constituera dans la lutte une armée expérimentée, rompue au combat, dirigée par des cadres éprouvés devant le danger, une armée capable de jouer son rôle lorsque les conditions de l'insurrection nationale seront réalisées, armée qui élargira progressivement ses objectifs et son armement.

Ainsi, par l'effort et les sacrifices de tous, sera avancée l'heure de la libération du territoire national ; ainsi la vie de milliers de Français pourra être sauvée et d'immenses richesses pourront être préservées.

Ainsi dans le combat se forgera une France plus pure et plus forte capable d'entreprendre au lendemain de la libération la plus grande oeuvre de reconstruction et de rénovation de la patrie.

## II - MESURES À APPLIQUER DÈS LA LIBÉRATION DU TERRITOIRE

Unis quant au but à atteindre, unis quant aux moyens à mettre en oeuvre pour atteindre ce but qui est la Libération rapide du territoire, les représentants des mouvements, groupements, partis ou tendances politiques, groupés au sein du C.N.R. proclament qu'ils sont décidés à rester unis après la Libération :

1) Afin d'établir le gouvernement provisoire de la République formé par le Général de Gaulle pour défendre l'indépendance politique et économique de la nation, rétablir la France dans sa puissance, dans sa grandeur et dans sa mission universelle ;

2) Afin de veiller au châtement des traîtres et à l'éviction dans le domaine de l'administration et de la vie professionnelle de tous ceux qui auront pactisé avec l'ennemi ou qui se seront associés activement à la politique des gouvernements de collaboration ;

3) Afin d'exiger la confiscation des biens des traîtres et des trafiquants de marché noir, l'établissement d'un impôt progressif sur les bénéfices de guerre et plus généralement sur les gains réalisés au détriment du peuple et de la nation pendant la période d'occupation, ainsi que la confiscation de tous les biens ennemis y compris les participations acquises depuis l'armistice par les gouvernements de l'Axe et par leurs ressortissants dans les entreprises françaises et coloniales de tout ordre, avec constitution de ces participations en patrimoine national inaliénable ;

4) Afin d'assurer :

L'établissement de la démocratie la plus large en rendant la parole au peuple français par le rétablissement du suffrage universel ;

La pleine liberté de pensée, de conscience et d'expression

La liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'État, des puissances d'argent et des influences étrangères

La liberté d'association, de réunion et de manifestation

L'inviolabilité du domicile et le secret de la correspondance



Le respect de la personne humaine

L'égalité absolue de tous les citoyens devant la loi

5) Afin de promouvoir les réformes indispensables :

a) Sur le plan économique :

L'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie ;

Une organisation rationnelle de l'économie assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général et affranchie de la dictature professionnelle instaurée à l'image des États fascistes ;

L'intensification de la production nationale selon les lignes d'un plan arrêté par l'État après consultation des représentants de tous les éléments de cette production ;

Le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés, fruit du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques ;

Le développement et le soutien des coopératives de production, d'achats et de ventes, agricoles et artisanales ;

Le droit d'accès, dans le cadre de l'entreprise, aux fonctions de direction et d'administration, pour les ouvriers possédant les qualifications nécessaires, et la participation des travailleurs à la direction de l'économie.

b) Sur le plan social :

Le droit au travail et le droit au repos, notamment par le rétablissement et l'amélioration du régime contractuel du travail ;

Un rajustement important des salaires et la garantie d'un niveau de salaire et de traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine ;

La garantie du pouvoir d'achat national par une politique tendant à la stabilité de la monnaie ;

La reconstitution, dans ses libertés traditionnelles, d'un syndicalisme indépendant, doté de larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale ;

Un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État ;

La sécurité de l'emploi, la réglementation des conditions d'embauchage et de licenciement, le rétablissement des délégués d'atelier ;

l'élévation et la sécurité du niveau de vie des travailleurs de la terre par une politique de prix agricoles rémunérateurs, améliorant et généralisant l'expérience de l'Office du blé, par une législation sociale accordant aux salariés agricoles les mêmes droits qu'aux salariés de l'industrie, par un système d'assurance contre les calamités agricoles, par l'établissement d'un juste statut du fermage et du métayage, par des facilités d'accès à la propriété pour les jeunes familles paysannes et par la réalisation d'un plan d'équipement

rural ; une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours ; le dédommagement des sinistrés et des allocations et pensions pour les victimes de la terreur fasciste.

c) Une extension des droits politiques, sociaux et économiques des populations indigènes et coloniales.

d) La possibilité effective pour tous les enfants français de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée quelle que soit la situation de fortune de leurs parents, afin que les fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous ceux qui auront les capacités requises pour les exercer et que soit ainsi promue une élite véritable, non de naissance mais de mérite, et constamment renouvelée par les apports populaires.

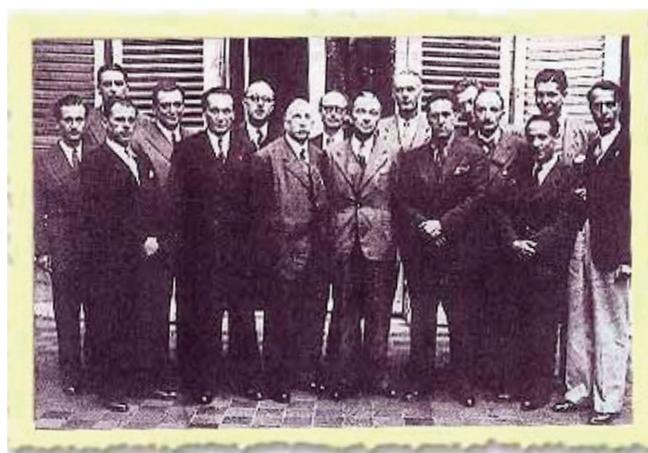
Ainsi sera fondée une République nouvelle qui balayera le régime de basse réaction instauré par Vichy et qui rendra aux institutions démocratiques et populaires l'efficacité que leur avaient fait perdre les entreprises de corruption et de trahison qui ont précédé la capitulation. Ainsi sera rendue possible une démocratie qui unisse au contrôle effectif exercé par les élus du peuple la continuité de l'action gouvernementale.

L'union des représentants de la RÉSISTANCE pour l'action dans le présent et dans l'avenir, dans l'intérêt supérieur de la patrie, doit être pour tous les Français un gage de confiance et un stimulant. Elle doit les inciter à éliminer tout esprit de particularisme, tout ferment de division qui pourraient freiner leur action et ne servir que l'ennemi.

En avant donc, dans l'union de tous les Français rassemblés autour du C.F.L.N et de son président, le général De Gaulle !

En avant pour le combat, en avant pour la victoire, afin que **VIVE LA FRANCE !**

## LE CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE



**Les membres du conseil national de la Résistance (C.N.R) réunis le 10 septembre 1944. Ils ne sont cependant pas ici au complet puisque sont notamment absents les représentants de "Combat" et de l'O.C.M. De gauche à droite, on reconnaît: Robert Chambeiron, Pierre Meunier, Auguste Gillot, Joseph Laniel, Henri Ribière, Jacques Lecompte-Boinet, Gaston Tessier, Pierre Villon, Georges Bidault, André Mutter, Louis Saillant, Pascal Copreau, Paul Bastid, Daniel Mayer, Jean-Pierre Lévy et Jacques Debû-Bridel.)**

<http://www.anacr.com>



## Les communistes anglo-saxons

Par Ray M. DOUGLAS et Robert LYMAN

### Le Parti Communiste des USA

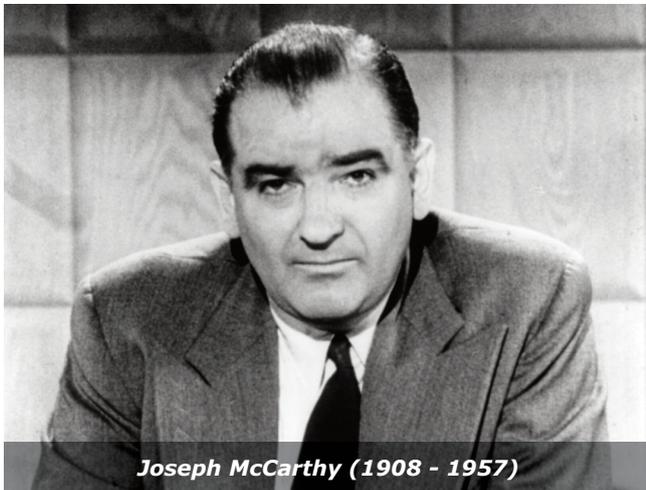
par Ray M. Douglas

#### L'AUTEUR



Historien irlandais, il est professeur et directeur du département d'histoire à la Colgate University (New York), où il se spécialise dans l'étude de l'époque de la deuxième guerre mondiale et de l'après-guerre en Europe. Auteur de cinq livres et de nombreux articles, il a récemment été nommé l'un des 300 meilleurs professeurs universitaires de l'Amérique du Nord par le Princeton Review.

En 1950, le sénateur Joseph McCarthy du Wisconsin fit sensation lorsqu'il prétendit posséder une liste des agents communistes présents dans l'administration américaine. Étant incapable de présenter aucune preuve de ses allégations, le sénateur se trouva démasqué et dénoncé comme un alarmiste et un conspirationniste. Bien vite, il devait être exclu de la vie politique. Pourtant, la vérité sur le Parti communiste des États-Unis (CPUSA) était bien plus curieuse que le risible sénateur aurait pu l'imaginer. Des documents d'archives soviétiques et des messages interceptés ne permettent pas de douter que le CPUSA n'était pas - comme il l'affirmait - une authentique « voie américaine vers le socialisme », mais une marionnette de Moscou, dont la fonction principale pendant la deuxième guerre mondiale était de répondre aux besoins des services d'espionnage soviétiques aux États-Unis.



Joseph McCarthy (1908 - 1957)

Rien de tout cela ne devrait avoir surpris ceux qui ont été témoins des circonvolutions du CPUSA au début de la deuxième guerre mondiale, encore plus absurdes

que les tours et détours similaires de ses homologues en Europe. Après l'attaque d'Hitler sur la Pologne, le parti a poursuivi ses actions de plaidoirie pour un front populaire contre le fascisme. Ce n'est que 17 jours plus tard, quand Staline prit part à la curée, que le CPUSA a modifié son discours. Dès lors, il a immédiatement adopté une attitude militante s'opposant à tout interventionnisme. Il a fustigé la France et la Grande-Bretagne, les décrivant comme des états impérialistes et capitalistes représentant une plus grande menace pour la paix du monde que le national-socialisme.

Des membres du Parti s'allièrent aux forces isolationnistes; ils conçurent des apologues ingénieuses pour justifier les atrocités commises par Hitler; ils dénoncèrent le président Franklin D. Roosevelt comme « social-fasciste »; ils organisèrent une veillée « pour la paix » devant la Maison Blanche et, en inversant les paroles d'une chanson populaire, proclamèrent que « les Ricains NE viennent pas » pour secourir les démocraties. Quand l'Allemagne envahit l'URSS, le CPUSA, sans explication, abandonna cette position, exigeant au contraire l'entrée en guerre immédiate des USA.

L'attaque sur Pearl Harbor était la dernière étape de la conversion officielle du Parti à l'hyper-patriotisme, à un point tel que, non seulement le CPUSA apporta son soutien aux mesures d'incarcération des Américains d'origine japonaise, mais il prononça la suspension de tous ses membres de même origine - et, le cas échéant, celle de leurs conjoints blancs - pour la durée de la guerre. Au final, le Parti suivit la dissolution par Staline du Comintern en 1943 en se transformant l'année suivante en groupe de pression, la « Communist Political Association ».



Earl Browder (1891 - 1973)

Une grande partie de cette activité avait pour but de camoufler le fait que le CPUSA et son chef, Earl Browder, étaient maintenant engagés dans des opérations d'espionnage sur une large échelle au bénéfice des soviétiques. Durant la guerre, le Parti recruta des centaines d'agents oeuvrant dans la fonction publique fédérale, les industries de défense et les universités. Un bon nombre acceptèrent naïvement les assurances de Browder que les informations qu'ils lui fournissaient n'iraient pas plus loin que le quartier général du Parti



à New York. D'autres réussirent à se convaincre que l'alliance du temps de guerre signifiait que des activités au service de l'URSS ne pouvaient plus être considérées comme une trahison des intérêts nationaux des États-Unis. De fait, d'importants secrets furent transmis à Moscou. Ils vont renforcer la position de Staline lors des négociations avec ses alliés, en l'aidant à définir la position de ses homologues à l'avance. Ils ont également été crédités d'avoir accéléré de plusieurs années le développement par l'Union soviétique d'armes atomiques, ce qui a apporté à Staline suffisamment de poids pour qu'il donne à la Corée du Nord le feu vert à l'invasion de son voisin du sud en juin 1950.

Néanmoins, à long terme, ces succès n'ont bénéficié ni au CPUSA, ni à Browder. Alarmé par la façon imprudente avec laquelle il a mené ses activités d'espionnage, Moscou va ordonner son éviction de son poste de dirigeant et la reconstitution formelle du Parti communiste en 1945. Le successeur de Browder, William Z. Foster, obéit aux instructions de Staline d'une manière encore plus servile que son prédécesseur. En outre, la révélation après la guerre d'une partie au moins des activités d'espionnage du CPUSA a démenti ses déclarations de loyauté envers les États-Unis. Non seulement le Parti n'a jamais regagné la popularité qu'il avait à son apogée (il avait 66 000 adhérents en 1939) mais, bien avant la fin de la Guerre froide, il est devenu politiquement insignifiant dans le pays comme à l'étranger.



William Z. Foster (1881 - 1961)

## Le Parti Communiste de Grande-Bretagne

par Robert Lyman

### L'AUTEUR



Né en Nouvelle Zélande en 1963, Robert Lyman vit en Grande-Bretagne et est un ancien officier de l'armée britannique.

Historien réputé spécialiste de l'histoire militaire et de la Seconde Guerre mondiale, il

est membre de la Royal Historical Society et auteur de nombreux ouvrages.

Au début de la guerre, le Parti Communiste de Grande-Bretagne (CPGB) était tiraillé entre les réalités de la politique mondiale et l'inflexibilité de sa propre idéologie. Cette dernière était étroitement liée à tous les niveaux, et plus particulièrement en ce qui concerne les finances, à Moscou. A cette période, le CPGB a préconisé la guerre au capitalisme à l'intérieur et la lutte contre le fascisme à l'étranger. En symbiose avec le pacte Molotov-Ribbentrop, le parti s'est vu contraint, selon les instructions de Staline, de modifier son approche, protestant alors violemment contre l'effort de guerre. Leur arme principale était celle qu'utilisaient les travailleurs depuis belle lurette: l'action collective.

Cependant, l'invasion allemande de la Russie en juin 1941 allait plonger cette politique en pleine confusion. Le CPGB fait rapidement volte-face, encore une fois conformément aux directives de Moscou. Il va adopter un discours fortement anti-Allemand, prétendant que la guerre est désormais nécessaire, qu'il s'agit d'un combat mondial entre les forces du bien (le Communisme) et celles du mal (le Fascisme). Le parti est devenu un farouche partisan de l'aide à l'URSS, une démarche qui a remporté un certain succès, quoique l'influence du CPGB sur la politique britannique officielle demeure discutable : Winston Churchill a également reconnu l'importance d'armer l'URSS pour lui permettre de résister aux Allemands. Cela a quand même eu des implications intéressantes dans la vie politique du Royaume-Uni, le CPGB se retrouvant à appuyer le Parti Conservateur aux élections de 1943 plutôt que leurs alliés naturels du Parti Travailleur.



Harry Pollitt (1890 - 1960)  
Un des rares leaders du PCGB qui salua la déclaration de guerre de 1939, il fut, pour cela, évincé de la direction du parti jusqu'en 1941

Il convient de souligner la faible influence que le CPGB avait en Grande-Bretagne, autant au niveau politique que sur l'opinion populaire. À son apogée en 1943, le parti ne comptait que 60 000 membres, une fraction à peine du nombre de militants de chacun des partis communistes des autres états européens.



Labor Action, publié à New York entre 1940 et 1958  
Cette « une » du 1er mai 1940 illustre bien la ligne officielle tracée de Moscou : « Contre les 2 camps (NDLR Allemagne et France/Angleterre), dans le camp des travailleurs du monde entier »



## Histoire du Parti Communiste Algérien (PCA)

Par Jean-Pierre RISGALLA

### L'AUTEUR



Jean-Pierre est né le 5 juin 1940 à Alger d'un père d'origine libanaise maronite naturalisé français et d'une mère née à Arzew (Oran) d'origine lorraine (famille émigrée de 1870).

Etudes secondaires au Lycée Bugeaud d'Alger interrompues par un engagement dans l'armée en novembre 1959 pour la durée des obligations militaires (28 mois). Peloton de sous-officier à Grenoble, mais volontaire pour combattre en Algérie dès avril 1960. Libéré du service début mars 1962, il est rapatrié le 27 juin 1962 à Montpellier. Il est actuellement Président du Cercle Algérieniste du Grand Avignon et des pays de Vaucluse.

Passionné d'Histoire, en particulier, bien sûr, de l'histoire de sa terre d'origine, Jean-Pierre a souffert dans sa chair et son cœur de ce pénible conflit. Cela se sent parfois sur le forum Algérie dont il est membre actif :

<http://guerre-dalgerie.forums-actifs.com/forum>

On va se rendre compte, au travers de cette histoire, qu'il était difficile de suivre, que ce soit en France métropolitaine ou en Algérie à l'époque de la présence française, les virages à 180° de la direction communiste, tant celle-ci était tenue d'obéir scrupuleusement pour ne pas dire aveuglément aux ordres venus de Moscou.

Bien qu'il exista une « Fédération locale du Parti Communiste » depuis 1920 date du Congrès de Tours, fédération qui groupait quelques sections à majorité composées d'Européens, on peut donner comme véritable date de fondation du Parti Communiste Algérien, celle de son premier congrès musulman réuni à Alger en juillet 1936 sous l'autorité d'Amar OUZEGANE, Secrétaire général de la Fédération, mais sous l'oeil bienveillant du PCF de métropole. Il fallu attendre tout de même le 30 avril 1945 pour que soit inaugurée, place Desaix à Bab el Oued, quartier d'Alger fief du Parti communiste, l'emplacement futur du siège du parti par Maurice THOREZ qui (en) posa la première pierre de cette « Maison du Peuple » qui...



Amar Ouzegane  
(1910 - 1981)

ne fut jamais construite.

Dans ce Parti Communiste Algérien, on trouve essentiellement des Européens, ces « petits blancs », postiers, cheminots, ouvriers, mineurs, employés subalternes, aux côtés d'indigènes musulmans qui bien que nommés « chefs de files », sont minoritaires.

On a beaucoup de mal à faire fonctionner l'organisation parce que dans tous les pays musulmans la théocratie tient lieu de système de gouvernement, et en Algérie l'idéologie communiste se heurte à la culture religieuse.

Autre point de divergence, pour les communistes, l'émancipation de l'Algérie doit aboutir à l'indépendance, mais en passant par différentes étapes. Pour eux « *il ne saurait y avoir de salut pour les peuples coloniaux hors de l'union indispensable avec la démocratie française.* » En octobre 1935, dans la Dépêche algérienne, Barthel (pseudo de Jean CHAINTRON), délégué du PCF à Alger écrit que « *la nation française*



Messali Hadj  
(1898 - 1974)

*n'est pas la nation du peuple de l'Algérie* ». Il existe également une divergence de vue entre l'Etoile Nord Africaine, parti de MESSALI Hadj et le PCA, dont on peut dire qu'il est un peu né de cette différence de vues.

L'ENA était favorable à une Algérie « émancipée » alors que les communistes « d'en haut » qui suivent les directives de la IIIème Internationale, sont favorables dès 1925 dans le cadre du combat anticolonialiste à l'indépendance de l'Algérie dont ils appliquent la huitième condition d'adhésion à l'Internationale communiste : « *Tout communiste doit soutenir non en parole mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole...* » Même si comme le dit Emmanuel Sivan, les musulmans algériens constituent alors une « *population fanatique, ignorante et rétrograde* »<sup>1</sup>. Les communistes d'Algérie pensaient pouvoir ignorer cette condition, même si l'arrivée d'une nouvelle génération de jeunes communistes anticolonialistes put atténuer ce déviationnisme, en 1927.

En 1929, une loi assimilant « *la propagande anticolonialiste à la haute trahison et à la conspiration contre l'intégrité du territoire national* » entraîna une sévère répression qui ajoutée aux crises internes (démissions, bannissements, purges) contribua à la stagnation pour ne pas dire l'affaiblissement de cette Fédération déchirée entre partisans de l'indépendance de l'Algérie, et ceux qui souhaitaient d'abord une transformation de la société au sein d'une république socialiste française.

Il convient également de noter qu'en métropole, le PCF remportait de grands succès auprès des

1 : Sivan Emmanuel, *Communisme et nationalisme en Algérie, 1920-1962*, Presses de la FNSP, Paris 1976.



travailleurs algériens. 4.000 d'entre eux y furent attirés, mais restèrent dans les rangs de l'ENA qui devint la première organisation de masse communiste algérienne et en même temps premier mouvement réellement... nationaliste.

Francine Dessaigne<sup>2</sup> note que c'est par le truchement de cette organisation exclusivement musulmane que le communisme apporta des contributions majeures au nationalisme algérien naissant : l'idée d'une indépendance algérienne, la notion de parlement algérien à pouvoir constituant phase intermédiaire sur la voie de l'indépendance, les modes d'organisation communiste (structure cellulaire, compartimentalisation et centralisme démocratique). C'est en 1926 que MESSALI Hadj quitte le PC, tout en gardant ses enseignements.

En 1936, le PCF et le PCA soutiennent le Front populaire et défendent le projet Violette (**Voir encart**), et en 1937, ils déclarent que l'union de la France et de l'Algérie est éternelle et indéfectible...

La Fédération algérienne voit alors augmenter ses effectifs, surtout parmi les Musulmans et ses candidats remportent quelques succès au deuxième collège. Ces années là vont voir le PCF privilégier l'antifascisme par rapport à l'anticolonialisme. Car Staline, inquiet de la montée d'Hitler en Allemagne a reçu Pierre Laval et déclaré qu'il approuvait la politique de défense nationale française. Obéissant aux consignes de Moscou, le PCF cessa ses campagnes antimilitaristes et anticolonialistes.

Le PCA, on l'a vu, se fit alors le propagandiste du projet assimilationniste Blum-Violette ce qui déclencha la colère de MESSALI qui fit alors de l'ENA le concurrent direct du parti, conflit qui eut des répercussions en métropole qui aboutirent à la dissolution de l'ENA en janvier 1937 par le ministre de l'Intérieur. Le PCF n'éleva aucune protestation.



Albert Camus  
(1913 - 1960)

On le voit, ces brutaux changements de direction du PC, qui « s'adapte » aux circonstances, demandent à ses militants une souplesse idéologique, parfois traumatisante. Le cas d'Albert Camus en est peut-être l'exemple le plus marquant. L'écrivain algérois avait adhéré au PCA à l'automne 1935, avec beaucoup de discrétion, ses camarades et ses professeurs (sauf F. Grenier) restant dans l'ignorance de cet engagement. Affecté à la cellule du Plateau Saulière, celle des jeunes intellectuels, Camus n'était pas marxiste mais s'intéressait au sort des indigènes et des « petits blancs » d'origine très modeste.

Dans son « *Albert Camus* » publié par Le Seuil en 1978, H.-R. Lottman note :

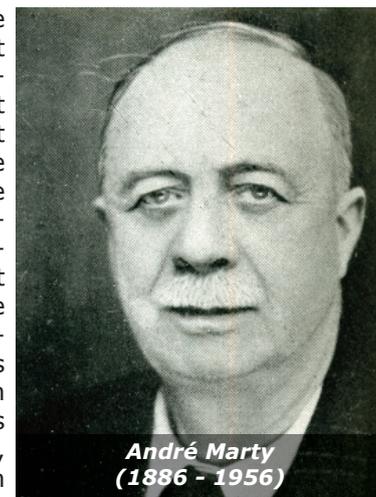
« *Le fossé entre communistes et nationalistes musulmans ne pouvait que désespérer et angoisser Albert Camus. Au début de son aventure communiste il avait été chargé de recruter de jeunes militants arabes pour les convaincre d'adhérer à l'ENA de Messali. Maintenant ces jeunes militants arabes étaient pourchassés par la police et jetés en prison sous les applaudissements du parti qu'avait choisi Camus. Des Musulmans qui avaient réussi à passer entre les mailles vinrent le trouver et lui demandèrent s'il allait continuer à tolérer de telles pratiques. Il tremblait de rage et ne chercha pas à dissimuler son indignation. Et son hérésie allait consister à poursuivre ses relations avec les messalistes, désormais considérés comme des fascistes par ses camarades communistes.* »

Jugé « dissident » Camus fut invité à revoir sa position. C'était mal connaître le personnage, car il la confirma au contraire et fut exclu du parti en novembre 1937.

En 1939, nouveau changement de direction. Le pacte germano-soviétique change la donne. D'ennemi à abattre, Hitler devient un allié à ménager. Les consignes sont le refus de se battre contre l'Allemagne et le sabotage de l'effort de guerre. Certains militants refusent cette situation et se réfugient dans la clandestinité, et le gouvernement Daladier dissout le PC, arrête les membres du Bureau Politique du Comité Central, des cadres régionaux, des militants dont il fait expédier certains en Algérie comme ces 27 députés communistes internés à la prison de Maison-Carrée à Alger.

Maurice THOREZ déserte et s'enfuit à Moscou, où il passera toute la durée de la guerre, mais à Alger, le secrétaire général du PCA, Benali BOUKORT, qui n'a pas accepté le pacte Hitler-Staline démissionne. Coup dur pour cette jeune filiale du PCF qui pourra difficilement s'en remettre et refusera de participer à l'organisation du débarquement anglo-américain de novembre 1942 en AFN.

C'est en 1943 que le général Giraud, qui est alors Haut commissaire et commandant des forces civiles et militaires en Algérie depuis l'assassinat de l'amiral Darlan, fait libérer tous les communistes emprisonnés et le PCF qui représente alors un groupe important de militants réunis autour d'un noyau dur de députés venus de métropole, absorbe le PCA. Bien naturellement pour ces hommes, c'est le combat pour la libération qui prend le pas sur les préoccupations indépendantistes des Algériens. Il devient même très critique vis-à-vis du nationalisme, que ce soit de Messali ou de Ferhat Abbas, et de l'action « religieuse » des Oulémas. C'est André MARTY qui a été désigné par le PCF pour re-



André Marty  
(1886 - 1956)

2 : Francine Dessaigne, *La Paix pour dix ans (Sétif, Guelma, mai 1945)*, Editions J. Gandini, 1990.



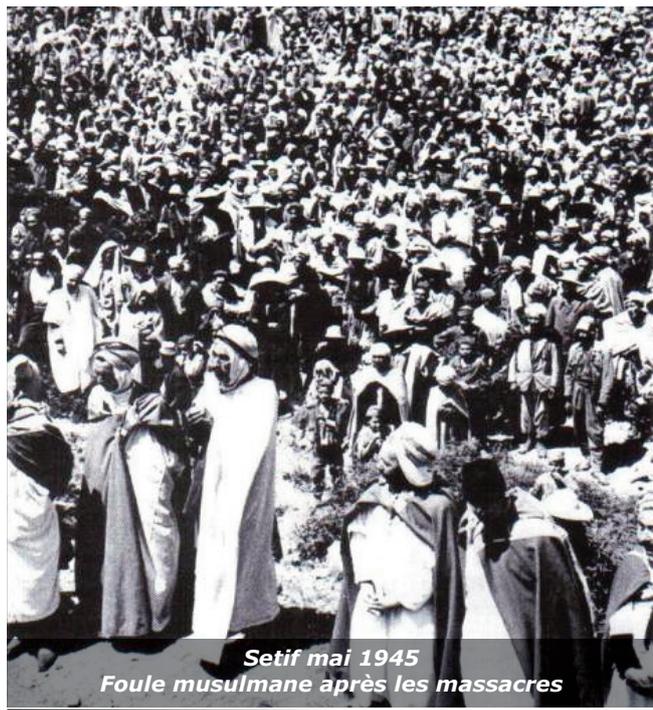
prendre en main le PCA et son journal « Liberté » qui est en fait une publication du PCF, et tous ceux qui poursuivent le rêve indépendantiste, comme Maurice LABAN, ancien des brigades internationales espagnoles qui se verra sanctionné d'un blâme « pour avoir dit dans une note interne qu'il fallait parler des revendications nationales algériennes »<sup>3</sup>

Le PCF en 1943, s'érige en parti de gouvernement et il ne peut renoncer au rôle d'unificateur des partis de gauche et, la décolonisation, thème léniniste, est repoussée aux calendes grecques. Pour les hommes qui le dirigent, la priorité des priorités c'est le combat contre le national-socialisme sur un deuxième front pour soutenir l'oncle Jo.

La thèse qui prédomine est la suivante : « La démocratie dans les colonies doit passer par la démocratie instaurée en France. Les colonies, incapables d'exister économiquement donc comme nations indépendantes, risquent de tomber dans le giron anglo-américain. Elles ont donc intérêt à garder l'union librement consentie avec la France. »<sup>4</sup>

Le PCA appuie l'ordonnance du 7 mars 1944 et fustige les actions du PPA de Messali, désapprouvant les manifestations du 1<sup>er</sup> mai 1945. On peut lire dans *Oran Républicain* (journal du PCA oranais) « Les syndicats et les partis qui ont organisé les manifestations du 1<sup>er</sup> mai ont tenu à réprover publiquement de tels agissements qui sont le fait d'une minorité d'ennemis de la démocratie »

Le 1<sup>er</sup> mai 1945, à Mostaganem, le représentant du PCA Sari ABDELKADER dénonce le caractère provoca-



Setif mai 1945  
Foule musulmane après les massacres

3 : Jean-Luc Einaudi, *Un Algérien Maurice Laban, itinéraire d'un militant communiste*, Ed Le Cherche Midi, Paris 1999.

4 : Charles-Robert Ageron, *Histoire de l'Algérie contemporaine*, t II. PUF 1979.

5 : Sivan Emmanuel, *op.cit.*

## Tract PCA 1945 Il n'y a pas de "Révolte Arabe" Mais un complot fasciste : Voilà la vérité!

Les Vichysois du Gouvernement Général et autres agents de la 5<sup>e</sup> Colonne pour masquer leur crime disent partout : « Les Arabes se sont révoltés ! Ils ont massacré les Européens à Sétif ! et ils ajoutent : « On leur a donné trop de liberté : Un seul moyen convient : la matraque ».

Des gens de bonne foi, trompés et effrayés le croient et le répètent.

### IL N'Y A PAS EU DE REVOLTE ARABE !

Depuis des mois les services du Gouvernement Général avec BERQUE et BALENSI se sont efforcés de créer des troubles en affamant les populations rurales, en couvrant les caïds voleurs et les Administrateurs corrompus et en se servant de leurs instruments, les mouchards et provocateurs pseudo-nationalistes. Les Musulmans dans leur ensemble, comme les Européens ont souffert sans rien dire.

Le 1<sup>er</sup> Mai, puis à l'occasion de la prise de Berlin par l'Armée Rouge et à celle de la capitulation des armées hitlériennes c'est par centaines de milliers qu'ils ont manifesté en parfaite communauté d'esprit avec les démocrates européens.

Mais il fallait que le sang coule : ON A DONT ORGANISÉ UNE TUERIE.

A SETIF, profitant des manifestations populaires du 8 Mai, une poignée de provocateurs, de tueurs armés, recrutés parmi les éléments tarés du P.P.A. (les chefs sont restés à l'abri évidemment) ont froidement assassiné avec des méthodes hitlériennes. Ils se sont répandus ensuite dans les campagnes avec des autos, circulant librement, pouvant aisément loisir brûler, piller et tuer.

La grande masse des Musulmans est restée absolument étrangère aux pillages et aux assassinats. Elle en est la principale victime, puisque des milliers d'indigènes sont tombés sous les coups de la plus bestiale répression.

teur des manifestations organisées par le PPA et affirme que la majorité des Algériens n'a rien de commun avec Messali dont les partisans n'hésitent pas à crier « Vive Hitler ! Vive l'Allemagne ! A bas les Juifs ! A bas la France ! ». Pour le PCA, le PPA est « un agent des trusts et des gros féodaux européens et musulmans qui veulent semer la division sous couvert d'un faux nationalisme chauvin. »<sup>5</sup>

Et lors des insurrections de Sétif et de Guelma, le 8 mai 1945, les communistes n'hésiteront pas à écrire que les meneurs sont des agents de la Gestapo hitlérienne, des néo-vichystes, qui doivent être éliminés sans pitié. C'est tout de même un ministre communiste du gouvernement de la libération qui ordonnera le bombardement des douars dissidents. Ce sont des communistes et des syndicalistes CGT qui participeront aux milices levées par le sous-préfet de Guelma, et c'est même Maurice THOREZ qui déclare « qu'il faut détruire impitoyablement les rebelles algériens » et *L'Humanité* qui écrit : « Messali et les mouchards à sa solde, sont les instruments de la grosse colonisation ». Et le 11 juillet 1945, Etienne FAJON porte parole du PCF déclare à la tribune de l'Assemblée nationale constituante :

« Les tueries de Sétif et de Guelma sont la manifestation d'un complot fasciste qui a trouvé des agents dans les milieux nationalistes. »

Comme on le voit, le Parti communiste algérien s'est désolidarisé à ce moment de la masse des



La presse a par ailleurs cité de multiples exemples de Musulmans sauvant la vie et la propriété d'Européens. En vérité :

## IL Y A EU UNE MONSTRUEUSE PROVOCATION A CARACTERE FASCISTE

On a fait couler le sang en Algérie pour pouvoir prétexter une « révolte arabe », et créer ainsi les conditions favorables à l'établissement d'une dictature fasciste dont les premières manifestations sont ce qu'ont l'audace de réclamer les gros « colons » vichysois des Délégations financières, seigneurs de la terre, de la banque et des mines, à savoir :

- 1° L'organisation de la guerre civile par la création d'une milice fasciste sous le couvert de « garde civile » ;
- 2° La suppression des libertés démocratiques élémentaires (droit de presse, de réunion, de vote, etc...) ;
- 3° Le discrédit sur le peuple de France dont les sentiments démocratiques, se sont nettement affirmés lors des récentes élections, par l'inapplication de l'Ordonnance du 7 Mars 1944 et le retour à l'odieux Code de l'Indigénat.

Voilà ce que représente le « maintien de l'ordre » pour les cent seigneurs de la colonisation et leurs agents du Gouvernement Général.

Personne ne sera dupe de cette criminelle manœuvre.

## L'ORDRE EN ALGERIE EXIGE :

- 1° Donner du pain et non des bombes,
- 2° Arrêter sans plus attendre la poignée de traîtres hier ravitailleurs de Rommel, aujourd'hui affameurs des populations algériennes,
3. Relever immédiatement de leurs postes, les hauts fonctionnaires vichysois qui organisent ou couvrent le complot fasciste et en premier lieu BERQUE, BALENSI et LES-TRADE-CARBONNEL, préfet de Constantine.
- 4° Arrêter les délégués financiers européens qui ont rédigé et fait voter la motion de guerre civile du 15 Mai 1945,
- 5° Annoncer sans nouveau délai la date des élections municipales et cantonales en Algérie.

Telles sont les mesures qui nécessitent l'union totale des populations algériennes sans distinction de race, car seules, elles permettront en union avec le peuple de France, de faire un pas décisif dans la voie du progrès et de la démocratie.

Là, et là seulement, est la voie du salut.

Tract PCA 1945

LE PARTI COMMUNISTE ALGERIEN.



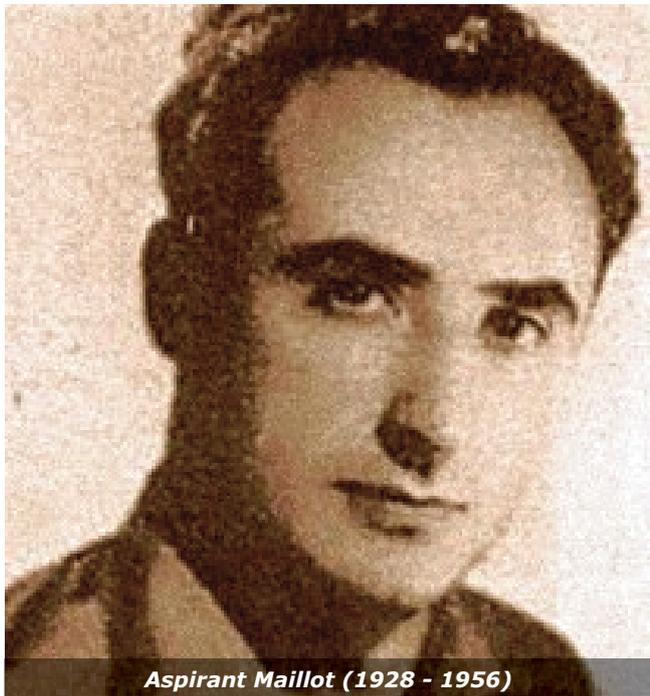
quelques-uns de ses militants prendront part à ce qu'on appellera la « bataille d'Alger » et si en métropole le PCF fournira le gros des « porteurs de valises » au service du FLN.

Nouveau changement de cap lorsque sur ordre de Moscou il est décidé de soutenir tous les mouvements indépendantistes.

Le PCA éclate à nouveau dans les dernières années de l'Algérie française, où l'on voit les militants européens du parti, fort nombreux dans le quartier populaire de Bab el Oued, rejoindre les commandos de l'OAS... En 1962, au moment de l'indépendance de l'Algérie le PCA renaîtra sous le sigle PAGS, Parti de l'Avant-garde Socialiste, qui se ralliera en 1963 à Boumédiène !

On se référera également aux ouvrages de Roger Vétillard « Sétif, Guelma, mai 1945, massacres en Algérie » préfacé par Guy Pervillé, aux Editions de Paris, 2011 et de Maurice Villard « La vérité sur l'insurrection du 8 mai 1945 dans le Constantinois » édité par l'AHPS en 1997, qui m'ont amplement aidé à la rédaction de cet article.

indépendantistes algériens, et il essaiera, en 1955, de créer un organisme autonome de guérilla « Combattants de la Libération », tentera d'installer un maquis dans l'Ouarsenis avec l'aspirant déserteur Maillot, vite détruit par les Harkis du bachaga Boualem qui combattent aux côtés de l'armée française, enverra ses techniciens pour former les fabricants de bombes du FLN, et finira par rejoindre le 1<sup>er</sup> juillet 1956 le FLN où il n'aura pas la place qu'il escomptait, même si



Aspirant Maillot (1928 - 1956)

## Projet Blum - Violette décembre 1936 (grandes lignes)

Certains musulmans peuvent accéder à la nationalité française « sans qu'il en résulte aucune modification de leur statut et de leurs droits civils ». Ce sont :

Les anciens officiers, les sous-officiers ayant plus de quinze ans de service et les anciens soldats décorés de la médaille militaire et de la croix de guerre,  
Les fonctionnaires recrutés au concours, ainsi que les caïds et anciens caïds, agha et bachagas.

Les diplômés de l'enseignement secondaire et supérieur,

Les élus indigènes, y compris les présidents des djemaa,

Les élus aux Chambres de Commerce et d'Agriculture et les membres désignés par eux,

Tous les titulaires de la Légion d'Honneur à titre militaire et tous les commandeurs à titre civil,

Les ouvriers titulaires de la médaille du travail et les secrétaires de syndicats après dix ans d'exercice,

Les membres désignés par le conseil d'administration de la région économique.

Selon l'administration, le total approximatif atteignait 24 046 et serait porté à 30 546 en 1940 aux prochaines élections législatives, soit 12 à 14% d'électeurs supplémentaires du corps électoral français. L'Algérie aurait alors 12 députés au lieu de 9.



## Les Secrets du Troisième Reich de François Kersaudy

Présenté par Daniel LAURENT

### L'auteur

François Kersaudy, normalien, a enseigné aux universités d'Oxford et de Paris I. Spécialiste de la Seconde Guerre mondiale, historien reconnu, il travaille depuis de nombreuses années sur l'Allemagne Nazie. Biographe accompli, il a publié, entre autres, *Hermann Goering*, *Hitler*, *Churchill* et *Staline* ainsi que le seul ouvrage au monde sur les relations entre de Gaulle et Churchill.



Historien polyglotte, il a reçu onze prix littéraires français et britanniques, et il codirige actuellement avec Yannis Kadari la collection « Maîtres de guerre » (Perrin).

### Bibliographie

*Les Jeux de la Guerre et du Hasard*, Hachette, Paris, 1977.

*Churchill and De Gaulle*, Collins, Londres, 1981.

*De Gaulle et Churchill*, Perrin, Paris, 2002 (traduction française par l'auteur).

*La Guerre du fer*, Tallandier, Paris, 1987 (réédition 2002 : *Churchill contre Hitler*).

*Norway 1940*, Collins, Londres, 1990 (traduction anglaise par l'auteur).

*Vi Stoler på England 1939-1949*, Cappelen, Oslo, 1991 (en norvégien seulement).

*Winston Churchill, le pouvoir de l'imagination*, Tallandier, Paris, 2000.

*Churchill et Monaco*, Éditions du Rocher, Paris, 2002.

*Staline ; Roosevelt ; Churchill*, collection « 2 Euros », Mémorial de Caen.

*MacArthur*, collection « 2 Euros », Mémorial de Caen (en anglais seulement).

*De Gaulle et Roosevelt, le duel au sommet*, Perrin, Paris, 2004.

*L'Affaire Cicéron*, Perrin, Paris, 2005.

*Lord Mountbatten, l'étoffe des héros*, Payot, Paris, 2006.

*Winston Churchill*, Tallandier, Paris, 2009 (édition revue et augmentée).

*Le Monde selon Churchill*, Tallandier, Paris, 2011.

*Hitler*, Perrin, Paris, 2011.

*Staline*, Perrin, Paris, 2012.

### Le livre

Ce livre est à la fois une biographie de Hitler et une radiographie de son régime, présentées sous l'allure d'une promenade à travers une série d'énigmes.

En huit chapitres, il s'attaque à autant de « mystères »

Les origines familiales de Hitler

La place de l'éloquence dans sa réussite

La « boîte de scorpions », autrement dit les guerres des lieutenants

La nuit des Longs couteaux

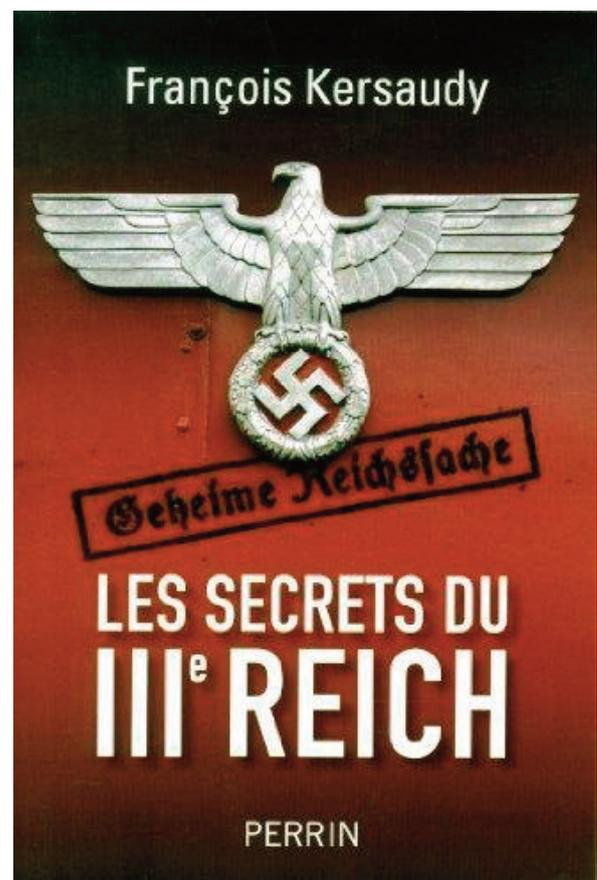
Hitler et les femmes

Le vol de Hess

Le jeu de Canaris

La santé du dictateur.

Mentionnons la bibliographie. L'auteur prend la précaution de signaler « *Seuls sont répertoriés ici les ouvrages les plus utiles à ce récit ; les autres se trouvent dans les notes.* » mais il ne faut pas moins de 4 pages en petits caractères pour en faire la liste ! Il s'agit certes de sources secondaires, les sources primaires sont rares, ce qui est normal pour une synthèse. Mais l'appareil critique est très affûté, tout ce que l'auteur juge comme étant « fantaisiste » est impitoyablement éliminé. Du sérieux, rien que du sérieux...





Ne pas s'attendre à des révélations fantastiques, l'éditeur en prévient le lecteur dès la quatrième de couverture. Il s'agit d'un livre d'histoire, pas d'un roman policier.

Votre serviteur doit cependant vous avouer que, grâce à ses modestes connaissances préalables quant à l'histoire du IIIème Reich, il a lu ce livre d'une traite comme un bon polar...

L'auteur n'hésite pas à aborder des sujets qui font polémiques de nos jours, l'historiographie du nazisme étant en permanente refondation. Kersaudy, Kershaw, Delpla, de la Croix, Kerjean, Leleu, Husson, Lacroix-Riz, Bartov, Longerich, Beevor, Wette, ça bouillonne.

Si on mettait tout ce petit monde sur un terrain de sport, ce n'est pas un ballon qu'il faudrait, mais peut-être des gants de boxe !

Je vais donc aborder 2 sujets polémiques mais avec prudence, mes compétences étant ce qu'elles sont.

## **Amiral Canaris**

Je suis à la fois surpris et déçu que l'auteur s'attaque à notre jeune ami Eric Kerjean<sup>1</sup> dont nous avons présenté le livre dans le magazine DGM 2 de mai 2012, page 79 :

<http://derniereguerremondiale.net/DGM2.php>



Nous avons lu ce livre, bourré de sources sérieuses, et avons auparavant bénéficié d'un article de lui, *Comment le « résistant » Canaris sabota l'attentat du 13 mars 1943 contre Hitler*, tout autant bien bâti, je le tiens à votre disposition. L'avis de l'équipe de rédaction au sujet du livre fut unanime :

*La thèse d'Eric Kerjean peut se résumer ainsi : « CANARIS, l'espion tellement discret et bien planqué, que même après sa mort, il n'est pas encore démasqué... »*

*Ce livre se lit presque comme un roman policier mais est riche en sources et détails inédits. On y découvre un Canaris profondément affecté par la défaite allemande de 1918 et qui, comme beaucoup de vétérans de la Grande Guerre, dont Hitler, vomit les révolutionnaires de novembre 1918 qui auraient fait crouler le Reich et provoqué la défaite, responsables selon lui du « coup de couteau dans le dos ». Il devient membre*

*actif des Corps Francs, fait partie de l'équipe qui organisa l'assassinat des leaders spartakistes Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht et milite pour le mouvement Völkisch et en faveur de la contre-révolution.*

*Il se livre à plusieurs opérations douteuses afin de financer le réarmement clandestin de la Reichswehr.*

*Il rencontre Reinhard Heydrich en juin 1923 et se lie avec lui d'une amitié sans failles jusqu'à sa mort en juin 1942.*

*Son enthousiasme lors de l'arrivée au pouvoir des nazis fera de lui le chef de l'Abwehr et un fidèle serviteur de Hitler jusqu'au bout. Sa disgrâce en février 1944 est en fait une feinte nazie de plus. Il s'agit de faire de lui quelqu'un de « présentable » afin de tenter de négocier une paix séparée avec l'Occident. Son exécution en avril 1945 fait partie des soubresauts sanglants du nazisme aux abois.*

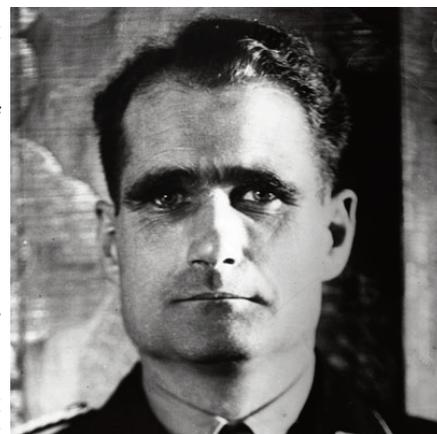
*Un coup de pied de plus, et un sérieux, dans la fourmilière des légendes qui foisonnent encore au sujet du nazisme.*

Eric fait partie de cette jeune génération d'historiens qui ont besoin du soutien paternel de leurs aînés. Espérons qu'il en soit ainsi à l'avenir, Monsieur Kersaudy.

## **Le vol de Rudolf Hess**

L'auteur développe, ou plutôt redéveloppe, la thèse classique de la préparation solitaire et en cachette de Hitler, de ce vol. Plusieurs éléments permettent de s'y opposer :

Tout d'abord, le Reich nazi était une dictature totale ou il n'y avait qu'un chef et un seul : Hitler. Aucun de ses adjoints ne se serait permis des initiatives sans son accord préalable. Le « panier de crabes »<sup>2</sup>, il en était parfaitement au courant et s'en amusait



tout en manipulant les intéressés selon ses besoins. Donc Hess s'envolant vers la Grande-Bretagne en cachette, cela ne tient pas la route et est en fait une légende qui traîne depuis qu'elle fut inventée par l'école fonctionnaliste qui, je le croyais, avait été démontée. Je suis stupéfait que l'auteur y adhère toujours, du moins en partie.

Ensuite, l'intérêt de Hitler pour cette mission est clair : Convaincre les « appeasers » anglais, dont Halifax et pourquoi pas la famille royale, qu'il ne veut pas écraser leur pays mais signer la paix avec eux. Cette politique pro-britannique est d'ailleurs clairement annoncée dans *Mein Kampf*.<sup>3</sup>

1 : Dans son ouvrage *Canaris, le maître espion de Hitler*, Éric Kerjean a utilisé cet incident pour faire de Canaris un traître nazi ayant saboté la tentative d'attentat – en remerciement de quoi le Führer reconnaissant l'aurait ensuite fait pendre... *Kommentar berfssig (No comment)*, page 231.

2 : La « Boite de scorpions » pour paraphraser M. Kersaudy.

3 : « En Europe, il n'y a, pour tout l'avenir que nous pouvons embrasser du regard, que deux alliés possibles pour l'Allemagne : l'Angleterre et l'Italie. » Adolf Hitler, *Mon Combat*, Nouvelles éditions latines, 1934, page 321.



Toutes ses manoeuvres à ce sujet ont le même but : Faire tomber ce fichu Churchill et s'entendre enfin avec des cousins aryens « raisonnables ».

J'ai assez récemment obtenu une preuve peu discutable que le projet d'invasion de l'Angleterre, la fameuse opération « Otarie » (Seelöwe), était une manipulation politique sans risque d'exécution :

Il s'agit de l'article *Operation Sealion* par le général Günther Blumentritt, publié dans « *An Cosantoir* », journal militaire irlandais, en janvier 1949, pages 644 à 650, j'ai cet article.

Günther Blumentritt (10 février 1897, 12 octobre 1967) était en 1940 à l'État-major du groupe d'armée A de Von Rundstedt stationné en France. En charge du bureau des opérations, le 1-A, il a donc été « en première ligne » quant à la préparation de l'opération Otarie. Prisonnier après la guerre des Américains, il a travaillé pour eux, ainsi que d'autres officiers allemands, à la rédaction de comptes rendus historiques au sujet de la guerre. Libéré le 1er janvier 1948, il est probable que son article sur Otarie ait vu le jour pendant qu'il était en captivité.

Dans cet article, où il explique le peu d'intérêt que lui-même et d'autres officiers manifestaient pour une opération à laquelle ils ne croyaient guère, il déclare, page 647 :

« Le Feld-maréchal Von Rundstedt et mon chef d'État-major ne prenaient pas plus Otarie au sérieux que moi-même. En fait, ils n'assistèrent qu'une seule fois à un exercice sur la côte. Peu après, fin juillet ou début août, **le maréchal Von Rundstedt se rendit à Berlin et Hitler lui dit clairement qu'il n'avait pas l'intention de lancer Otarie** ».

Signalons que le Generalfeldmarschall Kesselring dit exactement la même chose dans ses Mémoires.<sup>4</sup>

Il ne s'agissait donc bien que d'agiter ces Messieurs de la City pour qu'ils se débarrassent de Churchill, même combat pour les V1 et V2 ainsi que pour le vol de Hess.

4 : Les mémoires de Kesselring furent publiées en 1953 sous le titre *Soldat bis zum letzten Tag* (Soldat jusqu'au dernier jour). Bien que rédigées en prison, sans accès à ses documents, les mémoires formaient un document important sur l'histoire militaire allemande de la Seconde Guerre mondiale. Lorsque l'édition anglaise fut publiée en 1954, les affirmations de Kesselring selon lesquelles la Luftwaffe n'avait pas été vaincue durant la bataille d'Angleterre et que l'opération Seelöwe, l'invasion de la Grande-Bretagne, avait été étudiée mais jamais sérieusement planifiée suscitèrent la controverse.



Préparatifs de Seelöwe - Un char R35 de prise débarque d'une péniche

ecpa ECPAD

## Fiche Technique

### *Les secrets du Troisième Reich*

**Auteurs :** François Kersaudy

**Format :** 21,2 x 14 x 3 cm - 320 pages

**Editeur :** Perrin, 21 mars 2013

**ISBN-10 :** 2262037523

**ISBN-13 :** 978-2262037529

**Prix :** 21,00 euro

### Présentation de l'éditeur

Le but de cet ouvrage n'est pas de faire table rase de tout ce qui s'est écrit jusqu'à présent, ou d'apporter au lecteur des révélations aussi sensationnelles qu'invérifiables. Il est plutôt de revisiter certains épisodes mystérieux de l'évolution du IIIe Reich, en faisant à l'occasion de chaque récit la part de ce qui est avéré, de ce qui est douteux et de ce qui est purement fictif. Pourquoi Hitler a-t-il multiplié les efforts ? Et les cadavres ? Pour dissimuler ses origines ? Quel est le secret de l'envoûtement exercé sur les foules par cet artiste peintre au physique ingrat et au discours haineux ? Comment le régime national-socialiste a-t-il pu survivre pendant douze ans, alors que tous ses dirigeants ne cessaient de se combattre ? Que s'est-il vraiment produit durant la Nuit des longs couteaux ? Quelle est la vérité sur l'affaire Rudolf Hess, qui a donné lieu à tant de publications fantaisistes ? Quelle était la nature exacte des relations d'Hitler avec les femmes ? L'amiral Canaris était-il un traître ou un héros ? Qu'y a-t-il de vrai dans les informations contradictoires publiées sur la santé d'Hitler, au vu des notes prises par ses médecins ? Le pari fait par l'auteur est que, sur tous ces sujets, les lecteurs trouveront la réalité plus passionnante que n'importe quelle fiction.



## Et si Hitler ? Le Reich de 1 000 ans de Jordan Proust

Présenté par Daniel LAURENT

### L'auteur

Jordan Proust, né en mai 1987 au Mans, où il réside toujours, a eu un parcours agité à l'Université en faculté d'Histoire, d'où il est sorti diplômé, après quelques interruptions. Passionné par l'Histoire militaire, notamment par les époques napoléoniennes, les deux Guerres mondiales, la Guerre du Vietnam jusqu'à la Guerre du Golfe de 1991, il est le webmaster et administrateur de la plate-forme *Passion Militaria*, forum n°1 dans le militaria en France. Il est également rédacteur en chef du magazine *PM'Aria*, au *Coeur des Hommes*, webzine bi-mensuel centré sur l'Histoire militaire et le militaria.



A la base, c'est pour approfondir ses connaissances qu'il a contacté il y a 6 ans le forum. *Passion-Militaria*, qui ne comptait alors qu'une trentaine de membres, est devenu une véritable référence « sous son commandement ». Aujourd'hui, nous sommes 4 300 !

Parmi les membres, il y a de véritables pointures : des gens capables de vous donner des informations très précises sur telle arme, tel objet, telle médaille... Jordan en est sûr : les greniers français recèlent encore de nombreux trésors. Des objets parfois détournés de leur fonction, comme ces casques utilisés pour nourrir les poules dans les fermes normandes !

Sur un autre plan, Jordan Proust est « effaré du manque de connaissances des jeunes générations sur cette période trouble que fut la guerre. Et on parle de supprimer l'histoire en classe de terminale S ! Mais ce qui est plus troublant encore, c'est leur absence de sens critique. »

Ces « jeunes générations », il les voit arriver sur son site internet, notamment après la diffusion de documentaires ou de feuilletons comme « Band of Brother » pour « en savoir plus ».

### Le livre

C'est un roman, mais un roman écrit par un auteur fin connaisseur de l'époque durant laquelle a véritablement sévi le IIIème Reich. Et c'est bien là que se situe le problème : les victoires qu'il attribue aux Nazis restent fictionnelles, heureusement, mais elles sont plausibles. Question de nous prendre rapidement au piège, le chapitre introductif ne contient, lui, que des faits

réels concernant la prise du pouvoir par Hitler. Accrochez-vous pour la suite et ne lisez pas ça après quelques bières, vous finiriez par croire que c'est vraiment ce qui est arrivé.

Le lecteur disposant d'une culture historique se laissera prendre au piège puis se réveillera de son cauchemar en maugréant « Pff, Jordan, tu m'as fichu la trouille ! ». Le débutant ne tiendra pas le coup et, après avoir vérifié s'il y a ou non des SS dans sa rue, foncera sur Google au cas où et, peut-être, ira porter plainte chez l'éditeur pour abus de confiance.

Ce livre est une grosse contradiction en soi : Le sujet est mauvais mais l'auteur est bon. On fait quoi avec ça ?

Et bien on lit le livre puis on se précipite sur le forum *Passion Militaria* pour faire des commentaires. Car il y aura des commentaires de lecteurs : des pour et des contre. Ce surprenant ouvrage attirera l'attention et c'est bien là le pari de l'éditeur.

Petit détail amusant : L'un des successeurs de Hitler, celui qui arrive au pouvoir en 1980, n'est autre qu'Adolf Heydrich, le fils de Reinhard qui était Führer depuis 1960. Que du beau monde !





## L'interview

L'auteur a eu l'amabilité de bien vouloir répondre à nos questions :

**Daniel Laurent :** Ce livre, pour imaginer un Reich de mille ans, semble dégouliner de sympathie envers le nazisme. Votre collection militaria qui déborde de runes SS et de croix gammées vous-a-t-elle influencée ?

**Jordan Proust :** Daniel, ce raccourci grossièrement simplifié ne vous ressemble guère. Je vous ai connu plus fin bretteur.

Nous savons parfaitement tous deux que le militaria allemand n'est en aucun cas en prédominance au sein de ma collection d'objets militaires.

Je vais donc rappeler à nos lecteurs que ma plus estimable pièce de collection est une *Medal Of Honor*, la plus haute distinction américaine.

Et que l'ensemble que j'affectionne le plus n'est autre que le livret militaire de mon grand-père, accompagné des médailles reçues lors de sa participation à la guerre d'Algérie.

Je tiens également à porter à la connaissance de tous que j'ai personnellement créé et géré une association type loi 1901, *Mémoire et Passion*. Cette structure associative a été durant quelques années un partenaire fidèle du cimetière américain de Colleville pour le parainage de tombes de soldats tombés durant les premières semaines du débarquement de juin 1944.



Illustration non tirée du livre

Où donc est l'influence du nazisme dans tout cela ? Un peu de sérieux !

Il va apparaître flagrant aux lecteurs que mon ouvrage n'est en aucun cas tendre avec l'idéologie nazie.

Lisez donc le chapitre sur le projet «Madagascar» et ses douze millions de morts.

Nous en reparlerons après.

**DL :** La première victoire attribuée au nouveau Reich est l'écrasement de l'URSS, logique. Mais l'assassinat de Staline en novembre 1941 est peu plausible, il ne se serait pas laissé prendre à Moscou, il aurait fallu aller le chercher à Vladivostok. Traces de votre anti-communisme primaire ?

**JP :** Encore une fois, votre raccourci est erroné. Il apparaît clairement que Staline ne serait pas resté l'air béat à Moscou, et ce pendant que les panzers allemands encerclaient le Kremlin.

Si nous reprenons mon ouvrage, il apparaît que c'est un Staline en fuite à travers l'est soviétique qui aurait pris la place du Staline inflexible que nous avons connu durant la bataille de Moscou.

La question de son assassinat est donc double, cher Daniel. Qui du IIIe Reich ou des dirigeants soviétiques avait le plus à perdre dans l'effondrement soudain de l'empire stalinien ? Qui avait tout intérêt à sauver du brasier quelques lambeaux du pouvoir défaillant ?

Il vous faudra donc, chers lecteurs, lire attentivement ce chapitre.

En passant, une petite précision : j'ai en horreur les extrêmes, communisme, fascisme ou nazisme.

**DL :** L'éditeur avoue lui-même sa jeunesse et sa petite taille : « Les Editions du Menhir, jeune maison d'édition créée en 2011 ». N'est-ce pas un échec de ne pas avoir réussi à attirer les grands noms de l'édition ?

**JP :** Xavier Dubois, mon éditeur, n'est effectivement pas à la tête



Illustration non tirée du livre

<http://onlylogan.tumblr.com>



de la plus grande structure française d'édition.

Chaque auteur se rêve sous le feu des projecteurs, en tête de gondoles dans les rayons et poussé par la phénoménale force de communication des grands distributeurs, tel Hachette.

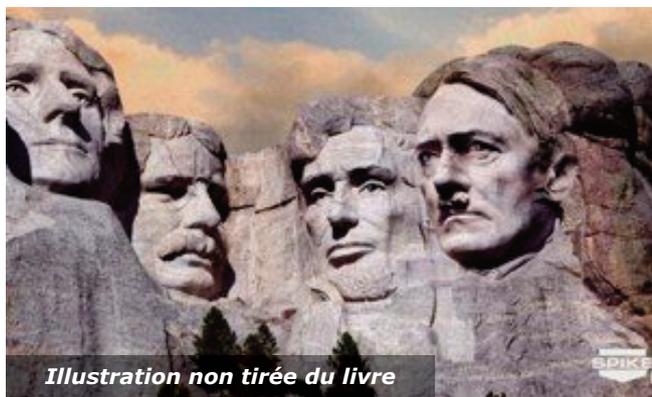


Illustration non tirée du livre

Certains de mes amis écrivains, refusant l'édition par de petites structures, parfois sans diffuseur, préfèrent se murer dans une autopromotion, dans l'attente du contrat exceptionnel. Ce n'est clairement pas mon cas.

L'édition est une aventure. J'ai eu la chance de trouver des personnes très compétentes et sérieuses qui ne demandaient qu'à m'épauler et m'aider.

Je préfère grandement être un prénom au sein des Editions du Menhir plutôt qu'un numéro anonyme dans les grandes maisons d'éditions françaises. Si un jour j'ai la chance de travailler avec les plus grandes structures d'édition de notre pays, j'espère être plus qu'un simple numéro. Je ne fais pas cela pour être célèbre, ni être riche. Le plaisir d'écrire est primordial.

Quant à mon échec, ni vous ni moi ne pouvons prévoir ou savoir. Laissons les lecteurs décider.

**DL** : Mise en vente à 19,90 €, ce n'est pas un peu cher ? C'est le niveau de prix des livres de Kersaudy et Delpla par exemple. Cela risque d'être un handicap à la vente, non ?



Illustration non tirée du livre

**JP** : Daniel, nous touchons là à une donnée que je ne maîtrise guère. J'ai évidemment donné mon accord à l'éditeur concernant ce tarif de 19,90 €. Je trouve ce tarif dans la moyenne des prix pratiqués dans les librairies.

N'oublions pas le nombre de charges hallucinantes pour l'éditeur, entre corrections, impressions, diffusions, taxes, impôts et autres marges des libraires distribuant l'ouvrage.

Quant à une comparaison avec ces illustres auteurs ou même d'autres, je préfère clairement ne pas rebondir sur cette question.

Chaque ouvrage est différent, et chaque lecteur encore plus.

Le sujet abordé est rarement traité. Et je n'ai pas souvenir d'un auteur ayant été aussi loin que moi dans la perception d'un futur nazi.

Etre comparé à d'autres n'a dès lors aucun intérêt, mis à part rhétorique.

**DL** : Echec ou réussite, allez-vous continuer votre carrière d'auteur ? Prochain sujet, encore du nazisme ?

**JP** : Ecrire, c'est bien plus qu'un passe-temps ou une occupation. C'est une véritable vocation. On ne s'improvise pas écrivain. On le devient.

On ne peut donc pas «arrêter» d'écrire. Un auteur même repenti est toujours titillé par les sirènes de l'écriture.

Mais dans mon cas, même en cas d'échec, je vais avoir la grande chance d'avoir un second essai.

J'ai en effet signé avec une nouvelle maison d'édition pour l'édition de mon second manuscrit.

J'ai donc l'honneur d'être un écrivain débutant, ayant deux ouvrages parfaitement distincts, signés par deux maisons d'éditions, et cela en moins de 10 mois. Un véritable souffle de bonheur et de reconnaissance en quelque sorte.

«*La République de Sang*», ouvrage de politique-fiction, sortira courant mars 2014 en librairie.

## Fiche Technique

*Et si Hitler ? Le Reich de 1 000 ans*

**Auteurs** : Jordan Proust

**Format** : 16 x 24 cm - 352 pages

**Editeur** : Les Editions du Menhir - 30 sept 2013

**ISBN** : 978-2-91 9403-21 -9

**Prix** : 19,90 €

Nouveau talent !

## ET SI HITLER...?

*Le Reich de 1000 ans*

ROMAN

*"En 2009, suite aux contestations étudiantes, la gestapo interdit l'accès à tous les sites internet qui ne sont pas contrôlés par le régime. Dans le même temps, les massacres reprennent..."*

Et si Hitler avait gagné ?

Dans la lignée des grands romans uchroniques, Jordan PROUST nous livre la description d'un monde dominé par l'empire nazi.

De la naissance du nazisme à la Seconde Guerre Mondiale, remportée par les Allemands, des tensions contre les Etats-Unis dans les années 1960 aux guerres menées par le III<sup>ème</sup> Reich au Moyen-Orient, l'auteur nous plonge au coeur d'une histoire fictive et inquiétante, au sein de laquelle l'idéologie fasciste et totalitaire du "Reich de 1000 ans" est devenue toute-puissante.

*Un exceptionnel roman historique d'anticipation, dans lequel l'auteur fait la part belle autant aux développements militaires qu'à l'état des lieux d'une société que nous aurions pu connaître...*

Diplômé de l'université du Maine, Jordan Proust est un jeune auteur de 26 ans passionné par l'histoire militaire et les conflits géostratégiques. Il est d'ailleurs rédacteur en chef du webzine PM'Aria ( bi-mensuel consacré à l'histoire militaire) et administrateur de la plate-forme Passion Militaria.



## Modélisme : Hawker Typhoon IB Airfix au 1/72

Par Michel WILHELME et Alexandre PRETOT

### LES AUTEURS



**Michel WILHELME**, retraité d'Edf/Gdf, maquettiste depuis plus de 50 ans, réside à Dieppe, en Haute Normandie. Il anime un bon nombre de forum consacré aux modèles réduits, sous le pseudo de Michel76. Il nous fait

l'honneur de partager sa passion avec les lecteurs de DGM. C'est donc avec un grand plaisir que nous vous présentons ses réalisations.

**Alexandre PRETOT**, Passionné depuis toujours par l'Histoire et en particulier celle du dernier conflit mondial. Membre de



de l'équipe fondatrice de « Dernière Guerre Mondiale ». Bien que son activité pour le magazine se situe plutôt « backstage\* » il lui arrive (rarement) de passer sur le devant de la scène.

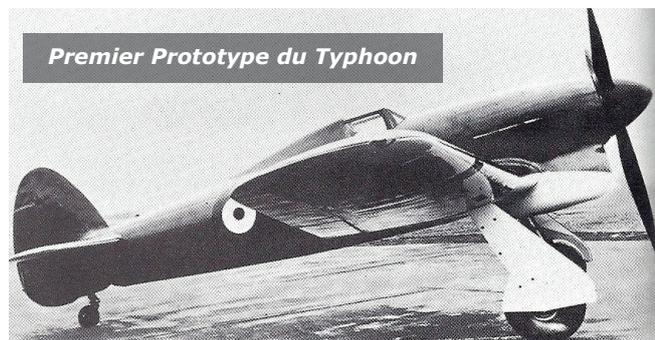
\* dans les coulisses

### Le Hawker Typhoon

Conçu en 1937 autour du moteur Napier Sabre de 2000 ch, le programme Typhoon répondait à une demande du ministère de l'air britannique pour un chasseur très lourdement armé pour l'époque (4 canons de 20mm) et destiné à remplacer les Spitfires et les Hurricanes.

Le développement du moteur se révéla difficile et le prototype ne vola pour la première fois qu'en février 1940. Il était armé de douze mitrailleuses de 7,7mm.

Une fabrication en série fut décidée, mais la capacité de production des usines Hawker était totalement



Premier Prototype du Typhoon

dédiée aux Hurricanes afin de remplacer les pertes terribles de la campagne de France puis de la bataille d'Angleterre.

Le programme Typhoon fut donc ralenti et le développement se poursuivit jusqu'en 1941. En mai de cette année, le second prototype prit son vol. Il était armé de quatre canons de 20mm.

Par la suite, les appareils armés de douze mitrailleuses furent désignés Typhoon MkI A et ceux équipés de canons de 20 mm Typhoon Mk IB.

Le Squadron 56 fut la première unité à toucher des Typhoons à partir de septembre 1941, il s'agissait de Mk IA, la version IB préférée par la RAF n'étant pas encore opérationnelle.

De nombreuses « maladies de jeunesse » endeuillèrent les premiers mois de vie opérationnelle de ce nouvel appareil : infiltrations de gaz d'échappement dans l'habitacle qui intoxiquent les pilotes, manque de fiabilité et usure très rapide des moteurs Sabre (20 heures de vol !), instabilité à haute vitesse, fragilité des empennages...

D'importantes modifications furent apportées afin de remédier à ces problèmes et ce ne fut qu'en septembre 1943 que les derniers soucis furent réglés.

Pendant ce temps, le Typhoon remporta sa première victoire le 9 août 1942 lorsque 2 appareils du 266 Squadron interceptèrent et abattirent un Ju88 de reconnaissance.



Un armement impressionnant !

La silhouette du nouveau chasseur posa également des problèmes de reconnaissance car elle était assez proche de celle d'un appareil allemand, le FW190. Par ce fait, de nombreuses méprises eurent lieu et des pilotes furent tués par des amis.

Il apparut que le Typhoon ne pourrait pas remplacer le Spitfire car ses performances au dessus de 3000m étaient très médiocres. Par contre, comme il s'avérait une excellente plate-forme à basse altitude et qu'un



*Typhoon du Wing Commander J Baldwin à Anvers en décembre 1944*

grand besoin de chasseurs bombardiers se faisait sentir, c'est tout naturellement qu'il fut dédié à ce type de mission.

Après une série de test, le Typhoon fut déclaré apte à emporter sous chaque aile des bombes pesant jusqu'à 1000 livres (une charge énorme pour un chasseur de l'époque), des réservoirs supplémentaires et enfin, ce qui deviendra une sorte de « signature », huit, puis seize (1944) roquettes air-sol qui pouvaient être tirées deux par deux ou en salve.



*Mécaniciens manipulant une bombe de 1000 livres*

C'est ainsi armé et dans ce rôle que le Typhoon gagna sa place dans le panthéon des avions de légende. Dès le Débarquement en Normandie et jusqu'à la fin de la guerre en Europe, il apporta au forces terrestres alliées, le soutien aérien qui fit si souvent la différence face aux troupes allemandes.

## Caractéristiques techniques (MK IB)

**Envergure :** 12,67 m

**Longueur :** 9,73 m

**Hauteur :** 4,67 m

**Surface alaire :** 25,92 m<sup>2</sup>

**Poids à vide :** 3 992 kg

**Poids en charge :** 6 010 kg

**Vitesse maximale en palier :** 664 km/h

**Armement :** 4 canons de 20 mm Hispano-Suiza type HS-404 - 2 bombes de 450 kg ou 8 roquettes de 127 mm

## Le Wing 143 de la RCAF les « canadiens hurleurs »

Le Squadron 129 de la Royal Canadian Air Force arriva en Angleterre fin janvier 1944. Il fut réimmatriculé 439 pour éviter une confusion avec le Squadron 129 de la RAF.

Associé aux Squadrons 438 (RCAF 118) et 440 (RCAF 111), ils formèrent le Wing 143 qui fut intégré dans la 2nd Tactical Air force.

C'est au sein de ce Wing qu'eurent lieu les premières missions impliquant l'emport de bombes de 1000 livres sous les ailes des Typhoons ( première utilisation de cette configuration en avril 1944 par le sqn 438). La méthode de lancement consistait à faire un piqué depuis une altitude de 2000/2500m et de larguer les bombes à environ 600m. Les bombardiers en piqué furent surnommés « screamers (hurleurs) » dans la 2nd TAF.

Le Wing 143 appuya les troupes alliées dès le jour J (86 sorties) puis se déplaça en Europe pour suivre l'avance des armées alliées. C'est ainsi qu'il s'installa sur l'aérodrome de Melsbroeck près de Bruxelles en septembre 1944. C'est depuis cet endroit qu'il réalisa sa première mission sur l'Allemagne

Le 26 septembre, une patrouille du 439 Squadron abattit un JU88 remportant la première victoire aérienne du Wing 143. quelques jour plus tard, l'unité prenait ses quartiers à Eindhoven en Hollande.

Le 1er janvier 1945, la Luftwaffe attaqua en masse les aérodromes alliés, en soutien à l'offensive des Ardennes. Cette opération, au nom de code Bodenplatte, eut pour premières cibles les bases de Eindhoven et le Wing 143 fut le premier à essayer l'attaque.

Les Squadrons 438 et 440 subirent des pertes élevées et ne conservaient qu'un tout petit nombre d'appareils après l'attaque. Le 439 eut plus de chance car une patrouille de 4 Typhoons était déjà en vol lorsque les avions allemands attaquèrent. Les pilotes R.H Laurence et A.H fraser endommagèrent chacun deux avions ennemis.

Le Wing 143 fut rapidement rendu opérationnel, et, le 14 février 1945, Le Flight Lieutenant L. Shaver et le Flying Officer A.H Fraser abattirent chacun un Me 262.



*Epaves des appareils du Wing 143 après l'attaque du 1er janvier 1945*

A compter d'avril 1945, le Wing 143 s'installa en Allemagne, à Goch puis à Rheine et enfin à Achmer. Le Squadron 440 rentra en Angleterre le 22 avril mais les 438 et 439 combattirent jusqu'à la fin y compris en attaquant des transports de troupes sur la Baltique.

Au final, entre mars 1944 et mai 1945, le Wing 143 a largué 6300 tonnes de bombes et tiré plus d'un million d'obus de 20mm. Il a perdu 128 Typhoons et 104 pilotes.



*Flying Officer A.H Fraser après sa victoire sur un Me 262 le 14 février 1945*

Le 439<sup>ème</sup> escadron de chasseur-bombardier fut dissous à Flensburg le 26 août 1945. Reformé sur la base d'Uplands (Canada) le 1er septembre 1951, transféré sur la base de North Luffenham (GB) le 4 mai 1952 puis sur celle de Marville (France) le 1er avril 1955.

Il devient le 439<sup>ème</sup> escadron d'attaque au sol le 1er mars 1964. Basé à Lahr (Allemagne) le 1er avril 1967 puis, en 1971 à Baden-Soellingen sous la dénomination de 439<sup>ème</sup> escadron tactique de chasse. Dissous à nouveau de novembre 1984 à novembre 1985, il est rééquipé sur F-18 Hornet.

Dissous encore une fois à Baden-Soellingen le 15 mai 1993, il est reformé peu après comme 439<sup>ème</sup> escadron de support au sein de la 3eme escadre basée à Bagotville (Canada). il est équipé d'hélicoptères CH 146 Griffon.

#### Sources :

<http://www.rcaf-arc.forces.gc.ca>

Hawker Typhoon par M. Kit et C.H Thomas Edition Atlas 1980



*Insigne du 439 Squadron*

## Le kit Airfix 1/72

Pour notre première, nous commençons avec un kit AIRFIX nous proposant un HAWKER Typhoon IB qui fait partie d'une nouvelle série mise sur le marché, cette année, par ce fabricant. Gravé en creux, (une très bonne chose), ce kit correspond aux standards actuels de nos maquettes.



Le montage, bien que simple, est parfois un peu déroutant. Ceci dit, cela présage peut être de la sortie nouveau modèles proches (Tempest, mkIII, etc.).

AIRFIX nous propose la découpe des logements d'armement des ailes, où l'on retrouve les culasses des canons et les munitions, c'est une excellente idée car cela permet de voir beaucoup de détails que l'on ne pouvait retrouver que sur des kits d'améliorations en résine qu'il fallait acheter en plus. Là, tout est dans la boîte !

# DERNIERE GUERRE MONDIALE

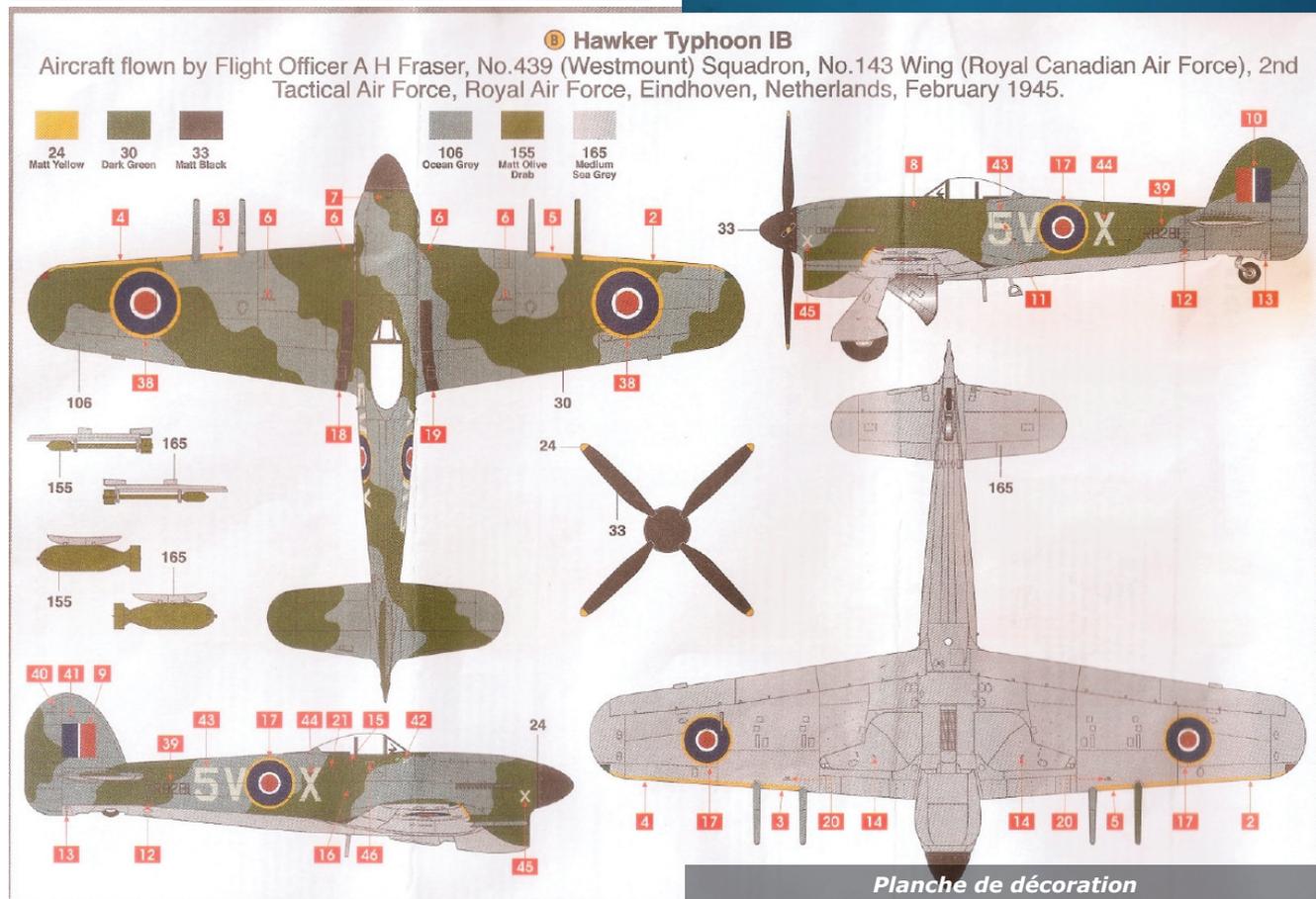
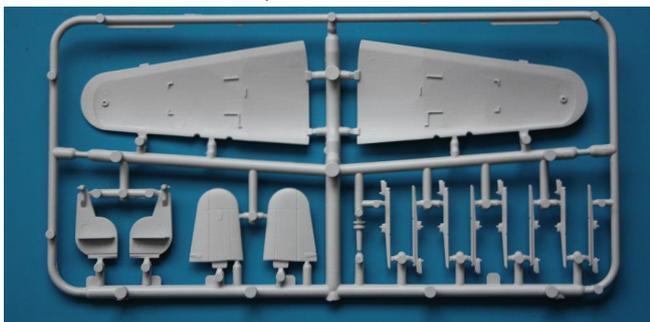
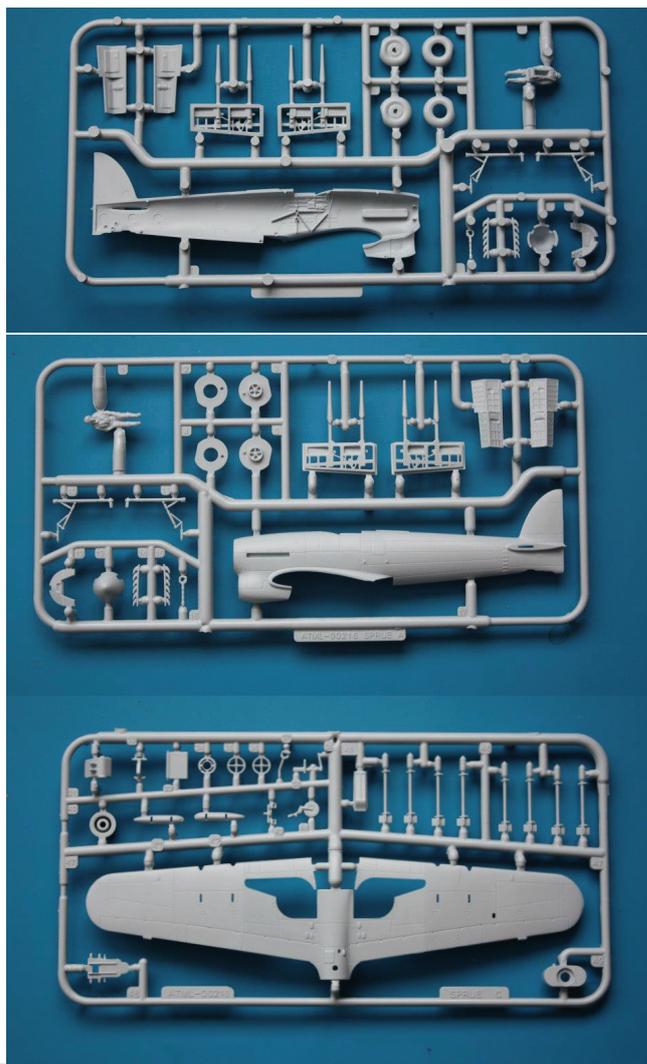


La planche de décal est parfaite, et ne cause aucun problème de pose. Pour la déco, j'ai choisi un appareil canadien, celui du flying Officer A.H. Fraser du Squadron 439 de la RCAF, basé a Eindhoven en fevrier 1945.

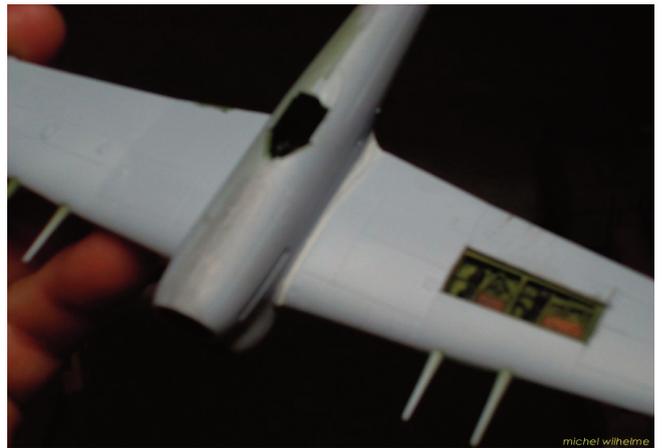
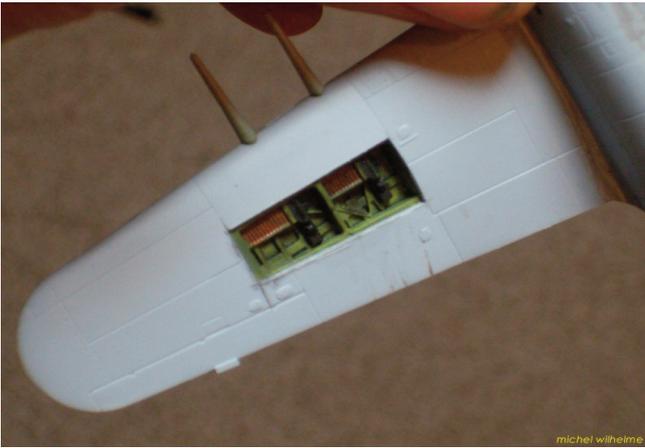
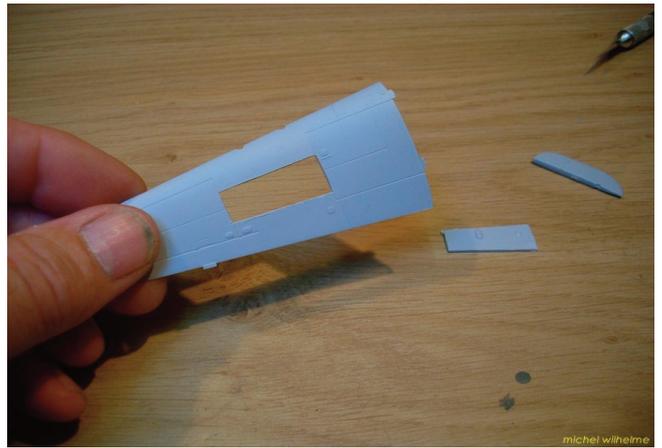
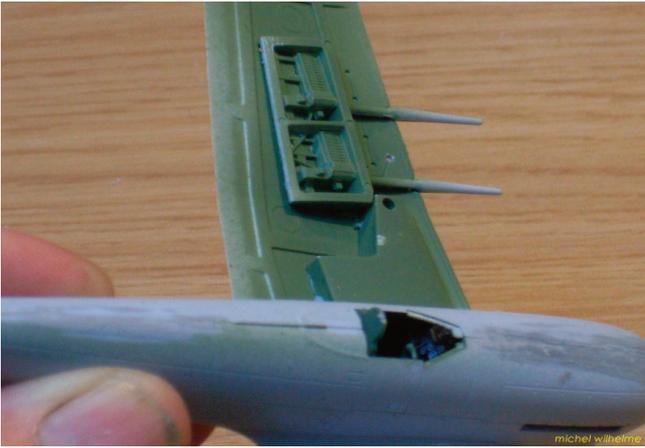
Le camouflage est standard, à savoir vert et gris sombre pour le dessus et gris clair sur les surfaces inférieures. On peut trouver toutes ces peintures dans la marque Airfix, à savoir 106 gris océan, 155 pour le vert (qu'il faudra éclaircir, avec un peu de 24), et finalement, du 165 pour le gris clair.

Je travaille toujours mes peintures à l'aérographe. Ceux qui n'utilisent que les pinceaux pourront retrouver une différence de finition. Pour ma part après la mise en peinture, je passe un vernis satiné puis je pose mes décals. Ensuite je fais un autre passage de vernis pour bien préserver les décals. Il ne reste plus qu'à user et salir légèrement la maquette.

Je recommande ce kit qui me semble être le meilleur actuellement sur le marché. Il faut noter que le prix est très abordable (environ 10 euros), même pour les jeunes maquettistes. Voila pour clôturer ce nouveau chapitre et ce numéro de DGM, à bientôt avec de nouvelles réalisations, et bonne lecture.



# DERNIERE GUERRE MONDIALE





michel wilhelme



## Beobachtungskraftwagen & Munitionstransportkraftwagen

Par Claude FOULON

### L'AUTEUR



Citoyen Belge, Adjudant-chef en retraite, 64 ans, Claude Foulon habite en Normandie. Il est un passionné de la 2e guerre mondiale, des guerres en général et est un membre très actif du forum du Front de l'Est :

<http://ostfront.forumpro.fr/>

Comme dans toutes les unités d'artillerie, les canons d'assaut allemands sont accompagnés d'engins spécialisés à même de fournir les munitions, le renseignement et les ordres. En effet, lors des essais des versions de présérie des Sturmgeschütze III, il apparaît que, une fois engagés au combat, en appui des fantassins, les équipages n'ont pas toujours une vision claire de la situation d'ensemble. Le tumulte des explosions associé au fait que les StuGe doivent se positionner assez près des fortifications adverses, et donc à portée des armes automatiques ennemies, empêchent les équipages de jauger les événements. Une réalité qui pousse les Allemands à concevoir des véhicules d'observation d'artillerie munis de moyens de communication conséquents permettant de coordonner les actions des StuGe.

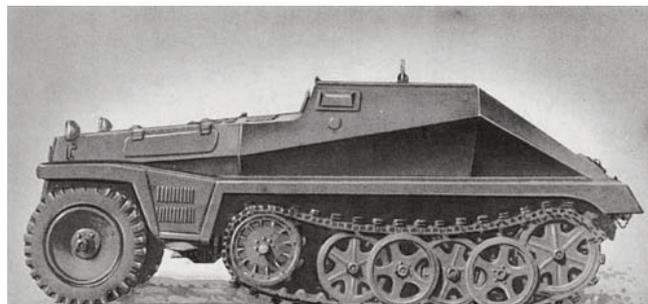
Une des machines les plus répandues au début du conflit est le Sd.Kfz.253 issu de la prolifique famille des Sd.Kfz. 250 et initialement développé pour les batteries d'artillerie tractées, ce semi-chenillé est muni d'un équipement radio renforcé afin de communiquer avec toutes les batteries de StuGe. 258 exemplaires sont assemblés par Demag et Wegmann, de mars 1940 à juin 1941. Les 25 premiers participent à la campagne de France, puis ils partent pour les Balkans et le front russe.



Sd.Kfz.253

L'engin est ultérieurement remplacé par des Sd.Kfz.250/4 et 5, plus simples à produire. Lors de ces mêmes essais, le besoin d'une plate-forme de ravitaillement en munitions se fait sentir. Il est vrai que les camions n'ont pas toujours les capacités de s'aventurer en tout-terrain alors même que les StuGe peuvent avoir d'importants besoins sur le plan du ravitaille-

ment. Le développement du Sd.Kfz.252 leichte gepanzerter Munitionstransportkraftwagen se fait de manière concomitante avec le Sd.Kfz.253 ; les deux engins partagent le même châssis.



Sd.Kfz.252

leichte gepanzerter Munitionstransportkraftwagen

Pour augmenter ses capacités d'emport, il est doté d'une remorque désignée Sd.anh.32/A sonder Anhänger (1-Achs.) für munition. 413 exemplaires de ce petit semi-chenillé sont assemblés par Demag, Wegmann et Deutsche Werke de juin 1940 à septembre 1941. Là encore, la logique de la standardisation s'impose, et le Sd.Kfz.252 cède la place, dès septembre 1941 au Sd.Kfz.250/6 Ausf.A Sa capacité de stockage s'élève à 70 projectiles.

L'expérience du terrain démontrera rapidement que ces semi-chenillés marquent le pas face aux armes antichars adverses. Bien que théoriquement destinés à rester à l'arrière lors des opérations de ravitaillement, ils n'affichent plus une protection suffisante pour s'approcher de la ligne de front. En outre, leurs performances en tout-terrain ne les rendent pas aptes à suivre les canons d'assaut équipés de train de roulement entièrement chenillé. Ainsi, en 1944, au sein de certaines unités, quelques StuGe II seront transformés en véhicules de transport de munitions. Mieux cuirassés, ils sont moins vulnérables aux tirs adverses. Les Munitionspanzer auf Fahrgestell Sturmgeschütze III Ausf.G sont ainsi censés évoluer au milieu de leurs congénères.



Munitionspanzer auf Fahrgestell Sturmgeschütze III

### Sources

TNT HS4 Mars 2010

Divers Internet



## Sd.Kfz. 252

Afin de ravitailler les canons d'assaut déployés au sein des Sturmartillerie-Abteilungen, les Allemands développent un engin transport de munitions blindé sur une base de semi-chenillé léger, le Sd.Kfz.252. Pour protéger les obus des intempéries, la superstructure est close. Afin d'améliorer l'emport de projectiles, la firme Wegmann met au point une remorque spécifique, désignée sd.anh.32/A sonder Anhänger (1-Achs.) für Munition. 36 coups supplémentaires de 7,5cm y trouvent ainsi leur place. Demag et Wegmann assurent la production du petit engin de juin 1940 à janvier 1941 et Deutsche Werke poursuit l'assemblage jusqu'en septembre 1941. Bien qu'améliorée par rapport au modèle de base, la cuirasse frontale de 18 mm ne stoppe que les tirs d'armes légères et la ferraille du champ de bataille, et n'offre qu'une protection très relative aux deux hommes d'équipage. Après l'arrêt de la fabrication, l'engin est remplacé au sein des unités par le Sd.Kfz.250/6.



### Caractéristiques générales

Équipage : 2

Longueur : 4,56 m Largeur : 1,95 m Hauteur : 1,66 m

Masse au combat : 5,73 tonnes

Blindage : 18 mm / 8 mm

Armement : 1 MG-34 de 7,92mm (2200 coups)

Moteur : Maybach HL 42TRKM

Vitesse sur route : 65 km/h (31 km/h en tout terrain)

Puissance : 100 chevaux à 2800 tr/min

Autonomie : 320 km/route – 185 km/tout terrain

Exemplaires produits : 413



## Sd.Kfz. 250/6 Ausf.A&B

Le véhicule porte-munitions Sd.Kfz.250/6 remplace dans les Sturmartillerie-Abteilungen le Sd.Kfz.252. L'Ausführung A est destiné à ravitailler les canons d'assaut armés de canon court. Le semi-chenillé embarque 70 coups répartis en 2 casiers munis de 35 emplacements. En 1942, après la mise en service des StuGe équipés du tube de 43 et de 48 calibres, l'Ausf.A est modifié pour accepter les obus de plus grande taille. Hormis l'emplacement du poste de radio, l'agencement intérieur demeure le même, mais la capacité de stockage chute à 60 projectiles. Une MG-34 ou 42 de 7,92mm assure la défense rapprochée du ravitailleur.



### Caractéristiques générales

Équipage : 2

Longueur : 4,56 m Largeur : 1,95 m Hauteur : 1,66 m

Masse au combat : 5,95 tonnes

Blindage : 10 mm / 8 mm

Armement : 1 MG-34 de 7,92mm (1010 coups)

Moteur : Maybach HL 42TRKM

Vitesse sur route : 60 km/h (36 km/h en tout terrain)

Puissance : 100 chevaux à 2800 tr/min

Autonomie : 320 km/route – 185 km/tout terrain

Exemplaires produits : 418





## Une radio clandestine

Par Christophe HURTAUD

### L'AUTEUR



Christophe, menuisier dans le Bâtiment, est passionné de militaria depuis 1999.

Il collectionne les matériels militaires des principaux belligérants de la seconde guerre mondiale. Il est surtout passionné par l'artillerie, la DCA et le Génie.

Français, il est membre du forum <http://www.lesherosoublies.com> et il milite dans une association dont le but est d'ouvrir un musée consacré à l'Anjou de 1939 à 1970 sur le site de Pignerolles : <http://bunkers.pignerolles.free.fr/>

**P**résentation d'une radio clandestine dans une petite valise en cuir granulé brun, seulement réceptrice et non émettrice dans sa configuration actuelle. Ce genre de chose étant très rare à retrouver, il m'a semblé bon de la faire partager via la revue !

J'en remercie l'ami à qui elle appartient, et qui sera cité en fin d'article pour ce partage et reportage suivant.

La valise se compose d'une plaquette en contreplaqué sur laquelle on trouve :

Un cadran pour le réglage des fréquences de trois connexions sur la droite avec câbles et prises de type Jack, destinés probablement aux branchements d'autres appareils annexes (possibilité d'un émetteur par exemple ?).



D'une antenne improvisée composée d'une tige métallique souple, autour de laquelle s'enroule en spirale un fil métallique, avec cordon et prise jack.

D'un casque audio à deux oreillettes reliées par une barre demi sphérique avec cordon et prise jack.

D'un bouton noir sur le tableau pour le volume en haut à droite.

De deux boutons en bakélite marron pour une prise en main du tableau.

Un câble seul avec prise jack se trouve également dans cette valise.

Divers branchements sur le tableau sont prévus pour notamment l'antenne et le casque audio !

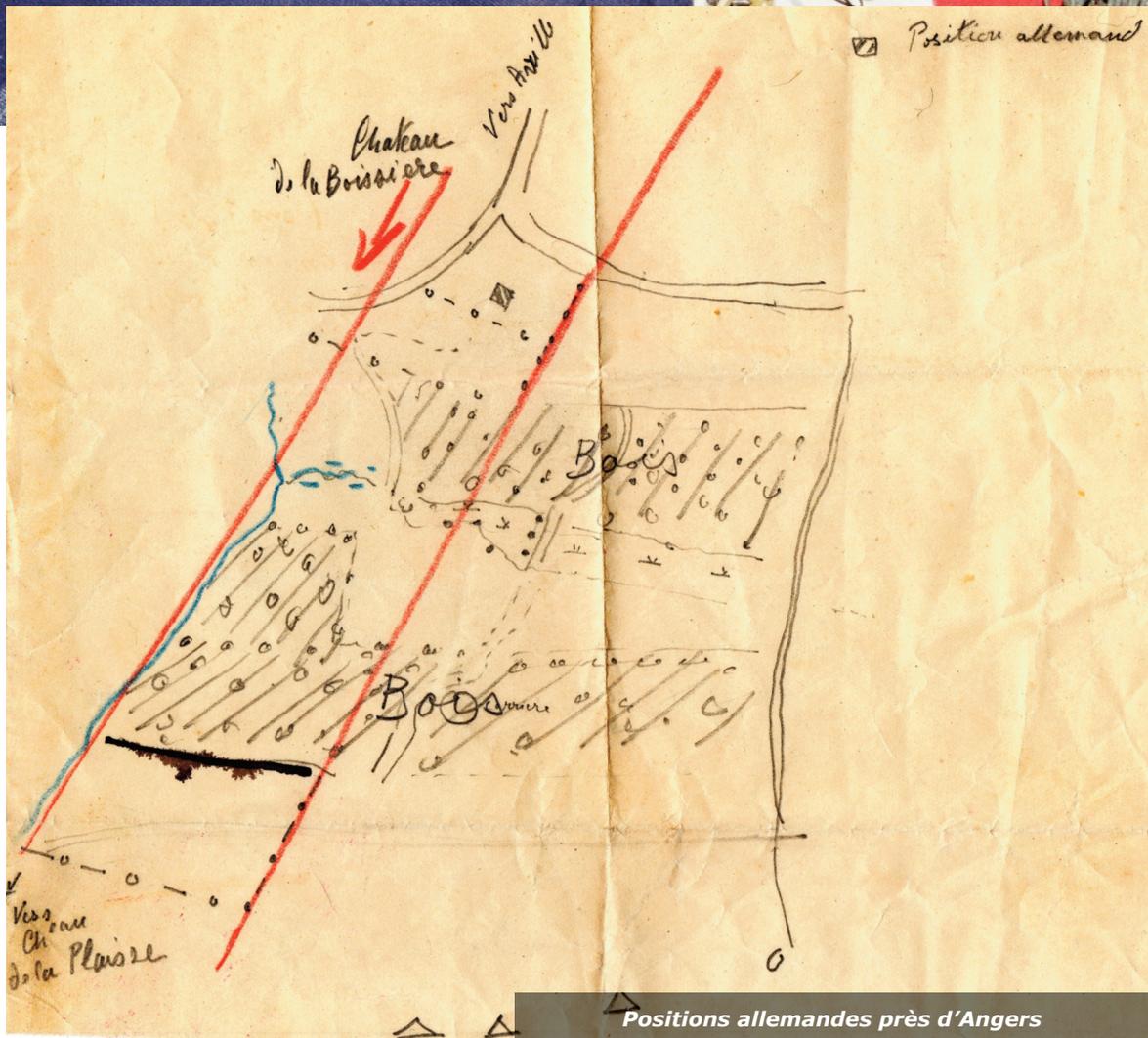
# DERNIERE GUERRE MONDIALE



Un petit document papier en croquis accompagne cette valise. Ce plan situe des positions allemandes, dans la banlieue Nord-ouest actuelle de la ville d'Angers, sur la commune d'Avrillé, qui connut de violents combats lors de la libération en août 44.

Je remercie Mr Brossas Michel, propriétaire de cette valise et de ce document, qui a bien voulu accepter de nous faire partager ces pièces de collection !





Positions allemandes près d'Angers



## La guerre sur mer : Baker-Cresswell contre Lemp

Par feu Francis LIESSE

### L'AUTEUR



Surnommé l'Amiral (pas celui des grosses têtes !), Francis acceptait parfois de retourner sur le plancher des vaches pour nous faire part de sa science maritime.

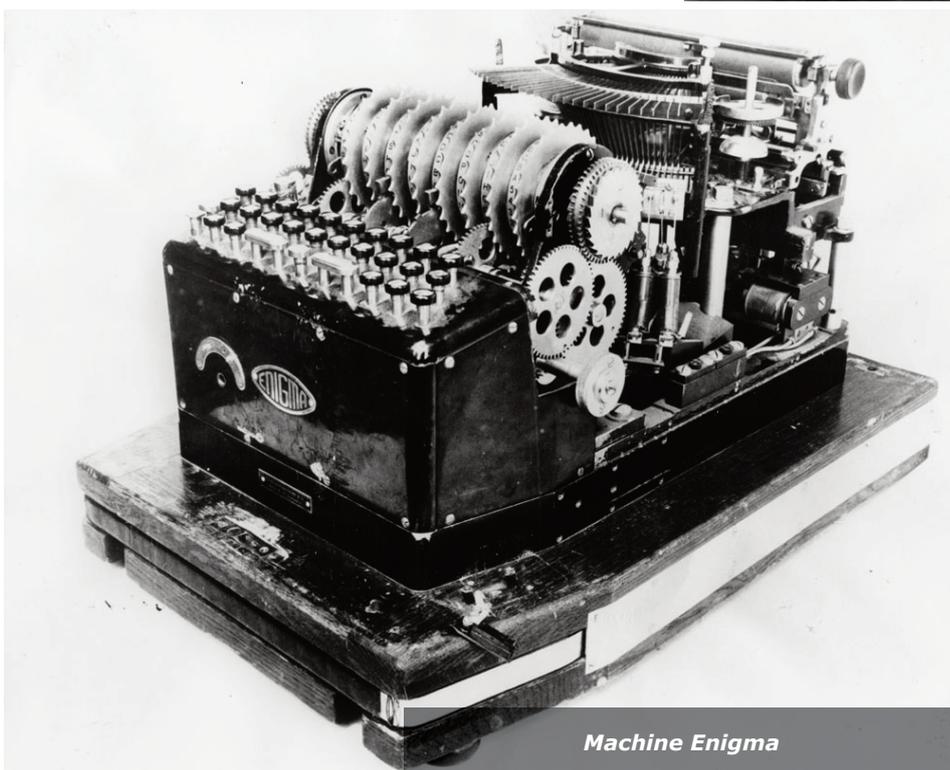
Il avait gentiment accepté de rédiger cette rubrique iodée afin de partager avec nous sa passion et ses connaissances.

Hélas, il nous a quittés le 17 juin 2013. C'est en sa mémoire et par amitié pour lui que l'équipe de rédaction utilise la masse d'articles qu'il nous avait envoyé afin de faire perdurer notre Rubrique Marine qui, ainsi, reste **sa** Rubrique.

Il existe, au sein du ministère de la guerre, des services dont on connaît l'existence mais dont on ne sait pas très bien ce qu'ils font. Il en va ainsi du « service de renseignements » et spécialement son département du décryptage se trouvant à **Bletchley Park** près de Londres.



**Fritz Julius Lemp**  
(1913-1941)



**Machine Enigma**

Sans entrer dans le détail, il se trouve que grâce à l'opération **Ultra**, les services de décryptage avaient réussi à percer les codes allemands, spécialement ceux de l'armée de terre et de l'aviation, mais au niveau de la marine et plus spécialement des U-boot, ils n'avaient pas avancé.

L'Amirauté entreprit de capturer un sous-marin afin de récupérer sa machine à coder **Enigma** intacte.

Quelques essais furent infructueux jusqu'à ce jour du 9 mai 1941...

**Fritz Julius Lemp** commandant d'U-boot (avec l'**U-30**, il avait coulé le paquebot **Athenia** le 3 septembre 1939 causant la perte de 112 passagers dont 28 Américains, maintenant aux commandes de l'**U-110**, repère, le 8 mai 1941, le



Emblème du U110

convoi **OB 318** fort de 38 navires marchands, en formation au nord des Hébrides à destination du front égyptien.

Le lendemain l'**U-201** (lieutenant de vaisseau Schnee) se joint à Lemp et ils décident d'attaquer le convoi.

Soudain l'**U-110** est repéré par l'**HMS Aubretia**, corvette anglaise de la classe Flower. Il plonge et la corvette se met à grenader la position, bientôt rejointe par le destroyer **HMS Bulldog** et le sloop américain **USS Broadway** qui y vont aussi de leurs grenades.



Destroyer HMS Bulldog

Au bout d'une heure, la situation de l'**U-110** est gravissime. La fumée toxique dégagée par les accumulateurs, touchés, oblige Lemp à faire surface. A peine à l'air, l'U-Boot est pris sous le feu continu des canons du **Bulldog**. Lemp donne l'ordre d'évacuer le bâtiment.

Sur le **Bulldog**, le capitaine de frégate **Addison Joe Backer-Cresswell** voyant l'équipage sauter à l'eau, met pleine vitesse sur le sous-marin. Lemp, croyant que le destroyer va l'éperonner, abandonne le sous-marin sans activer les charges de démolition.

Le capitaine Baker-Cresswell réalise qu'il peut capturer le sous-marin intact. Il met une chaloupe à la mer avec 8 hommes sous les ordres de son second pour le capturer.



A. J. Baker-Cresswell  
(1901 - 1997)

Les huit marins vont pénétrer prudemment dans le sous-marin, par le kiosque. Ils constatent que rien n'a été fait pour saborder le bâtiment et que tout le matériel Enigma est intact avec tableaux de clés, roues de secours<sup>1</sup>, manuel, etc....



Le U110 devant le HMS Bulldog

Informé, Baker-Cresswell jubile et veut remorquer l'**U-110** jusqu'à Scapa Flow. Il impose un black-out complet sur les événements. Pris en remorque mais trop endommagé, le sous-marin coule sur le chemin du retour, néanmoins tout le matériel a été transbordé et donc sauvé.

Le secret le plus absolu a entouré l'opération. Quand le **Bulldog** arriva à Scapa Flow, l'équipage dût prêter serment de ne rien révéler de ce qui était advenu. Ce ne fut qu'en 1966 que l'Amirauté Britannique leva une partie du voile, mais l'étendue de ce succès du renseignement ne devint vraiment évidente que lors de la levée complète du secret dans les années septante.

Début 1942 la Kriegsmarine changea son code, qui ne put être percé qu'à la fin de l'année. Si l'on se réfère à l'évolution de la Bataille de l'Atlantique, le combat tourna nettement en faveur des Alliés à partir du premier trimestre 1943. La capture d'**Enigma** fut certainement une des causes de ce succès.



Le USS Broadway s'approche du U-110



1 : Enigma utilise des roues pour crypter le message par substitution des caractères.

# DERNIERE GUERRE MONDIALE



10

Le magazine du deuxième conflit mondial  
et du devoir de mémoire

Octobre 2013



## Une réaction ? Envie d'en apprendre plus ?

REJOIGNEZ NOUS ET ENGAGEZ UNE DISCUSSION SUR LE  
FORUM



LES HEROS OUBLIES



<http://www.lesherosoublies.com/>

Retrouvez une équipe de passionnés d'Histoire, mais aussi des collectionneurs, des groupes de reconstitution (toutes époques), des conseils et astuces pour identifier ou restaurer arme ancienne, pièce d'uniforme ...

Vous pourrez également télécharger les prochains numéros de  
**Dernière Guerre Mondiale** sur  
<http://derniereguerremondiale.net/indexDGM.php>

Vous souhaitez être informé par mail des prochaines parutions de  
Dernière guerre mondiale ?  
Envoyez une simple demande à  
[inscriptiondgm@laposte.net](mailto:inscriptiondgm@laposte.net)

# LA LIBÉRATION ! PAR L'ARMÉE DU CRIME

Avec la participation de : Roger Lenevette, Francis Liesse, Jean Huon,  
Krisztian Bene, Dávid Ferenc, Ray Douglas & Robert Lymann